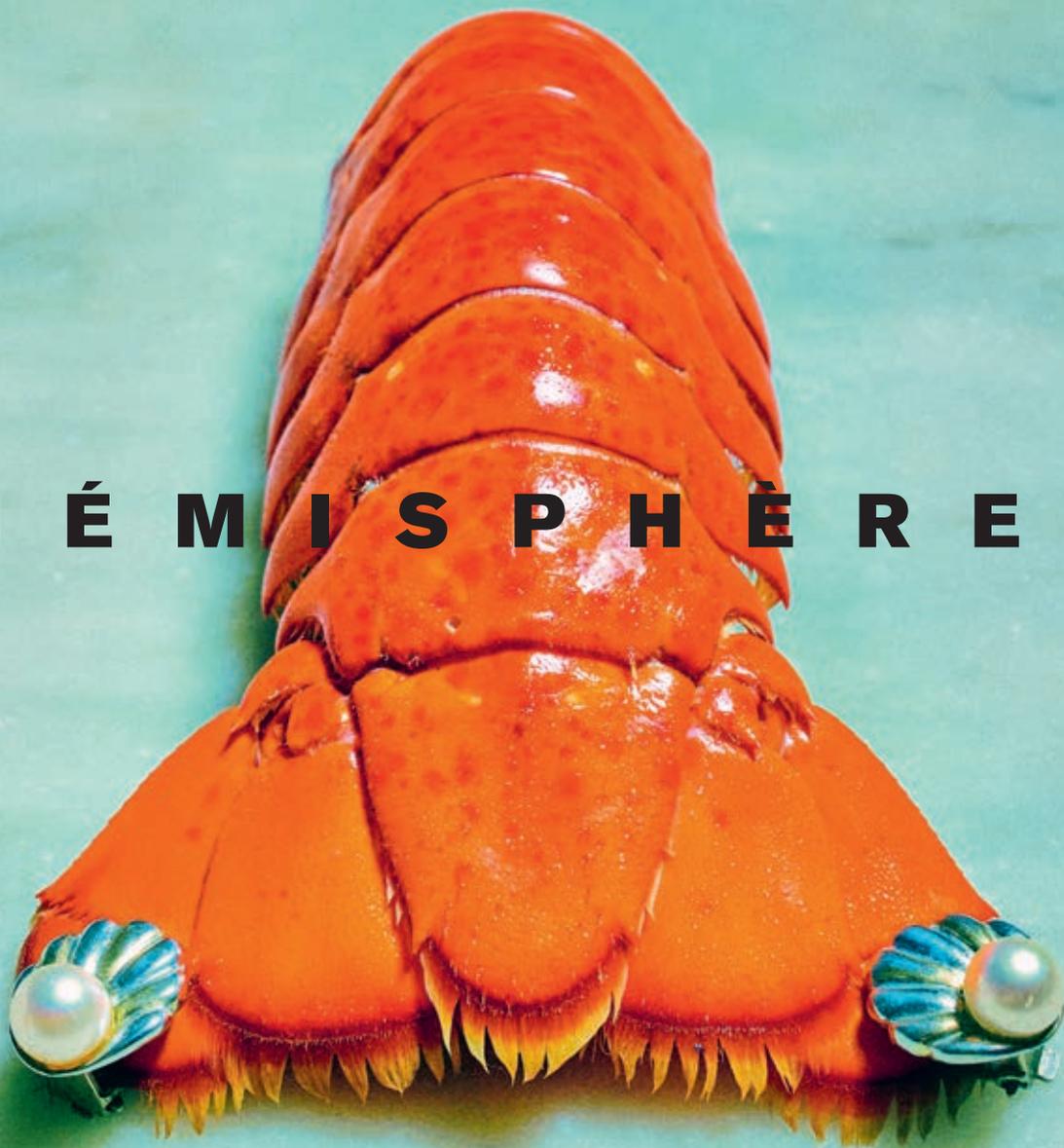


**Besoins essentiels,
désirs superflus**

H É M I S P H È R E S



Hes·so

Une vie et deux identités

Le chevalier (la chevalière) Charles d'Eon de Beaumont (1728-1810) était diplomate, espion, officier et homme de lettres français. Il est resté célèbre pour son goût prononcé pour le travestissement. Personnage brillant et contradictoire, il a vécu quarante-neuf ans habillé en homme et trente-deux ans en femme. Ces changements de genre ont parfois été menés au gré des péripéties de sa carrière politique, lui permettant d'échapper à un jugement ou de faire parler de lui.



CHARLOTTE - GENEVIEVE - LOUISE AUGUSTE - ANDREE - THIMOTHEE

D'EON DE BEAUMONT

*Chevalier de l'Ordre Royal et Militaire de Saint Louis,
Capitaine de Dragons, et des Volontaires de l'Armée,
Aide-de-camp de M.M. le Maréchal-Duc et Comte de Broglie,*

Ancien neuroscientifique, le photographe italien Mauro Serra a réalisé sa série *Vanity Fair* en 2020 avec sa compatriote Lucia Del Pasqua. On y trouve aussi bien des pattes, des langues, que des pinces d'animaux ornées de bijoux. L'artiste milanais se demande ce qui se passerait si les animaux que nous tuons pour nous nourrir, nous couvrir, par nécessité ou par vanité, faisaient une révolution orwellienne pour avoir le même pouvoir que les Hommes. Iraient-ils à l'encontre de leur nature ? Ou, au contraire, sauraient-ils s'accepter tels qu'ils sont ?

HÉMISPÈRES
LA REVUE SUISSE DE LA RECHERCHE ET DE SES APPLICATIONS

VOLUME XXIII

Besoins essentiels, désirs superflus

ÉDITEUR
Hes·so



SOMMAIRE



RÉFLEXION

8 | La pyramide tronquée des besoins

GRAND ENTRETIEN

14 | Antonietta di Giulio

PORTFOLIO

18 | Une semaine d'ordures

DESIGN

20 | Comment devenir plus *smart* que son *phone*

SANTÉ

24 | Renoncer aux antidouleurs, faute de moyens

ALIMENTATION

28 | La viande, plus désirable que nécessaire

PORTRAITS

34 | À chacun ses priorités

ENTREPRISE

38 | Le travail hybride pour doper l'inclusivité

NUMÉRIQUE

41 | Il faut distinguer les activités numériques essentielles de celles qui ne le sont pas

DÉVELOPPEMENT PERSONNEL

46 | Interroger ses besoins pour mieux les dépasser

ÉCONOMIE

49 | Le PIB ne fait pas le bonheur
(mais il y contribue)

ARTS DE LA SCÈNE

52 | Danser avec le vivant

TRAVAIL SOCIAL

58 | Objectif éradiquer le chômage de longue durée

CONSOMMATION

62 | Le luxe à l'épreuve de la sobriété

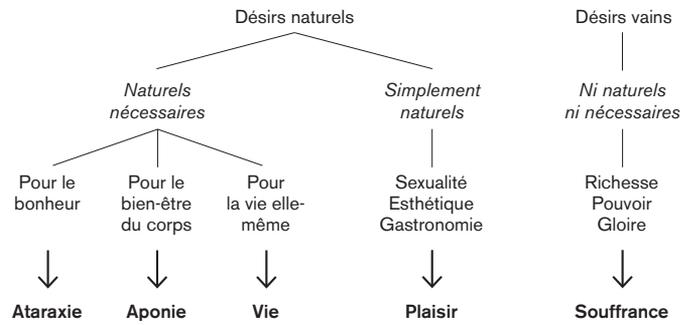
CULTURE

66 | L'art essentiel ou pas, telle est la question

73 – 91 | Focus sur six recherches

92 – 94 | Actualités HES-SO

Classification des désirs selon Épicure



La définition des besoins essentiels a fait beaucoup parler d'elle durant les confinements liés au Covid-19. La fermeture de nombreux secteurs a été très durement ressentie, notamment par les milieux culturels. Et avec raison : aucune société ne peut se passer de culture, ni de loisirs. Mais la logique du gouvernement était à ce moment-là celle d'une survie à court terme. Il ne s'agissait donc pas d'un véritable débat sur cette question.

Les vrais enjeux de la notion de besoin essentiel résident selon moi dans les inégalités socio-économiques. Car, au-delà de ses besoins physiologiques, chaque être humain a besoin de contacts sociaux, de désirs ou d'aspirations. Ce droit à une vie digne est vite oublié lorsqu'on parle du minimum vital nécessaire aux populations précaires. Prenez l'exemple de la migration, une problématique à laquelle je suis sensible : certaines personnes considèrent que les migrant·es qui possèdent un smartphone ne se trouvent pas dans une situation nécessitant de l'aide. Or pour ces personnes il s'agit d'un moyen de survie, qui leur permet d'affronter un voyage dangereux, de rester en contact avec leurs proches ou de traduire des documents. Il est facile de se faire de fausses idées sur les besoins des autres, plus difficile de se mettre à leur place.

É D I T O R I A L

Les besoins, intimement liés aux inégalités

Luciana Vaccaro, Rectrice de la HES-SO

Lorsqu'on évoque les défis environnementaux, on entend souvent que nous devons tous réduire notre consommation. Comme l'affirme la philosophe Antonietta di Giulio dans son interview (p. 14), transmettre aux populations démunies le message selon lequel elles devraient réduire leur consommation est inacceptable. Les faibles résultats de la COP21 peuvent d'ailleurs être expliqués par le refus des pays pauvres de réduire leurs objectifs en termes de CO₂. Peut-on leur en vouloir lorsque nos pays se sont développés en polluant sans limites ? Dans mon domaine, celui de l'éducation, la question des besoins est également complexe. En Suisse, chaque enfant y a droit. Mais tous parviennent-ils à atteindre le niveau d'études auquel ils aspirent ? Pour performer qu'il soit, notre système n'est pas le plus égalitaire. La proportion d'étudiant·es dont l'un des parents est universitaire s'élève à un sur deux dans les universités. Avec une proportion de un sur trois, les hautes écoles spécialisées obtiennent de meilleurs résultats.

Le débat sur les besoins ne s'est donc pas terminé avec la pandémie. Ce dossier d'*Hémisphères* vous invite à le considérer avec différents points de vue. Vous pourrez y découvrir des artistes qui s'expriment sur la notion d'essentiel (p. 66) ou encore un retour sur l'histoire de notre consommation de viande (p. 28). Chers lectrices et lecteurs d'*Hémisphères*, je vous en souhaite une belle découverte. ◀

Le célèbre modèle de Maslow fait l'objet de critiques : trop hiérarchisé, trop occidental, voire carrément faux. Chez l'être humain, les besoins d'appartenance ou de statut social se confondent souvent avec les nécessités biologiques. Ces dernières étant elles-mêmes difficiles à définir.

La pyramide tronquée des besoins

TEXTE | Geneviève Ruiz

¹ L'Américain Abraham Harold Maslow (1908-1970) est considéré comme le père de l'approche humaniste en psychologie. Ce courant est fondé sur une vision positive de l'être humain. Il se centre sur la personne, avant ses symptômes. Son modèle de psychothérapie se base sur la volonté innée d'une personne à vouloir développer son potentiel.

Elle est régulièrement citée dans les médias, la littérature ou le cinéma. Dans sa chanson *Si seul*, même le rappeur Orelsan en a « marre d'escalader la pyramide » que le psychologue américain Abraham Maslow¹ a exposée pour la première fois en 1943. « L'immense succès de la théorie de Maslow est remarquable, commente Philippe Mouillot, maître de conférences habilité à diriger des recherches en sciences de gestion à l'Institut d'administration des entreprises de Poitiers et spécialiste du comportement des consommatrices et des consommateurs. Il s'agit de l'un des modèles les plus enseignés, notamment en management ou en marketing. C'est dû à sa clarté et à sa simplicité. »

Un triangle, divisé en cinq strates horizontales correspondant chacune à un groupe de besoins : physiologie, sécurité, appartenance, estime, accomplissement de soi. Chose moins

connue, cette taxinomie des besoins, considérée comme universelle par Abraham Maslow, souhaite révéler les besoins qui sous-tendent les motivations humaines. Car pour le psychologue, un besoin fondamental se cache derrière chaque motivation ou chaque objet de désir. Dans ce modèle, la hiérarchie est également importante : c'est seulement lorsqu'un individu a satisfait un groupe de besoins qu'il va passer au suivant.

Une pyramide carrément fausse

Cette hiérarchisation représente l'un des points les plus critiqués de la pyramide de Maslow. En effet, ce modèle n'est pas confirmé par la recherche : « La pyramide de Maslow est fausse, tranche Éric Crettaz, professeur à la Haute école de travail social de Genève – HETS – GE – HES-SO. Depuis quand les personnes considérées comme pauvres n'au-

raient-elles pas d'aspirations ? Il y a des pays où certains individus se privent toute la semaine pour aller à l'église bien habillés le dimanche, pendant qu'ici des jeunes sont prêts à sauter des repas pour s'offrir une paire de baskets. Dans certains cantons, nous avons observé que jusqu'à 30% des personnes qui y ont droit ne demandent pas les prestations de l'aide sociale. La honte ou la peur de la stigmatisation sont souvent citées. Cela montre que l'appartenance à un groupe passe fréquemment avant les besoins physiques.»

Philippe Mouillot constate le même type de comportements du côté des consommateurs : « Les études marketing montrent que de nombreuses personnes sont prêtes à se priver dans des domaines dits “ essentiels ” pour s'acheter un sac ou une montre de luxe. Parce que dans une société de consommation ces objets répondent à des besoins de reconnaissance et de statut. Plus les individus sont pauvres, plus leur besoin de statut social serait marqué, ce qui les rendrait encore plus sensibles aux marques. De manière générale, les gens ne consomment pas du tout selon le modèle de Maslow. Sinon nous n'achèterions presque jamais de produits de luxe ! »

La hiérarchisation des besoins de Maslow ne révélerait donc pas les comportements humains. Elle constituerait plutôt le reflet d'une conception de la stratification sociale. Dans l'ouvrage *Il faut manger pour vivre*, le politologue Johan Galtung faisait remarquer déjà dans les années 1980 que « Les théories formulées en termes de hiérarchie des besoins peuvent facilement devenir la justification de hiérarchies sociales ». En gros, les besoins physiologiques ou « animaux » situés en bas de la pyramide sont l'apanage des classes sociales inférieures et les besoins psychiques et spirituels en haut ne sont accessibles qu'aux classes supérieures.

Une notion construite socialement

Au-delà de cette vision idéologique, la validité universelle de la théorie de Maslow est aussi souvent remise en cause. Parce que la définition d'un besoin n'a rien d'évident, même en ce qui concerne les besoins physiologiques.

De plus, la vision fonctionnaliste de l'être humain en tant qu'« être de besoins » n'est pas partagée par toutes les cultures. Chaque individu a certes besoin de s'alimenter pour survivre. Mais où placer le curseur en termes de nombre de calories ? Dans l'ouvrage précédemment cité, Johann Galtung mentionne une étude de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture selon laquelle les besoins en calories diffèrent selon l'âge, le genre, mais aussi l'origine. La résilience face aux carences peut également grandement fluctuer. De son côté, Éric Crettaz raconte à quel point il peut être difficile de définir les besoins nutritionnels des populations lors d'interventions humanitaires : « L'une des méthodes consiste à mesurer le tour du biceps. Mais suivant la morphologie, il sera plus ou moins fin, musclé. Il est complexe de définir un seuil précis en dessous duquel on est en déficit calorique. » À part des situations de famine extrêmes, la notion de besoin alimentaire – et de besoin physiologique en général – ne peut pas être appréhendée uniquement en termes biologiques. Il s'agit d'une construction sociale car on ne mange pas n'importe quoi, n'importe où, ni avec n'importe qui. Manger s'inscrit dans une hiérarchie sociale, tout comme se loger, se vêtir, bouger...

La notion de satisfaction des besoins est également ambiguë. À quel moment considère-t-on que notre alimentation est « suffisante » ? Lorsqu'on est rassasié ? Lorsqu'on a mangé sainement ? La question se révèle encore plus complexe en ce qui concerne les besoins dits « immatériels » comme la sécurité ou l'éducation. Peuvent-ils être satisfaits de façon objective ? Ils le sont forcément selon une certaine norme ou conception sociale. Roderick Lawrence, professeur honoraire en sciences environnementales à l'Université de Genève, qui a engagé des réflexions sur les besoins dans le cadre de ses recherches sur le développement durable², prend l'exemple du logement en Suisse : « On peut se mettre d'accord sur l'idée que l'être humain a besoin d'un abri contre les aléas climatiques. Mais en Suisse, en moyenne, chaque habitant dispose d'un logement de 43 m². À quel besoin cela correspond-il ? Pourquoi un logement de 34 m², la surface moyenne par habitant en 1980,

² Le développement durable, défini en 1987 dans le Rapport Brundtland (rédigé par la Commission mondiale sur l'environnement et le développement de l'ONU) est fortement axé sur la notion de besoin : « Le développement durable est un mode de développement qui répond aux besoins des générations présentes sans compromettre la capacité des générations futures de répondre aux leurs. » Dès le départ, il n'y a pas eu de consensus scientifique autour du concept de développement durable.



L'homme d'affaire Abdulla Alshehi, originaire des Émirats arabes unis, a développé le projet pharaonique de transporter un iceberg de 2 km depuis l'Antarctique jusqu'au golfe Persique. D'un coût compris entre 100 et 150 millions de dollars, cette opération permettrait selon son concepteur de fournir de l'eau potable, de diminuer l'impact environnemental de la désalinisation, de créer un climat bénéfique à l'agriculture, voire de favoriser le tourisme.

Les Sept Péchés capitaux et les Quatre Dernières Étapes humaines est un tableau du peintre néerlandais Jérôme Bosch (1450-1516), réalisé vers 1500. Actuellement exposé au Museo del Prado à Madrid, le tableau présente les sept péchés capitaux dans des scènes de la vie quotidienne. Au centre se trouve l'œil de Dieu.



Cette image prise au moyen d'un microscope à contraste interférentiel montre la dopamine, un neurotransmetteur indispensable à l'activité du cerveau. Elle a été faite dans le cadre d'une étude montrant que le blocage des interactions entre les récepteurs de la dopamine et ceux du glutamate – un autre neurotransmetteur – protège des comportements pathologiques provoqués par la cocaïne chez la souris. Cela ouvrira peut-être la voie au développement de nouvelles stratégies thérapeutiques pour traiter l'addiction, maladie psychiatrique pour laquelle aucun traitement pharmacologique à efficacité durable n'existe à ce jour.



La sculpture *America* a été créée en 2016 par l'artiste italien Maurizio Cattelan pour le Guggenheim Museum de New York. Cette œuvre en or massif, reliée à la plomberie, pouvait être utilisée par les visiteurs. Avec elle, l'artiste souhaitait présenter une satire des excès de richesse aux États-Unis. D'une valeur dépassant le million d'euros, *America* a été volée en 2019 au palais de Blenheim en Grande-Bretagne, où elle était exposée dans le cadre d'un prêt.

« La satisfaction des besoins élémentaires n'arrive pas à tuer l'insatisfaction des désirs fondamentaux. »

Henri Lefebvre



Le *trichoptère* et son fourreau est une œuvre de l'artiste français Hubert Duprat qui met en scène les capacités constructives de la larve de cet insecte. Ce dernier a la particularité de se créer un fourreau afin de se protéger. L'artiste met à sa disposition des paillettes d'or, un assortiment de cabochons de turquoises, de saphirs ou de rubis. Dans ce que certains appellent un geste de dessaisissement inouï, il récolte des « étuis-œuvres » au terme de cette transformation.



Le navire de croisière *Wonder of the Seas* est considéré comme le plus grand paquebot du monde. Il a été construit à Saint-Nazaire entre 2019 et 2021. Il comporte entre autres 2867 cabines, 15 piscines, un parc naturel, une patinoire, une tyrolienne et 20 restaurants.

Définitions

BESOINS ESSENTIELS

Le besoin est défini dans le Larousse comme une « exigence née d'un sentiment de manque, de privation de quelque chose qui est nécessaire à la vie organique ». Lorsqu'il est suivi de l'adjectif « essentiel » ou « fondamental », sa définition donne lieu à des controverses tant politiques qu'académiques. Le politologue Johan Galtung définit les besoins fondamentaux comme « des besoins dont la non-satisfaction entraîne l'annihilation du système ».

BESOINS ARTIFICIELS

Dans son ouvrage *Les besoins artificiels. Comment sortir du consumérisme*, le sociologue Razmig Keucheyan considère que le consumérisme a atteint un stade suprême dans notre société capitaliste. Celle-ci engendre sans cesse de nouveaux besoins artificiels, comme celui de s'acheter le dernier smartphone. Il définit les besoins artificiels comme non vitaux, mais admet que certains besoins culturels peuvent être légitimes.

DICTATURE DES BESOINS

Cette expression a été utilisée par la philosophe hongroise Ágnes Heller (1929-2019) pour qualifier le système dictatorial de l'URSS. Elle le décrivait comme une caste de bureaucrates décidant quels besoins légitimes il fallait satisfaire et quels besoins non légitimes il ne fallait pas satisfaire.

DÉSIR

Du latin *desiderium* (désir, souhait), le désir est une notion très débattue en philosophie. Il désigne généralement une tension née d'un manque qui vise un objet, une action ou un sujet dont la possession ou la réalisation seraient susceptibles d'apporter satisfaction et plaisir.

ONIOMANIE

Du grec *onios* (à vendre), l'oniomanie caractérise des préoccupations, des besoins et des comportements excessifs et non contrôlés vis-à-vis des achats et des dépenses. Cette addiction concernerait 6% de la population. Elle résulte d'un ensemble de facteurs plutôt que d'une cause unique.

ne suffirait-il pas ? Et pourquoi, à Genève, on préfère habiter à Coligny plutôt qu'à Meyrin à partir d'un certain seuil de revenu ? On le voit bien, le besoin de logement en Suisse ne peut pas être analysé en termes de survie. Il est en lien avec des appartenances et des statuts sociaux. »

Définir le minimum vital

Au-delà du logement, ces interrogations montrent la complexité qu'il y a à définir le « minimum vital » dans un pays comme la Suisse. Pour Éric Crettaz, qui préfère la formule de « minimum d'existence », cela se réfère à mener une vie digne, socialement intégrée et en conformité avec certains standards. L'expert en politique sociale mentionne que les neuf besoins suivants sont fréquemment utilisés dans les statistiques publiques et la recherche sur la pauvreté : faire face dans un délai d'un mois à une dépense imprévue de 2500 francs, s'offrir chaque année une semaine de vacances, éviter les arriérés de paiement, s'offrir un repas composé de viande (ou équivalent végétarien) tous les deux jours, chauffer convenablement son domicile, posséder un lave-linge, un téléviseur couleur, un téléphone ou une voiture. « Il s'agit d'indicateurs que nous utilisons dans nos recherches pour déterminer les populations précaires, la plupart du temps conjointement à des informations chiffrées sur le revenu. Mais il est important que les personnes précisent si elles n'ont pas accès à certains biens par choix, par exemple la voiture ou la consommation de viande. Cela révèle toute la complexité des besoins dans notre société. »

En termes de politiques sociales, le minimum vital est traduit par des sommes définies par le politique, précise le chercheur. Il est à géométrie variable en fonction du statut. Il s'élève à environ 1634 francs mensuels pour une retraitée ou un retraité et à environ 400 francs pour un·e requérant·e d'asile débouté·e. Entre deux se trouvent les personnes endettées (1200 francs) et les personnes vivant de l'assistance sociale (environ 1000 francs). « Ces différences révèlent des conceptions du mérite et ne sont pas en lien avec des besoins différents », analyse Éric Crettaz. Il observe par ailleurs qu'en Suisse, les politiques sociales visent avant tout à combler

les manques matériels dans le groupe des besoins physiologiques (alimentation, santé, logement). « Les politiques sociales peuvent plus facilement répondre à ces aspects-là. Mais nous savons que plus le revenu diminue, plus l'isolement social augmente. Et on a tendance à nier les besoins d'aspiration, d'estime, de liens sociaux ou de liberté des personnes qui se trouvent à l'aide sociale. Certains bénévoles des organisations d'aide alimentaire ont par exemple pu être choqués de voir que les bénéficiaires se plaignaient du contenu des sacs. Mais n'est-il pas humain d'exprimer des préférences en termes de nourriture, d'autant plus dans une société de consommation ? » La conception qui prédomine rejoint la vision normative de la pyramide de Maslow : lorsqu'on se trouve au bas de l'échelle sociale, on devrait se contenter de satisfaire ses besoins physiologiques.

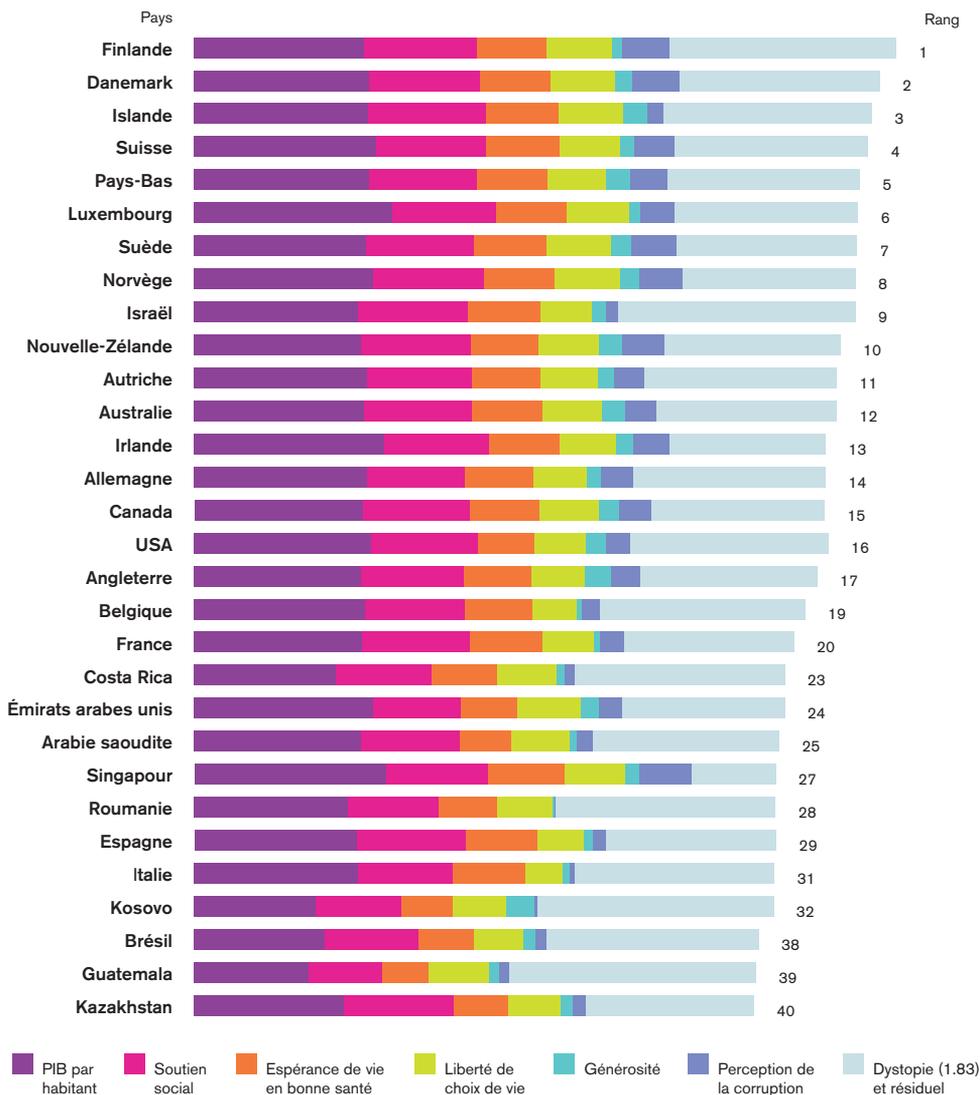
La pandémie et le retour de la pyramide

Normative ou pas, la pyramide des besoins a opéré un spectaculaire retour dans le contexte de la pandémie de Covid-19, lorsque le politique a procédé à une classification entre les besoins essentiels et les besoins secondaires. Pour Philippe Mouillot, les contextes extrêmes peuvent faire réapparaître une hiérarchisation des besoins. Lorsque rien d'autre ne compte que de survivre, la priorité numéro un redevient l'alimentation. Passé une certaine période de sidération lors du confinement, les définitions des besoins essentiels ont néanmoins rapidement été l'objet de nombreuses contestations. Parce que aucune définition des besoins n'est « naturelle », mais qu'elle est l'objet de luttes politiques. Les discussions sur les besoins essentiels ont certes perdu de la vigueur après la pandémie. Mais pour le spécialiste du développement durable Roderick Lawrence, le débat sur cette notion, très discutée dans les années 1970, s'était perdu bien avant : « C'est regrettable car nous sommes confrontés à des défis environnementaux tels que nous serons amenés tôt ou tard à prendre des décisions sur nos besoins. Et ces questions ne pourront pas être résolues au moyen d'une théorie, ni par des instances internationales. C'est uniquement au niveau local et en réponse aux défis globaux que des actions pourront émerger. » ◀

Les Finlandais sont-ils vraiment les plus heureux ?

Le World Happiness Report 2022 a distingué la Finlande en tête des pays heureux pour la cinquième année consécutive. Les pays nordiques dominent dans ce classement qui fait la part belle aux besoins fondamentaux : revenus, liens sociaux, santé, etc. Leur satisfaction rendrait-elle plus heureux ? Absolument, à en croire des Finlandais interrogés par le *Washington Post*, pour qui leur bonheur est dû à un intérêt général placé au-dessus de tout et à un accès universel aux biens essentiels.

TEXTE | Geneviève Ruiz INFOGRAPHIE | World Happiness Report



Un minimum et un maximum définis collectivement, une liberté individuelle dans l'entre-deux : la philosophe Antonietta Di Giulio imagine le chemin vers une qualité de vie durable. Elle invite à se focaliser sur le possible, loin des sirènes de la *collapsomania*.

Une bonne vie pour tout le monde dans les « corridors de consommation »

TEXTE | Nic Ulmi IMAGE | Raúl Soria

Y a-t-il des besoins essentiels et d'autres qui ne le sont pas ? Selon la philosophe Antonietta Di Giulio, Senior Researcher à l'Université de Bâle, la question se révèle piégée. Engagée dans un vaste chantier d'étude sur la consommation durable, la chercheuse suggère de se focaliser plutôt sur les conditions d'une « bonne vie » pour tout le monde et sur la définition collective de « besoins protégés ». Le concept de « corridors de consommation », qu'elle développe depuis une dizaine d'années, permet de repenser les besoins entre responsabilités sociétales, élan individuels et variables environnementales.

Dans le livre *Consumption Corridors. Living a Good Life within Sustainable Limits*, dont vous êtes coauteure, vous suggérez d'éloigner le regard de la menace d'une catastrophe et de

l'orienter vers « une bonne vie pour tout le monde ». Pourquoi ?

Tout d'abord parce que la peur est paralysante. Les études visant à comprendre ce qui pousse les gens à agir montrent qu'on ressent une motivation nettement plus forte si on imagine qu'on peut améliorer les choses que s'il faut prévenir un danger. Deuxièmement, focaliser le propos sur les problèmes causés par nos comportements nous conduit à regarder les actes de notre vie comme étant essentiellement mauvais. Or, le fait de demander à quelqu'un de juger négativement sa propre vie provoque des réactions d'hostilité au changement. C'est ce que montrent les études : lorsqu'on interroge des individus qui sont fortement opposés à des mesures politiques en matière de réchauffement climatique, on constate qu'ils ont souvent l'impression d'être incompris par les personnes qui leur demandent de changer leurs pratiques.



Bio express

1965

Naissance à
Grenchen (SO)

1991 -

2013

Travaille
au Centre
interfacultaire
pour l'écologie
générale de
l'Université de
Berne (IKAÖ),
qu'elle codirige
dès 2011

1995

Dirige le groupe
de recherche
Inter-/Transdis-
ciplinarité entre
les Universités
de Fribourg-en-
Brisgau et Berne,
puis Bâle

2003

Doctorat en
philosophie
à l'Université
de Berne avec
une thèse sur la
durabilité dans la
conception des
Nations unies

2008 -

2017

Maîtresse d'en-
seignement dans
les domaines
de l'interdisci-
plinarité et de
l'éducation au
développement
durable (Haute
école spécialisée
du Nord-Ouest
de la Suisse)

2014

Senior Researcher
au programme
*Mensch-Ge-
sellschaft-Umwelt*
de l'Université
de Bâle

2021

Coauteure de
*Consumption
Corridors:
Living a Good
Life within Sus-
tainable Limits*
(Routledge)

Pour quelle raison mettez-vous en avant l'expression « bonne vie » plutôt que d'autres plus courantes, telles que « bien-être » ou « qualité de vie » ?

Au départ, c'est lié à mon *background* disciplinaire. Il existe une longue tradition en philosophie autour de la notion de « bonne vie », définie tour à tour en termes éthiques (une vie vertueuse), hédoniques (une vie heureuse), eudémoniques (une vie épanouissante)... Pour ma part, j'utilise l'expression « bonne vie » de manière plus ou moins interchangeable avec celle de « qualité de vie », dont elle souligne quelques facettes importantes. La qualité de vie, par exemple, n'implique pas nécessairement le fait de se sentir bien à chaque moment. On peut se sentir temporairement mal et en même temps avoir très fermement la conscience et la conviction qu'on est en train d'avoir une bonne vie. La notion de bonne vie n'est pas non plus forcément liée à celle d'une sensation de bonheur : il y a des actes qui peuvent vous faire sentir très heureux, sans que cela contribue à la qualité de votre vie.

En synthétisant les apports convergents des sciences sociales et de la philosophie, vous évoquez une palette de besoins partagés par l'humanité : disposer des biens qui comblent les nécessités vitales, vivre dans un environnement agréable, se développer en tant que personne, s'autodéterminer, faire partie d'une communauté, participer aux décisions sur l'évolution de la collectivité, bénéficier de la protection de la société. Peut-on considérer qu'il s'agit là de nos besoins essentiels ?

Pour ma part, j'utilise plutôt la notion de « besoins protégés ». Je préfère en effet considérer les besoins dans un contexte sociétal, les mettant en lien avec l'idée d'une responsabilité qui incomberait à nos sociétés d'assurer les conditions nécessaires pour que les gens vivent bien. J'évite également d'utiliser l'expression « besoins essentiels » parce qu'elle risque d'être utilisée pour réduire la définition de cette responsabilité sociétale au seul domaine de la survie physique, et aussi parce qu'elle sous-entend une hiérarchie qui conduit fatalement à considérer qu'en réalité

certains besoins n'en sont pas vraiment. La philosophe britannique Kate Soper, qui a travaillé ces vingt dernières années sur les liens entre consommation, durabilité et « bonne vie », a dit un jour qu'« un besoin est un besoin », et c'est tout. Je pense qu'il faut définir les besoins que nous voulons et pouvons protéger, plutôt que les hiérarchiser en les désignant comme plus ou moins essentiels... Mais je voudrais vous renvoyer la question : pourquoi utilisez-vous l'expression « besoins essentiels » ?

Une raison réside dans le fait que cette notion a trouvé une actualité inattendue lors des confinements liés à la pandémie de Covid-19, pendant lesquels on a pu voir des décisions politiques se prendre en toute urgence en matière de « besoins essentiels »...

Il a été en effet extrêmement intéressant de voir se poser dans le débat public la question de ce qui est essentiel (que les décisions prises à ce sujet aient été satisfaisantes ou non, c'est une autre problématique). Ce qu'il faut noter, c'est qu'en réalité la discussion ne portait pas sur les besoins, mais sur des satisfacteurs¹ tels que les magasins, les salons de coiffure, l'offre culturelle, l'école, les espaces verts... La distinction est importante, car il peut y avoir un nombre de satisfacteurs différents pour un même besoin, et aussi parce que le fait de se focaliser sur les satisfacteurs conduit le plus souvent à négliger certains besoins.

On pourrait penser que ce focus était dû au cadre particulier de la pandémie, mais, d'une manière plus générale, c'est le plus souvent ainsi que les choses se passent : nous discutons des satisfacteurs et non des besoins. Parler plus fondamentalement de besoins et de qualité de vie est une chose dont nous n'avons pas l'habitude. De plus, des recherches montrent qu'il y a des intérêts en jeu qui poussent à pointer les satisfacteurs à la place des besoins. La publicité, par exemple, nous invite constamment à faire cette équation, nous conduisant à croire que tel satisfacteur coïncide avec tel besoin, et que ce dont nous avons véritablement besoin est donc un objet ou un service en particulier.

¹ L'économiste chilien Manfred Max-Neef (1932-2019), théoricien des besoins humains fondamentaux, a formulé en 1992 la notion de « satisfacteur » (*satisfactor* en espagnol, *satisfier* en anglais), définie comme l'un des moyens possibles de satisfaire un besoin donné.

Il y a une autre discussion dont nous n'avons pas l'habitude. Lorsqu'on parle de qualité de vie, on discute rarement de la responsabilité que nous avons, en tant que société et en tant qu'individus, de ne pas nuire à la qualité de la vie d'autrui. Aborder cet aspect conduit à traiter conjointement la question de la « bonne vie » et celle des limites à l'intérieur desquelles celle-ci doit se situer pour être garantie à tout le monde.

Ce qui nous amène à la notion de « corridors de consommation ». D'où vient-elle ?

Il y a une dizaine d'années, un vaste programme de recherche sur la consommation durable a été mis sur pied en Allemagne, rassemblant quelque 80 chercheur·es. À cette occasion, nous avons travaillé sur la manière de définir la consommation durable, en lien avec la qualité de vie, et d'élaborer à partir de là des processus politiques transformatifs. Dans ce cadre, nous nous sommes demandé comment tenir compte de la diversité des situations. La perception de ce qu'est la qualité de vie est sujette à des différences culturelles, les gens ont des conditions de vie différentes selon leur âge ou selon qu'ils vivent en ville ou à la campagne... Surtout, il existe des inégalités qui rendent impossible de lier l'objectif de la durabilité à la seule idée qu'il faut réduire la consommation. Transmettre aux populations pauvres qui existent dans tous les pays (y compris en Suisse) un message selon lequel elles devraient réduire leur consommation constitue une approche cynique absolument inacceptable : ces personnes devraient, au contraire, bénéficier de davantage d'infrastructures, de services, de biens matériels, et ainsi de suite... Il nous fallait donc trouver une façon de définir la consommation durable qui prenne tout cela en compte.

Nous avons abouti ainsi, en 2013, à ce concept de corridors de consommation. Ceux-ci se situent entre une limite inférieure, qui représente le minimum dont tout le monde doit pouvoir disposer pour avoir une « bonne vie », et une limite supérieure définie en tenant compte des variables environnementales, un maximum au-delà duquel la consommation

d'une personne nuit à la qualité de vie des autres et ne permet plus de garantir le minimum à tout le monde. L'espace entre ces deux limites est celui dans lequel chaque personne peut faire ses choix de consommation librement et durablement.

Comment faire pour adopter collectivement cette approche ? Cela nécessite-t-il un changement politique radical ?

Nous avons mené des études, notamment en Suisse, interrogeant les gens sur la notion de corridors de consommation, et nous nous attendions à ce que les réactions soient fortement polarisées, mais cela n'a pas été le cas : il semble y avoir un potentiel de consensus au niveau de l'opinion. Il existe par ailleurs des exemples dans le passé qui montrent que des changements radicaux en termes de politique et de valeurs, jugés impossibles jusque-là, ont pu avoir lieu, tels que l'abolition de l'esclavage ou l'introduction de l'État social. Je pense qu'il faut aborder les choses avec une perspective salutogénique – c'est-à-dire focalisée sur les facteurs qui favorisent l'amélioration des choses – plutôt que pathogénique (focalisée sur les causes de ce qui va mal), en choisissant des récits qui témoignent de la possibilité d'un changement vers le mieux. Les nouvelles formes de participation citoyenne qui sont en train de se multiplier, les mouvements de jeunesse apparus en 2018-2019 tels que les Fridays for Future et les grèves étudiantes pour le climat sont potentiellement autant de pièces d'une dynamique qui pourrait s'assembler à travers le monde pour aller dans cette direction.

Il y a une question que je préférerais ne pas vous poser... Pensez-vous que nous avons encore du temps pour tout cela ?

Je ne vois pas d'alternative au fait d'essayer de faire tout ce qu'on peut. Le risque d'une posture que j'appellerais *collapsomania* est qu'elle conduise à se dire « si on ne peut plus rien changer, pourquoi s'en soucier ? ». Pour ma part, j'aimerais pouvoir soutenir les jeunes non pas dans ce sentiment d'effondrement, mais dans une pensée visionnaire vers un changement possible. ♣

Portfolio

TEXTE | Geneviève Ruiz

IMAGES | Gregg Segal

Une semaine d'ordures

« Déjà enfant, j'étais fasciné par la quantité de déchets que produisaient mes voisins de l'autre côté de la rue, raconte le photographe américain Gregg Segal. Je me demandais où ils allaient et ce que deviendrait notre monde une fois qu'il n'y aurait plus assez de place pour cet immense volume. » Avec son travail *7 jours d'ordures* mené entre 2013 et 2015, ce quinquagénaire basé dans les environs de Los Angeles a souhaité visibiliser cette problématique. Mais pas n'importe comment.

« J'ai voulu créer des mises en scène qui interpellent. » Le photographe a demandé à des amis ou des voisins de poser pour lui et s'est même photographié avec sa famille. Chaque ménage devait conserver ses déchets durant sept jours. Gregg Segal choisissait ensuite un fond, toujours issu de la nature, sur lequel les disposer : sable, herbe, neige, etc. « J'ai voulu que le contraste entre ces éléments naturels et les ordures soit choquant. C'est aussi une manière de montrer que les déchets font partie de la nature et de nous-mêmes. »

« Les personnes étaient courageuses de participer à mon shooting. Certaines ont d'ailleurs refusé. Poser avec ses déchets peut avoir quelque chose d'humiliant. Cela nous met à nu. Les ordures sont sales et révèlent l'envers de notre société de consommation clinquante, de même que la démesure avec laquelle nous satisfaisons nos besoins. » Militant, le travail de Gregg Segal ne souhaite néanmoins pointer personne du doigt. « Ce projet a pour but de sensibiliser le public aux déchets que notre société produit. J'ai constaté avec intérêt qu'il a eu davantage de succès en Europe qu'aux États-Unis. Probablement en raison de notre culture libertaire, à laquelle le problème des déchets est lié. Ici, les gens n'acceptent pas qu'on leur dise comment se comporter ou consommer. »



Capter nos désirs, les amplifier, nous pousser à les satisfaire dans un état de transe où les limites du monde physique n'existent plus... Notre appareil connecté sait faire tout cela. Un projet met en scène nos excès téléphoniques entre regard critique, dérision et pistes de solution.

Comment devenir plus *smart* que son *phone*

TEXTE | Nic Ulmi

« *Oopslike* (verbe) : Le fait de liker accidentellement un vieux post de quelqu'un. » Encore inconnu des dictionnaires, ce mot a été inventé lors d'un workshop à l'ECAL/Ecole cantonale d'art de Lausanne – HES-SO, en novembre 2019. Pendant une semaine, explique la responsable du bachelor Media & Interaction Design, Pauline Saglio, il s'agissait d'« observer ses propres comportements avec les smartphones, d'analyser ses actions les plus absurdes, de les décrire comme dans un journal intime, puis de les résumer en une série de néologismes, formant un lexique qui permet de mieux cerner nos addictions et nos moyens de résistance face à celles-ci ». Le designer hollandais Roel Wouters (Studio Moniker) menait ce travail, qui constitue l'un des volets du projet *Fantastic Smartphones*. Dans le cadre de ce dernier, la haute école explore les dérives de notre civilisation télé-

phonique, entre critique ironique et quête de solutions.

« Je regardais ses vieux posts sur Instagram et j'ai *oupsliké*, dira-t-on donc, en francisant vaguement le néologisme. Le préfixe « oups » signale un quota d'embarras, car le fait de remonter jusqu'à une publication ancienne sur les réseaux sociaux et de cliquer sur « j'aime » révèle un intérêt qui n'est peut-être pas partagé. Dans la même veine, on peut se retrouver à faire du *spamliking* : autre mot nouveau issu du workshop, qui désigne « le fait de *liker* tous les posts de quelqu'un pour se faire remarquer ». Le téléphone apparaît dans les deux cas comme un facilitateur qui, à partir d'un besoin essentiel – celui d'un lien social – nous fait basculer dans le *too much*. Voici, en effet, un objet capable à la fois de capter nos désirs, de les amplifier, de déclen-



Le dispositif *LIA – Leave It Alone* est un boîtier dont le but est d'empêcher son propriétaire de consulter sans cesse son smartphone durant le travail. En raison de ses angles inclinés, impossible de retirer le téléphone. Seule une notification prioritaire déclenche un mécanisme qui permet d'attraper son appareil.

cher compulsivement des actes visant à les satisfaire, de monétiser le processus au profit des entreprises connectées, et de nous convertir au passage en *screenwalkers*: encore un néologisme forgé à l'ECAL, désignant « une personne tellement absorbée par son téléphone qu'elle ne fait pas attention à son environnement ».

Redonner du physique au numérique

En cette même fin d'année 2019, un autre workshop, mené par le professeur de l'ECAL Alain Bellet, proposait de fabriquer des dispositifs visant à contrer les addictions qui accompagnent le développement des smartphones. Parmi les projets issus de ce laboratoire, on remarque par exemple *TicTocLock*: une coque évoquant une de ces boîtes à musique pour bébés où on tire sur une ficelle pour déclencher

une mélodie. Ici, le même geste active une minuterie qui accorde au téléphone un temps d'utilisation limité avant de le verrouiller. Un autre dispositif, appelé *LIA – Leave It Alone*, invite à poser son appareil dans un boîtier dont les bords inclinés empêchent les doigts d'avoir prise et de le récupérer, sauf pour les contacts prioritaires, dont les appels et messages déclenchent une mécanique qui soulève le téléphone en permettant de l'attraper. Un cran plus loin dans la reconquête de la maîtrise sur cet objet, l'*Anti-Stress Case* est un étui à smartphone qu'on nous invite à tripoter avec un double effet: les sensations tactiles sont déstressantes, et les manipulations enregistrées par des capteurs reprogramment le téléphone pour qu'il réduise le nombre de notifications. En se calmant soi-même, on tranquillise également le smartphone, comme s'il était un être qu'on pouvait apaiser.

Le dénominateur commun entre ces dispositifs, note Pauline Saglio, est leur nature hybride. « Les pistes suggérées par ces projets sont basées sur une recontextualisation physique de notre consommation d'écrans, plutôt que sur une coupure brutale avec les usages du numérique. Suivre ces pistes signifie situer le smartphone un peu moins dans le 100% virtuel, un peu plus du côté « IRL » (« In Real Life », « dans la vraie vie »). Cet entre-deux permet d'envisager une posture optimiste face à ces problématiques. » Réintroduire du physique dans le design qui entoure l'objet ramène le smartphone dans une réalité matérielle où chaque chose a des limites. À l'inverse, la dématérialisation apparente du numérique alimente le fantasme d'un univers où les utilisations possibles sont illimitées.

La conscience d'un appétit infini

Repositionner l'usage du téléphone en l'ancrant dans un cadre marqué par la finitude permet peut-être de mitiger le constat d'impasse évoqué dans la brochure qui accompagne le projet *Fantastic Smartphones*. On peut y lire qu'aujourd'hui, « aucun signe ne semble annoncer une diminution de notre appétit digital ». En effet, commente Pauline Saglio, « les téléphones implémentent des applications qui nous permettent de mesurer notre temps d'écran, suscitant une prise de conscience croissante de nos excès. Mais pour l'instant, cela ne modifie pas notre consommation, car quand on est en ligne, on quitte en quelque sorte la réalité physique. Notre projet tente de nous ramener à cette réalité en nous faisant ressentir ces dérives. »

Ces dispositifs de détox face à nos addictions numériques sont *open source* : leur design est disponible en ligne et tout le monde peut les fabriquer avec une imprimante 3D. Avec une mise en garde, remarque Pauline Saglio : « Certaines solutions peuvent avoir un effet inverse par rapport au résultat escompté. Le fait de recevoir moins de notifications, par exemple, peut relancer la boucle de l'addiction, en renforçant l'impulsion d'aller voir votre téléphone pour vérifier que vous n'avez rien manqué... » On se trouve bien dans le

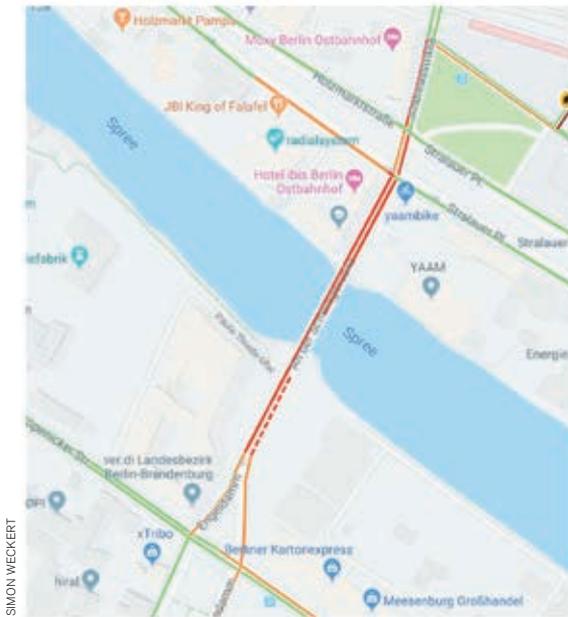
registre de la mise en scène ironique et de l'incitation à la réflexion, pas dans l'illusion d'une panacée.

« La convergence de ces deux workshops sur des thématiques proches a évolué naturellement vers un projet plus important, qui prolonge le regard critique et le travail de sensibilisation qu'on fait de manière générale au sein de l'ECAL », reprend Pauline Saglio. L'enjeu est crucial pour une école de design, ajoute le responsable du Département communication visuelle, Vincent Jacquier : « Nous formons des jeunes au développement d'applications, de jeux, de dispositifs d'interaction sur des supports numériques. Nous ne pouvons pas les conduire à lancer des produits sur le marché sans se poser de questions. Il est indispensable d'aborder les problèmes éthiques, et notamment la responsabilité des designers face aux principes d'addiction, sciemment utilisés dans le domaine numérique. » À partir de là, le projet *Fantastic Smartphones* se déploie en une nouvelle série de propositions, visant à questionner, résume Pauline Saglio, « la manière dont l'usage de ces appareils tend à nous aliéner en nous poussant à des actions répétitives guidées par des applications ».

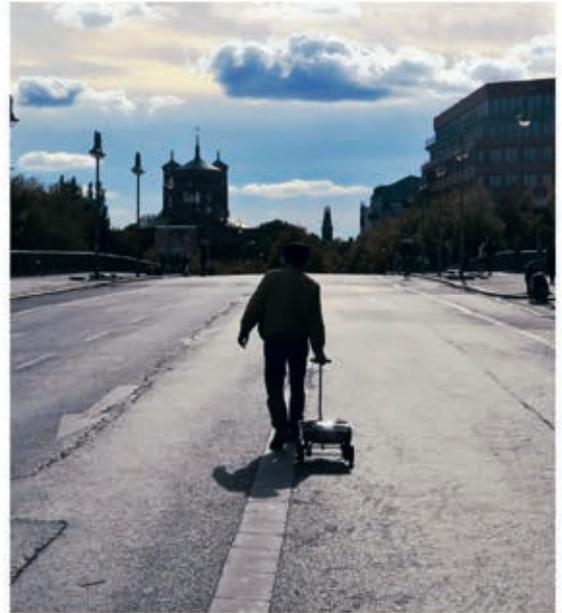
J'ai le cœur et le sommeil qui trichent

Les projets de ce volet incarnent l'« automatisation des comportements », mais aussi des formes de résistance. Voici par exemple un triptyque appelé *Biobots*. Le désir auquel répondent ces trois machines est celui du monitoring physiologique de soi, qui nous conduit à contempler de façon narcissique le reflet de nos fonctions vitales dans les miroirs numériques. Le Podobot, le Cardiobot et le Sleepbot mesurent ainsi la cadence de nos pas, le rythme de notre cœur et la qualité de notre sommeil, à une nuance près : leurs enregistrements sont truqués pour simuler une santé impeccable et une parfaite hygiène de vie.

Voici un autre appareil nommé *Meanwhile*. Marche à suivre : on place son téléphone dans un dispositif qui le garde emprisonné pour une durée allant aléatoirement de 30 secondes à 2 minutes. Pendant ce temps, la machine



SIMON WECKERT



livre, imprimées sur un papier, des informations mettant en parallèle des actions qui auraient pu se dérouler dans cet intervalle à une échelle humaine (3 secondes dans lesquelles vous auriez pu lécher et coller un timbre-poste, par exemple) et des chiffres astronomiques issus de l'activité globale du numérique : dans ces mêmes 3 secondes, vous avez raté 18'000 tweets.

Mon téléphone va tout seul sur Tinder

Voici encore *Automac* : une machine qui travaille pour nous sur l'application de rencontres Tinder, passant en revue les partenaires que nous présente l'algorithme et exécutant à notre place le geste du *swipe* (« balayage ») vers la droite (j'aime) ou vers la gauche (je n'aime pas). Il suffit pour cela d'introduire des critères de sélection (« par exemple : je ne veux voir que des profils d'hommes qui sourient », suggère au hasard Pauline Saglio) et le dispositif nous « matche » automatiquement avec un maximum de partenaires possibles en un minimum de temps. « Le projet parodie la manière dont le *swipe* tend à devenir un geste purement mécanique et à perdre son sens. Il met également en scène notre automarchandisation, la façon dont ces plateformes nous amènent à

contribuer à leur essor en les alimentant, et en participant ainsi à la banalisation de la rencontre et de l'interaction humaine. »

Après la galerie de l'ECAL (elac à Renens), le Salon international du meuble de Milan et le festival Kikk des cultures numériques à Namur (Belgique), l'exposition des projets se poursuit de manière itinérante. La confrontation avec le public donne parfois lieu à des malentendus (« un visiteur voulait utiliser *Automac* car il trouvait que c'était une super idée : pourquoi perdre du temps à regarder les profils sur Tinder alors qu'on peut automatiser le *swipe*? »), mais elle crée aussi un espace d'ouverture, conclut Pauline Saglio : « Plutôt qu'une radicalisation de la critique, qui crée un clivage insurmontable entre deux clans, le pari consiste à traiter le sujet de manière à ce que chaque personne puisse l'appréhender avec une certaine facilité, et même avec un peu de légèreté. » ◀

Hacks de Google Maps est une performance de l'artiste allemand Simon Weckert. En 2020, il a transporté 99 smartphones d'occasion dans une charrette à Berlin pour générer un embouteillage virtuel dans Google Maps. Il a ainsi hacké un algorithme et virtuellement transformé une rue verte (fluide) en rouge (saturée), cela non sans impact dans le monde physique car de nombreux conducteurs ont modifié leur itinéraire.

Le renoncement aux soins représente une tendance croissante. Il concerne particulièrement la classe moyenne inférieure qui n'a pas droit aux aides étatiques. Il pousse les personnes concernées à développer des stratégies alternatives pour satisfaire, au moins partiellement, leurs besoins de santé.

Renoncer aux antidouleurs, faute de moyens

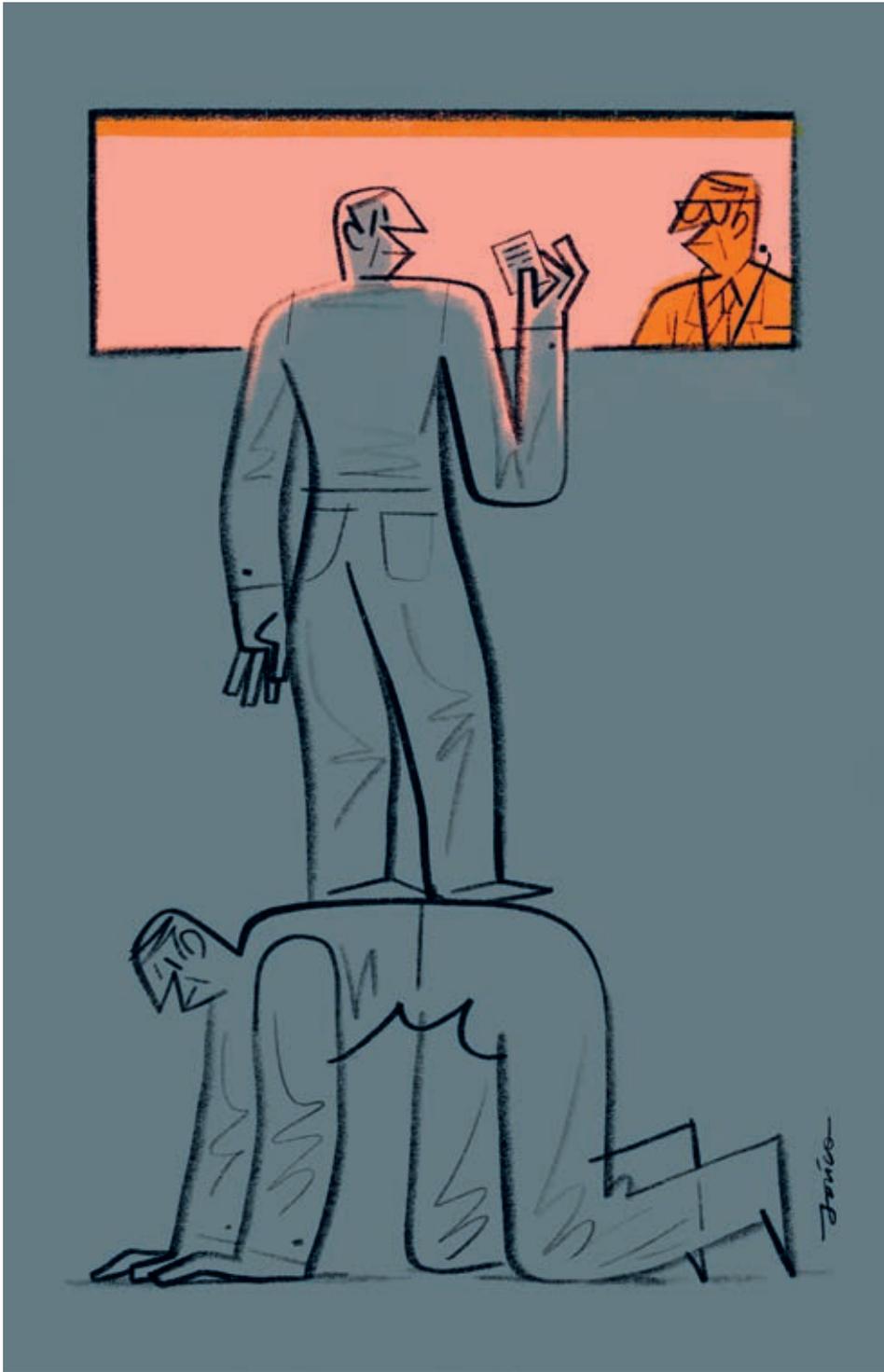
TEXTE | Geneviève Ruiz ILLUSTRATION | Pawel Jonca

Dans une étude publiée en 2016, l'Observatoire suisse de la santé indiquait que le renoncement à des soins, à des traitements ou à des contrôles médicaux pour des raisons financières était passé de 10,3% à 22,5% entre 2010 et 2016. Mélanie Schmittler, maître d'enseignement à l'Institut et Haute Ecole de la Santé La Source à Lausanne – HES-SO, et Blaise Guinchard, professeur et doyen dans le même établissement, ont de leur côté évalué le pourcentage de renonçantes et de renonçants à 17,6% lors d'une recherche menée entre 2013 et 2015 sur une population de jeunes retraités et retraitées modestes du canton de Vaud. Le duo a mené plusieurs études sur le renoncement aux soins entre 2013 et 2020. Celles-ci ont permis d'appréhender la complexité des situations de renoncement où se mêlangent pêle-mêle des parcours de vie marqués par le divorce ou le chômage, une perte

de confiance dans la médecine traditionnelle ou encore des difficultés d'accès géographique aux centres de soins.

Une majorité de renonçants bien insérés

Les personnes qui renoncent aux soins mentionnent fréquemment l'aspect financier comme principal motif. Les obstacles les plus souvent cités sont une franchise trop élevée ou le système de tiers-garant dans lequel l'assuré paie lui-même ses factures et se fait rembourser par sa caisse. « Certaines personnes sont en incapacité d'avancer 50 francs pour se procurer les antidouleurs prescrits par leur médecin et doivent y renoncer, relève Blaise Guinchard. Il faut souligner que le système d'assurance suisse figure parmi ceux qui exigent la plus forte participation financière des individus. » Mais le facteur financier ne vient jamais seul et se combine toujours avec d'autres. « Nous



Les obstacles financiers aux soins médicaux les plus souvent mentionnés sont une franchise trop élevée ou le système de tiers-garant dans lequel l'assuré paie lui-même ses factures et se fait rembourser par sa caisse. La personne ne peut alors pas avancer l'argent pour payer les médicaments prescrits par le médecin. Illustration réalisée par Pawel Jonca pour *Hémisphères*.

avons observé que le montant du revenu ne représente pas l'unique élément d'une précarité, précise Mélanie Schmittler. La majorité des individus de notre échantillon étaient bien insérés dans la société : au bénéfice d'une formation, ils travaillaient et disposaient d'un revenu convenable, parfois même à cinq chiffres. Ce sont leurs parcours de vie qui ont fait que leur revenu disponible se réduisait à peu de chagrin, par exemple suite au paiement de pensions.»

Un autre aspect relevé par les chercheur·es est que le renoncement aux soins s'avère partiel dans la majorité des cas. Les personnes font le plus souvent l'impasse sur les consultations dentaires, ophtalmiques, chez leur généraliste ou des spécialistes. « Les conceptions du soin sont souvent très larges, observe Blaise Guinchard. Les individus font des choix entre ce qu'ils considèrent comme bon pour leur santé. Cela va des fraises du marché à une croisière, en passant par une séance de massage.» Parfois, on adapte la prescription au rabais, comme cette dame diabétique qui réutilise les seringues pour plusieurs injections. « Les personnes se débrouillent avec le système pour satisfaire leurs besoins, rapporte Mélanie Schmittler. Parfois, elles font preuve d'une étonnante créativité en trouvant des solutions avec leurs prestataires de soins.»

Petits arrangements avec les thérapeutes

C'est justement sur ce dernier point qu'a porté une des recherches menées par le duo entre 2018 et 2020 et intitulée *Les petits arrangements entre patients et thérapeutes, une manière de composer avec le renoncement aux soins*. Cette enquête qualitative, menée sur une population vaudoise âgée de 45 à 65 ans, ainsi que sur un groupe d'une vingtaine de thérapeutes, a mis en lumière la diversité des stratégies mobilisées par les personnes face à des prestations peu accessibles. Connaissant parfois très bien les rouages du système de santé, elles bricolent des solutions avec les thérapeutes, soit des professionnel·les de divers domaines allant du généraliste en passant par l'ostéopathe, l'infirmier·ère ou le psychologue.

Les deux chercheur·es ont identifié trois groupes de « petits arrangements ». Le premier, de loin le plus courant, est appelé « Agir sur l'acquittement » : il s'agit de rabais, de délais de paiement, voire de séances gratuites octroyées par la ou le thérapeute. On observe parfois des dons en nature ou des échanges de services relevant du troc. Le deuxième groupe, « Agir sur les collaborations », comprend des stratégies qui vont de la recherche du thérapeute le moins cher (quitte à se rendre à l'étranger), à la sollicitation de connaissances (comme un ami dentiste qui accepte d'offrir des soins d'urgence). Le troisième ensemble et le moins fréquent est en lien avec le renoncement aux traitements traditionnels pour s'orienter vers l'autosoins et l'automédication. Dans ce cas, le thérapeute peut parfois être sollicité par téléphone ou pour obtenir une ordonnance sans consultation.

« Durant cette enquête, nous avons observé que peu de thérapeutes procèdent à une évaluation de la situation financière de leur patient·e avant d'entamer un traitement, explique Mélanie Schmittler. Ceux dont les prestations ne sont pas remboursées par l'assurance de base le font toutefois plus régulièrement. » La majorité des professionnel·les de la santé se rend compte des difficultés de leurs client·es suite à des impayés ou à une sollicitation de ces derniers. De manière générale, les chercheur·es ont été frappés par l'énergie mobilisée tant par les thérapeutes que par leurs patient·es pour éviter les situations de renoncement.

Sur et sous-consommation de soins

« Derrière cette remarquable mobilisation gronde aussi une colère de part et d'autre, indique Blaise Guinchard. Les thérapeutes doivent constamment faire le grand écart entre la rigidité d'un système dont les prestations sont minutées et la réalité de leurs client·es et de leurs besoins. Quant aux personnes qui renoncent aux soins, elles consacrent une part importante de leur revenu au paiement de l'assurance-maladie malgré les subsides dont elles bénéficient souvent. Mais elles n'ont pas les moyens d'accéder à ses prestations. » Une situation qui résume tout le paradoxe d'un système de santé tiraillé entre

universalité d'accès aux soins et responsabilité individuelle. « On a voulu ériger des obstacles à l'accès aux prestations de l'assurance comme la franchise ou les quote-parts pour éviter les "abus", poursuit Blaise Guinchard. Dans les faits, ils empêchent une partie des gens d'avoir accès aux soins. » Un état de fait d'autant plus incompréhensible pour le spécialiste qui, au cours de ses enquêtes, a observé davantage de culpabilité et de prudence que d'abus quant à l'utilisation de la solidarité collective: « Parmi les personnes interrogées, nous n'avons pas constaté de réflexe de surconsommation une fois la franchise atteinte ».

La surconsommation des soins, précisément, constitue l'autre pôle autour duquel le système de santé est tiraillé: depuis quelques années, de nombreuses alertes sont lancées à propos de l'excès de dépistages, de prescriptions d'antibiotiques ou d'opérations inutiles, voire néfastes à la santé. « La sur- et la sous-consommation de soins révèlent les tensions qui traversent notre système de santé, considère Blaise Guinchard. Nous avons, d'un côté, des investissements colossaux dans des technologies comme les IRM qu'il faut rentabiliser avec un maximum de patientèle et, de l'autre, de nombreuses prestations qui ne sont pas remboursées. Je rêve d'une évolution vers une organisation moins top-down, plus souple et davantage axée sur les besoins et les désirs de ses utilisatrices et utilisateurs en termes de santé. » Des désirs qui ne s'orientent d'ailleurs pas toujours vers une médecine technologique et déshumanisée.

Pour Mélanie Schmittler, le débat sur la surconsommation est délicat et relève d'enjeux politiques: « Où place-t-on le curseur, qui définit la surconsommation ? » La spécialiste souligne un autre paradoxe: le renoncement structurel aux soins d'une partie de la population fait croître une consommation de soins qui aurait pu être évitée. Une mauvaise alimentation ou des troubles de la vision non corrigés augmentent par exemple les risques de chutes et donc d'hospitalisations de longue durée au sein des populations précarisées de plus de 50 ans. ◀

Quand les médicaments se retrouvent dans l'eau

Les Suissesses et les Suisses consomment trop de médicaments, en particulier durant les dix dernières années de vie. Plusieurs études l'ont déjà relevé: la surmédication toucherait 60% des résidentes et des résidents en EMS. Ces derniers consommeraient quotidiennement 12,8 médicaments. Cette problématique engendre une autre: celle des conséquences des substances médicamenteuses sur l'environnement, en particulier sur les lacs et rivières.

« Notre corps transforme beaucoup de médicaments que nous consommons en les rendant plus solubles afin qu'ils soient éliminés avec les urines, explique Nathalie Chèvre, écotoxicologue et chercheuse à l'Université de Lausanne. Une grande majorité des substances actives se retrouvent donc dans le cycle hydrique. » L'experte relève deux enjeux majeurs: la toxicité élevée de certaines substances comme les antibiotiques, les hormones ou les immunosuppresseurs, qui ont des effets visibles sur la biodiversité aquatique; et la quantité des substances présentes, en lien avec une consommation élevée au sein de la population. « Les STEP ne sont pour la plupart pas équipées pour éliminer les substances médicamenteuses, souligne Nathalie Chèvre. Une étude portant sur 258 cours d'eau dans le monde a démontré que les rivières de certains pays développés comme la Belgique étaient davantage contaminées que celles de pays en développement. Ces derniers n'ont souvent pas de STEP, mais leurs populations consomment moins de médicaments. »

À l'heure actuelle, on ignore où se situe le point de bascule au-delà duquel un écosystème pollué ne peut plus fonctionner. « Mais ce risque est présent, affirme l'écotoxicologue. Les médicaments répondent à un besoin, mais les consommer en excès risque de détruire notre environnement. Il faudrait que la population et le monde médical prennent conscience que chaque médicament consommé se retrouve dans l'eau potable que nous buvons tous. Certes en quantités infimes, mais les conséquences sur la santé à long terme ne sont pas connues. Cela renvoie à des enjeux de solidarité collective. » Nathalie Chèvre relève encore que la source du problème n'est pas seulement à chercher du côté des patientes ou des médecins, mais aussi du côté de l'élimination des médicaments ou des rejets des industries pharmaceutiques.

En quelques dizaines d'années, la viande est passée de marqueur d'ascension sociale synonyme de force physique à aliment controversé. Pourrait-on vraiment s'en passer ?

La viande, plus désirable que nécessaire

TEXTE | *Aurélie Toninato*

Ils portent le nom de « steak », « saucisse à rôtir » ou encore « escalope panée ». Leur apparence, leur texture, leur nom, leur goût : tout rappelle la viande. Pourtant, ils n'en contiennent pas une trace. Ces succédanés confectionnés uniquement à base d'ingrédients végétaux occupent une place grandissante dans les réfrigérateurs. Leur prolifération témoigne d'une tendance à limiter la consommation de viande, même si les Suisses en mangent encore trop – plus d'une cinquantaine de kilos par personne et par an en 2020. C'est trois fois plus que ce que conseille la pyramide alimentaire suisse (maximum 273 grammes par semaine). L'aliment est aujourd'hui pointé du doigt pour des raisons éthiques, environnementales et sanitaires. Pourtant, il n'en a pas toujours été ainsi : il fut un temps où la viande était la reine de l'assiette.

Les Trentes Glorieuses et l'âge d'or carné

En Suisse, la consommation carnée explose

dès les années 1950, passant d'une trentaine de kilos par personne et par an à plus de 60 kilos à la fin des années 1980. Cette augmentation s'explique essentiellement par la combinaison de deux phénomènes. Le premier : la viande devient accessible à un plus grand nombre, explique Salvatore Bevilacqua, anthropologue de l'alimentation, chercheur à l'Institut des humanités en médecine de Lausanne, chargé de cours à la Haute école de santé de Genève (HEdS) et à l'Institut et Haute École de la Santé La Source à Lausanne – HES-SO : « Les Trente Glorieuses, après la Deuxième Guerre mondiale, représentent une période de haute conjoncture économique accompagnée d'une abondance alimentaire jamais vues en Europe. Le pouvoir d'achat de la classe ouvrière augmente, ce qui lui permet d'acheter de nouveaux produits. » Cette nouvelle accessibilité est également rendue possible par l'industrialisation de la filière de la viande et la grande distribution.



MAURO SERRA AND LUCIA DEL PASOIA / L'ARTERTE

Dans leur série *Le poisson n'est pas de la viande*, le photographe italien Mauro Serra et sa compatriote Lucia Del Pasqua ont découpé des morceaux de viande en forme de pieuvre, d'hippocampe, de poisson ou encore d'étoile de mer. Ils y questionnent la hiérarchie des espèces animales dans la chaîne alimentaire. Pour l'être humain, manger des poissons est plus acceptable que de tuer des agneaux, qu'il considère comme plus proche de lui.

Ensuite, si le nombre d'adeptes carnivores augmente, c'est aussi parce que la viande jouit d'une image positive. « Pouvoir acheter cette denrée régulièrement témoigne d'une certaine aisance économique ou d'une forme d'ascension sociale. » À cela s'ajoutent de supposées vertus diététiques : « On l'associe à la force physique et à une bonne santé. Dans certains pays riches, il devient ainsi "normal" d'en consommer à une fréquence biquotidienne. »

La fin des années 1980 marque toutefois la fin de l'âge d'or carné. La consommation de viande, surtout rouge, diminue et stagne. Une perte de popularité liée à des préoccupations éthiques, sanitaires et environnementales. « Ce mouvement se remarque d'abord dans les classes les plus aisées, relève Salvatore Bevilacqua. En 1975, un ouvrage fait date dans l'histoire du végétalisme et de l'antispécisme : *La libération animale*, du philosophe australien Peter Singer. Ce succès mondial engendre une prise de conscience de la souffrance infligée à des êtres vivants. » Ce qui est alors considéré comme « naturel », tels la supériorité de l'Homme sur l'animal et le « besoin de viande », est remis en question.

Crise de la vache folle

Plusieurs événements accélèrent cette mise à l'écart, dont la crise sanitaire de la vache folle dans les années 1990, « qui a accentué la méfiance par rapport à ce produit et son modèle de production industriel » puis entraîné une chute des ventes de viande bovine. Les scandales de maltraitance animale dans de grands abattoirs ainsi que l'émergence de considérations de santé font aussi grand bruit. Dès la moitié des années 1990, l'Organisation mondiale de la santé se met à lancer des alertes sur l'excès de consommation carnée.

Les préoccupations environnementales achèvent de faire pencher la balance. En 2019, le Groupe intergouvernemental d'experts sur le climat (GIEC) soutient dans un rapport qu'une réduction de la consommation de viande – sans plaider pour un renoncement total – et une plus grande diversification alimentaire représentent une partie de la solution pour réduire

les émissions carbone, limiter le réchauffement climatique ainsi que la dégradation des sols. Pour Salvatore Bevilacqua, la pandémie a encore exacerbé ces considérations. « Elle nous a rappelé l'insoutenabilité de nos modèles de production massive, cette pression excessive de l'Homme sur l'environnement et la biodiversité, ainsi que les risques de zoonoses que cela entraîne. Aujourd'hui, il n'est plus éthique, ni soutenable ou salubre de consommer autant de viande. Il faut du temps pour renoncer à des habitudes fortement ancrées, mais le déclin est en marche dans la majorité des pays industrialisés. Si manger de la viande ne semble plus représenter une nécessité vitale, reste à savoir si on pourra se passer du plaisir de son goût et des rituels sociaux auxquels elle est associée. » Mais certains n'ont pas encore pris le train en marche... « Dans les classes populaires, la transition alimentaire s'avère en effet plus lente. Des raisons conjoncturelles peuvent l'expliquer : les produits frais ainsi que les alternatives coûtent cher. De plus, les recommandations de santé publique y ont moins d'impact, la viande restant très valorisée dans la culture ouvrière. » Dans certains pays émergents, on assiste même à une explosion de la demande et des systèmes de production industriels. Comme en Chine, qui n'est plus autosuffisante et doit importer de la viande. « C'est un peu comme si ces populations rattrapaient un désir longtemps inabordable ou inassouvi. »

Se passer de viande ?

En Suisse, manger de la viande serait désormais considéré comme un désir plus qu'une nécessité. Au vu de la proportion de jeunes n'en consommant plus, ce mouvement pourrait bien prendre de l'ampleur à l'avenir. Sur la base de l'étude MACH Consumer sur la consommation et les médias, l'association Swissveg indiquait fin 2021 que le pays comptait plus de 250'000 végétariennes et végétariens ainsi que près de 38'000 véganes et que ces chiffres étaient en croissance. Mais se passer de viande est-il sans danger ? « La viande, rouge comme blanche, apporte des nutriments essentiels, répond Sidonie Fabbi, maître d'enseignement à la filière nutrition et diététique de la HEdS. Mais elle n'est pas indispensable pour une per-

sonne en bonne santé à condition d'avoir une alimentation équilibrée permettant de trouver ailleurs ces nutriments.» Ces apports essentiels sont les protéines, le fer et la vitamine B12. On trouve les deux premiers dans le poisson, ainsi que dans les œufs, les produits laitiers, les légumineuses, les céréales, les oléagineux, les algues, le soja, les graines. La spécialiste précise néanmoins qu'on assimile mieux le fer d'origine animale et que des compléments sont conseillés aux personnes carencées renonçant à la viande. La vitamine B12, elle, n'est présente que dans le règne animal. Elle est importante pour la formation des globules sanguins et pour la santé des cellules nerveuses notamment, selon la Société suisse de nutrition. «Ceux qui bannissent tout produit d'origine animale doivent donc prendre des suppléments, souligne la spécialiste. Et la Société suisse de pédiatrie déconseille le régime végétalien aux enfants.» Quant aux succédanés à base de végétaux, ils représentent une alternative intéressante mais avec certaines précautions. «On ne connaît pas tous les effets cumulés des additifs de ces aliments ultratransformés, ajoute Sidonie Fabbi. Nous conseillons de choisir les produits dont la liste d'ingrédients est la moins fournie.» De plus, la culture intensive de soja participe aussi à l'appauvrissement des terres et aux émissions de CO₂. «Dans l'idéal, il faudrait privilégier un soja produit localement.»

Enfin, il faut retenir que si l'abandon total de la viande sans rééquilibrage de l'alimentation peut être risqué, la surconsommation l'est encore plus. «En consommant 100 grammes par jour de viande rouge, on augmente de 10% le risque de mortalité prématurée. Dès 50 grammes de charcuterie par jour, le taux grimpe à 50%. La consommation excessive de graisses saturées accroît les risques de maladies cardiovasculaires et de cancer, surtout de l'estomac et du colon.» Et l'experte en nutrition de conclure : «Végétaliser son alimentation présente un double avantage : préserver sa santé, grâce notamment aux légumineuses riches en fibres qui constituent un élément protecteur, ainsi que diminuer sa consommation de viande et, par ce biais, les conséquences de sa surproduction.» ◀



L'anthropologue Salvatore Bevilacqua souligne que durant les Trente Glorieuses, la consommation régulière de viande était associée à la force physique et à la bonne santé. Dans les pays riches, il était normal d'en consommer à une fréquence biquotidienne.

BERTRAND REY

Le patrimoine de la cité de la viande

Le quartier de Malley, à Lausanne, se trouve en pleine mutation. Au cours des prochaines années, cette friche industrielle doit accueillir des logements et diverses activités. Une deuxième vie pour celle qu'on surnommait jadis «La cité de la viande». Le lieu a en effet hébergé un site de production industrielle de produits carnés, parmi les plus grands de Suisse. Ces abattoirs, construits en 1945, fermés en 2002 et détruits en 2015, représentaient l'un des fleurons des industries lausannoises. Pour faire revivre ce passé, un projet de médiation culturelle, *Malley en quartiers*, subventionné par l'Office fédéral de la culture, a été mis sur pied en 2020. «Nous voulions éviter la disparition de ce patrimoine en documentant le fonctionnement de ces abattoirs ainsi que les traces qu'ils ont laissées», détaille Salvatore Bevilacqua, anthropologue et coresponsable du projet. Autres ambitions : montrer qu'un abattoir fait figure de microcosme «qui nous renseigne sur les pratiques professionnelles de l'époque comme sur le rapport à cet aliment ambivalent qu'est la viande, sur la montée des préoccupations sanitaires, sur le désir d'occulter l'acte de mise à mort qui conduit à repousser les abattoirs à l'extérieur de la ville». Enfin, *Malley en quartiers* veut susciter la réflexion sur l'évolution des modèles de production et de consommation de viande. Diverses activités ont été organisées dans le cadre du projet en 2021, dont le site toujours actif : Malleyenquartiers.ch.





Une boulangère, un spécialiste de l'urbanisme participatif, une présidente de SPA, une passionnée d'ornithologie qui codirige une start-up et un activiste de la cause transgenre parlent de leurs besoins essentiels.

À chacun ses priorités

TEXTE | Sabine Pirolt IMAGES | Hervé Annen



« Le genre n'est pas une question essentielle pour moi »

Lorsqu'on demande à Niels Rebetez d'évoquer ses besoins essentiels, il répond en deux mots : « Aller bien. » Originaire du Jura, ce Fribourgeois d'adoption naît dans un corps de fille qui passe une belle enfance. C'est à l'adolescence que tout se gâte. « Je me sentais mal et j'avais de la peine à savoir ce qui se passait. » L'adolescent, qui a une apparence unisexe, voit une psychologue et un kinésithérapeute, mais personne n'arrive à l'aider. C'est en se mettant à surfer sur internet qu'il tombe sur Agnodice, une fondation pour les personnes transgenres. « Ça a représenté la chance de ma vie. J'ai rencontré la directrice qui m'a pris au sérieux. Ça changeait tout. » Elle lui donne l'adresse d'un psychologue et d'un homme qui a transitionné. « Il se sentait bien. On a beaucoup discuté. » Cela fait quatorze ans que Niels

a franchi le pas. Il prend régulièrement des hormones. « Mes parents ont été surpris, mais soutenant. Et je n'ai pas perdu d'amis. » Historien, il est collaborateur scientifique au parlement fédéral. « Si je n'évoque pas ma transition, les gens autour de moi ne le savent pas. Mais j'en parle assez volontiers, cela permet de faire connaître le sujet et d'améliorer l'acceptation des personnes transgenres. » Et aujourd'hui, aime-t-il les hommes ou les femmes ? « Ça n'a pas d'importance. Le genre n'est pas une question essentielle pour moi. Je ne peux pas l'expliquer. C'est une absence d'identification. »

Niels Rebetez
32 ans
Activiste de la cause transgenre
Fribourg

« Je ne peux pas vivre sans animaux »

« Les chiens ne mentent jamais en amour », écrit l'essayiste Jeffrey Masson. À voir l'enthousiasme avec lequel Pam, une American Staffordshire terrier recueillie par la SPA Valais, lèche les mains de Biliana Perruchoud, cela ne fait aucun doute. Ravie par ces marques d'affection, la Valaisanne commente : « Quand elle est arrivée ici, cette chienne de trois ans rasait les murs. Elle n'a besoin que d'un maître qui lui consacrerait du temps, lui donnerait de l'affection et lui prodiguerait des caresses. Les chiens et les chats ne sont pas des meubles. » Cela fait bientôt huit ans que cette passionnée de la cause animale a repris la présidence de la SPA Valais, l'unique structure d'accueil du canton. Née à Belgrade, Biliana Perruchoud a 3 ans lorsqu'elle arrive en Suisse avec ses parents, tous deux dentistes. Petite, elle regarde avec envie



les gens qui ont un chien ou un chat. Après un master en droit à Fribourg, elle revient en Valais et devient mère de deux enfants. Aujourd'hui, elle gère un patrimoine immobilier familial. Et ses besoins essentiels ? « Je ne peux pas vivre sans animaux.

J'ai deux chiens. Ces êtres sont extrêmement importants pour mon équilibre. »

Biliana Perruchoud
58 ans
Présidente de la SPA
Valais
Sion



« Nous sommes dépendants les uns des autres »

Quels sont nos besoins essentiels? La question a occupé l'esprit de Jérôme Heim durant la pandémie. La réponse de ce docteur en sociologie qui donne des cours de stratégie de développement du territoire? «L'appartenance sociale. On s'est créé l'illusion qu'on peut vivre sans l'autre, que notre réussite, on ne la doit qu'à soi, alors que nous sommes complètement dépendants les uns des autres.» Ce père de trois adolescents ajoute deux activités cruciales à son équilibre: la marche et le skateboard, sa passion. Mais rembobinons l'itinéraire de ce Loclois, très engagé dans des projets associatifs. Cela a commencé par la sauvegarde de l'Ancienne poste du Locle, devenue un centre culturel et d'animation. «J'y ai consacré

vingt-trois ans de ma vie.» Par la suite, c'est le skateboard qui l'a amené à constituer une association pour obtenir des locaux dans les anciens abattoirs de La Chaux-de-Fonds. En 2014, rebelote, il lance un projet de skatepark en béton au Locle, grâce à une quinzaine de chantiers participatifs où jeunes et moins jeunes mettent la main à la pâte. «Cet aspect citoyen représente ma passion: faire participer les jeunes à l'amélioration de leur lieu de vie, augmenter leur estime de soi et créer du lien social.»

Jérôme Heim
42 ans
Adjoint scientifique
HE-Arc Gestion (HEG ARC)
Neuchâtel



« Les réseaux sociaux sont superflus »

Sans levain, pas de pain. Ce mélange issu de farine, d'eau, de levures naturelles et de bactéries lactiques est si important aux yeux de la boulangère Tina Heiz qu'elle en prend toujours un peu avec elle, en week-end ou en vacances. La Lausannoise d'adoption se raconte, assise sur le banc de sa boulangerie au décor minimaliste. Ici, l'important, ce sont les produits: quatre sortes de pain et deux sortes de roulés, tous fabriqués à l'ancienne. Cette fille et petite-fille de libraires est née au Danemark. Elle devient à son tour libraire avant de se lancer dans le droit et de travailler comme juriste, d'abord pour une ONG, puis dans un cabinet privé à Genève. Un jour, alors qu'elle est mariée et mère de trois enfants, elle

se demande: «Pourquoi je travaille? Pour faire quelque chose qui a du sens?» Elle a besoin de changement. Elle se lance dans des stages, au Danemark, avec de grands chefs reconvertis dans l'art des pains à l'ancienne. En 2020, elle ouvre la boulangerie Zymi et ses produits font mouche. «Des clients me remercient tous les jours.» Si l'amour et la famille sont des choses essentielles pour Tina Heiz, elle considère que les réseaux sociaux sont superflus, tout comme bon nombre d'informations. «C'est une addiction, nous sommes hypnotisés.»

Tina Heiz
50 ans
Boulangère
Lausanne



« La faune a juste besoin d'un biotope sain, de liberté et de tranquillité »

Rencontrer cette Genevoise venue s'installer en Valais, c'est découvrir le monde de l'ornithologie. C'est en Tesla qu'elle vient chercher son interlocutrice à la gare d'Ardon. L'occasion de parler mode de vie et besoins. « Avec mon mari, nous produisons 100% de notre électricité avec des panneaux solaires et mangeons végétarien. » À ses yeux, être bien avec ceux qui nous entourent est également

essentiel. C'est à l'adolescence, grâce à deux professeurs de biologie, qu'elle commence à s'intéresser aux oiseaux. Au fil des années, c'est devenu sa passion. Aujourd'hui, Noémie Delaloye, pharmacienne de formation, et son mari, informaticien, sont à la tête d'une PME de huit personnes créée en 2006. Ils gèrent 230 millions de données – issues d'observations de centaines de milliers de

personnes sur le terrain – qui alimentent une dizaine de sites internet européens de connaissance et protection des oiseaux. Cela permet, par exemple, de changer des dates de chasse, interdite sur les oiseaux nicheurs, ou de planifier l'arrêt d'éoliennes pour protéger des espèces. Lorsqu'il lui reste du temps, elle est sur le terrain et enregistre des sons d'animaux – oiseaux, grenouilles ou

bouquetins – qu'elle partage sur un blog. Elle a également participé à la prise de son du film *Lynx* de Laurent Geslin. Les besoins essentiels de la faune? « Tout simplement : biotope sain, liberté de mouvement et tranquillité. »

Noémie Delaloye
43 ans
Audio-naturaliste,
codirigeante
de Biolovision
Ardon

Depuis la généralisation du *home office* durant la crise sanitaire, le travail hybride semble répondre à un réel besoin des travailleurs. De manière surprenante, il convient aussi aux organisations, dont il augmente l'inclusivité.

Le travail hybride pour doper l'inclusivité

TEXTE | Patricia Michaud

Adrien, 33 ans, vient de devenir papa pour la deuxième fois. Graphiste dans une entreprise du secteur culturel, il a télétravaillé à 100% durant les semaines précédant et suivant l'accouchement. Un aménagement qui lui a permis de pleinement participer aux tâches familiales et domestiques, et de soulager ainsi sa compagne. Annette, 48 ans, souffre d'une maladie chronique invalidante, qui rend périodiquement difficile un déplacement au bureau. Son emploi de conseillère clientèle pour une société active dans la phytothérapie, elle l'exerce parfois pendant des semaines d'affilée depuis son salon. Bruno, 57 ans, est proche aidant. Il s'occupe au quotidien de sa mère octogénaire atteinte de la maladie de Parkinson. Grâce à une organisation de son travail centrée sur le mode virtuel, il a pu conserver son poste à plein temps de responsable des finances d'une PME de la branche des machines-outils.

Jeunes parents, personnes en situation de handicap, travailleuses et travailleurs seniors, mais aussi collaboratrices et collaborateurs de divers genres, ethnicités, langues: le travail hybride – c'est-à-dire la combinaison du travail à distance et du travail présentiel – favorise l'inclusivité et la diversité dans les organisations. Cette constatation ressort d'une étude menée par l'Institut interdisciplinaire du développement de l'entreprise (IIIDE) de la Haute École d'Ingénierie et de Gestion du Canton de Vaud - HEIG-VD – HES-SO. « Sachant que la diversité stimule la créativité et l'innovation en entreprise, ce résultat s'avère très intéressant », note la professeure Anna Lupina-Wegener, coauteure de l'étude. Les bénéfices des méthodes de travail hybrides liées à la connectivité numérique encouragent aussi la diversité « cognitive » dans les équipes, précise Güldem Karamustafa, chercheuse à

du lien afin de maintenir la cohésion dans les équipes, souligne Anna Lupina-Wegener. Par ailleurs, ils sont encouragés à un mode de gestion davantage holistique, tenant compte des particularités, du rythme et des besoins de chacun. » Elle cite le cas des salariées et salariés introvertis : « Lorsqu'ils travaillent à distance, le risque qu'ils ne puissent pas faire entendre leur voix est accru. La faculté des managers à bien connaître leurs équipes, et la personnalité humaine en général, est d'autant plus importante. » Dans la foulée, le leadership devient potentiellement meilleur.

Rétention des talents

Pour les entreprises, tendre vers davantage de diversité comporte de nombreux avantages, notamment en termes de compétitivité. « Les mères, les seniors, les personnes particulièrement bien formées : on ne peut tout simplement pas se permettre de s'en passer », relève Güldem Karamustafa. Mais pour retenir ces talents, il faut « les laisser travailler selon leurs besoins ». Justement, en Suisse, le travail hybride semble répondre à une réelle nécessité de la communauté des travailleurs. Selon une autre étude de l'IIDE menée au cœur de la crise sanitaire, entre 35 et 40% des salariés souhaitaient maintenir deux jours de télétravail par semaine après le semi-confinement. À l'inverse, ceux qui se réjouissaient de retourner tous les jours au bureau n'étaient que 11 à 13% (selon les secteurs). À noter encore que 18 à 20% des personnes sondées désiraient maintenir un seul jour de travail à distance, contre 17 à 22% en faveur de trois jours.

Une recherche publiée en janvier 2021 par le cabinet de conseil McKinsey arrive pour sa part à la conclusion qu'à l'échelle internationale, 52% des actives et des actifs penchent en faveur du travail hybride, contre 37% qui privilégient le travail purement présentiel et 11% le travail intégralement virtuel. Il ressort d'une troisième enquête, émanant cette fois-ci de l'agence de placement New Work et portant sur la Suisse, que près de la moitié des actifs estiment que la possibilité de travail hybride constitue un critère déterminant dans le choix d'un employeur.

De l'importance du choix

Devant l'engouement pour la pérennisation du travail hybride, on peut se demander si ce mode de travail répond à un besoin essentiel de la population active. « D'une certaine manière oui, car ce qui rend notre société plus forte et démocratique, c'est le choix », commente Anna Lupina-Wegener. Et Güldem Karamustafa de compléter : « Qui dit "hybride" ne dit pas "noir" ou "blanc", "présentiel" ou "virtuel". » Le travail hybride permet de sélectionner les meilleurs outils permettant « à chaque collaborateur de faire de son mieux ». Reste que certains postes ne peuvent pas être exercés en télétravail. « Selon les fonctions, aller dans l'entreprise fait partie de la nécessité ou de l'identité, admet Güldem Karamustafa. À ces personnes-là, on peut proposer une autre flexibilité, par exemple en les laissant gérer davantage de tâches de manière autonome. En effet, le travail hybride ne rime pas forcément avec numérisation : il s'agit d'un arrangement où les employés viennent au bureau pour travailler sur une base réduite, remplissant certaines de leurs responsabilités en travaillant à distance. Le travail hybride est donc rendu possible par la numérisation, mais va au-delà de celle-ci. »

Et quels sont les besoins des dirigeantes et des dirigeants en matière d'organisation du travail ? Le Work Trend Index de Microsoft, publié en mars 2022, relève que 36% des organisations suisses sondées prévoient un retour complet au présentiel durant l'année à venir. Leurs cadres se retrouvent donc pris en étau entre les attentes des collaborateurs et celles de la direction. Une double solution se présente à eux pour sortir du dilemme. « D'une part, tendre vers plus d'intelligence émotionnelle et vers un management interculturel, afin d'accompagner au mieux les évolutions, estime Anna Lupina-Wegener. D'autre part, aller regarder du côté de la productivité. » Toujours selon le Work Trend Index, plus de huit collaborateurs sur dix se disent aussi productifs ou plus productifs depuis qu'ils ne travaillent plus seulement en mode présentiel. Sur le terrain de la productivité, les besoins des salariés et de la direction se rejoignent sans aucun doute. ◀

Stéphane Lecorney mène des projets en lien avec la sobriété numérique. Ce chef de projet R&D à la Haute École d'Ingénierie et de Gestion du Canton de Vaud - HEIG-VD – HES-SO estime qu'il faudra faire tôt ou tard des choix parmi nos usages virtuels, notamment afin de lutter contre le dérèglement climatique.

« Il faut distinguer les activités numériques essentielles de celles qui ne le sont pas »

TEXTE | *Maxime Garcia*

Publié en février dernier, le nouveau rapport du Groupe d'experts inter-gouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC) décrit des impacts ravageurs du dérèglement climatique. Quel rôle joue le numérique dans ce phénomène ?

Les technologies numériques ont un impact non négligeable sur le dérèglement climatique. Selon les estimations, elles génèrent entre 3 et 5% des émissions mondiales de gaz à effet de serre. Au-delà de l'énergie consommée, le numérique nécessite l'utilisation d'eau et de matières premières pour la production des smartphones, des ordinateurs ou encore des datacenters.

La pandémie a néanmoins montré que le numérique pouvait être une alternative à des activités polluantes...

Effectivement, il vaut mieux réaliser une visioconférence via Zoom que prendre l'avion

pour un voyage d'affaires. Mais la pandémie a également entraîné une explosion des usages du numérique pour les loisirs. Or tous les usages ne se valent pas. Regarder une série en 4K via une plateforme telle que Netflix demande beaucoup plus de ressources que la diffusion de cours universitaires en ligne. Cela nécessite une plus grande quantité de données à stocker et à transférer. Et donc une bande passante plus importante.

Est-ce à dire qu'il va falloir faire un tri dans nos activités numériques, choisir entre regarder des films ou faire des visioconférences ?

Je pense effectivement que, tôt ou tard, nous serons amenés à effectuer des choix entre essentiel et non essentiel. Cela s'est d'ailleurs déjà produit. Au début de la pandémie, les infrastructures menaçaient de saturer et les

L'expert Stéphane Lecorney remarque que nous sommes tous attentifs aujourd'hui à couper l'eau après s'être lavé les mains, mais que nous ne nous préoccupons pas de fermer notre robinet de données.



FRANÇOIS WAVRE | LUNDI13

autorités ont été obligées de demander à Netflix de réduire son débit, afin d'alléger la charge sur le réseau. Au final, tout s'est bien passé, mais il aurait pu en être autrement : les infrastructures auraient pu ne pas tenir le coup, privant la société de loisirs comme Netflix, mais aussi de services essentiels comme la télémedecine ou les téléurgences. Afin d'éviter qu'un tel *black-out* ne se produise un jour, il faut définir dès aujourd'hui les activités numériques essentielles et celles qui ne le sont pas. Si nous ne définissons pas ce choix maintenant, il nous sera imposé plus tard, sans marge de manœuvre.

Internet étant un outil mondial, la prise d'une telle mesure ne constitue-t-elle pas un risque pour la compétitivité au niveau national ?

Réglementer internet à un niveau national s'avère difficile. Pour autant, il existe des cas où nous le faisons déjà. Par exemple, il est impossible de consulter des sites néonazis ou pédophiles en Suisse. Cela étant dit, je pense au contraire que définir des activités numériques prioritaires dès aujourd'hui constituera demain un atout compétitif. Cela garantira, par exemple, que le télétravail puisse continuer en

toute circonstance. Posséder une infrastructure fiable et non saturée bénéficiera à toute l'économie. Par ailleurs, on ne peut pas laisser les entreprises décider de ce qui est important ou non : les gros fournisseurs d'accès à internet risqueraient de mettre en priorité leurs services aux dépens des autres.

L'apparition de nouvelles technologies plus efficaces ne peut-elle pas compenser l'augmentation des usages ?

Les gains attendus seront plus que compensés par des corollaires négatifs. Par exemple, la 5G est, du point de vue énergétique, plus efficace que la 4G. Mais son utilisation requiert l'achat de nouveaux appareils. Par ailleurs, l'augmentation du débit va entraîner l'apparition de nouveaux services et une augmentation des usages. Souvenez-vous : il y a une vingtaine d'années, télécharger un film prenait toute une nuit avec une définition médiocre. On le faisait peu. Aujourd'hui, tout le monde ou presque regarde des films en 4K via des plateformes de streaming. La baisse du coût énergétique du téléchargement d'un kilooctets de données s'est donc accompagnée d'une explosion de l'usage. Et au final, en raison de cet effet rebond¹ le bilan environnemental est largement négatif.

Il est d'ailleurs intéressant de constater qu'autrefois les forfaits internet étaient limités. Tout le monde savait plus ou moins la quantité de données qu'il utilisait par mois. Aujourd'hui, tout est illimité et il devient difficile pour les utilisatrices et les utilisateurs d'estimer leur consommation. À titre de comparaison, nous sommes tous attentifs aujourd'hui à couper l'eau après s'être lavé les mains, mais nous ne fermons jamais notre robinet de données. Une prise de conscience de l'impact de la consommation numérique est nécessaire.

Mais cette pollution numérique reste largement invisible...

Oui, c'est l'un des problèmes avec les technologies numériques. Ce sentiment est d'ailleurs renforcé par le marketing des entreprises actives dans le domaine qui insistent sur le côté immatériel de leur service avec des termes comme « cloud ». Mais derrière le nuage, il y a

¹ L'effet rebond a été mis en évidence en 1865 par l'économiste britannique William Stanley Jevons (1835-1882). En observant le secteur du charbon, il a constaté que les améliorations technologiques augmentaient sa consommation. Ce concept a été appliqué à la consommation d'énergie dès les années 1980. Selon l'effet rebond, les économies d'énergie induites par l'utilisation d'une nouvelle technologie plus sobre sont compensées par l'adaptation du comportement de la société.

des datacenters bien réels, des routeurs et du matériel. On n'y pense pas quand on pianote sur notre téléphone, quand on fait une recherche Google, ou lorsqu'on stocke des photos sur le cloud. Et pourtant, tout cela pollue.

Faut-il revenir à des forfaits limités qui obligeront les consommateurs à ne recourir qu'aux services les plus essentiels à leurs yeux ?

C'est une piste difficilement envisageable compte tenu des nouvelles habitudes, mais il y a d'autres façons de générer une prise de conscience des utilisateurs. En France, les fournisseurs d'accès à internet doivent désormais inscrire dans les factures de leurs clients la quantité de données consommées, ainsi que le CO₂ émis. Dans la même idée, nous développons la plateforme *CarbonViz* qui permet de monitorer en temps réel les données consommées (lire encadré).

Justement, que peuvent faire les consommateurs qui souhaitent réduire leur empreinte numérique ?

Il ne s'agit pas d'arrêter de regarder des films en streaming, mais plutôt d'être attentif à sa consommation de données et d'essayer de la réduire. De nombreux petits gestes peuvent ainsi être effectués au quotidien. La plupart des applications, par exemple, diffusent par défaut les vidéos avec la définition la plus haute, ce qui consomme énormément de données. Il est possible d'opter pour une moins bonne résolution. Sur les petits appareils, comme les smartphones, on ne voit souvent pas la différence. Autre aspect, on s'est habitué au sans-fil. Mais lorsque c'est possible, il faut se rappeler qu'une connexion via un câble ethernet est plus sobre. Par ailleurs, comme tous les appareils en veille, les box consomment de l'électricité. Il faut les éteindre la nuit. Enfin, les consommatrices et les consommateurs doivent davantage réfléchir lors du renouvellement de leurs appareils. À ce niveau-là, des initiatives comme le Fairphone – un smartphone réparable – ainsi que les lois sur l'obsolescence programmée font bouger les choses. Mais nous n'en sommes qu'au début et la pression sur les entreprises n'est pas encore assez forte. Or j'ai la sensation que l'on arrive

un peu au bout des tentatives de sensibilisation de la population. Se contenter de petits gestes n'est plus suffisant, des changements politiques majeurs sont désormais indispensables.

Les grandes entreprises comme Google, Apple ou Amazon multiplient les annonces sur leur utilisation d'énergies renouvelables. En font-elles assez ?

Il y a une prise de conscience de ces sociétés qui utilisent de plus en plus d'énergies renouvelables pour alimenter leurs datacenters. Mais leur modèle d'affaires repose toujours sur la vente du plus grand nombre d'appareils et d'applications possible. Elles poussent à une consommation toujours plus massive de données, comme le montre le développement du Metavers qui ne va pas du tout dans le sens de la sobriété numérique. Ce monde virtuel tout en 3D va obliger les utilisateurs à s'équiper de nouveaux appareils et consommer une quantité phénoménale de données. ◀

Un outil pour suivre sa consommation numérique

L'idée du projet *CarbonViz* a germé il y a deux ans lors de la publication d'un rapport du think tank français *The Shift Project* sur l'impact du numérique. « Les chiffres de *The Shift Project* ont certes été largement critiqués, rappelle Stéphane Lecorney, chef de projet R&D à la Haute École d'Ingénierie et de Gestion du Canton de Vaud – HEIG-VD – HES-SO. Mais, en tant qu'institut de recherche académique indépendant et non dépendant de clients externes, nous avons voulu, avec le professeur associé de la HEIG-VD Laurent Bolli, développer un outil qui permette de suivre en temps réel sa consommation de données, avec un vrai modèle de calcul indépendant. » Concrètement, *CarbonViz* se présente comme une extension web qui fonctionne sur les navigateurs Chrome et Firefox. Elle permet de monitorer sa consommation de données. L'application est accompagnée d'un volet pédagogique permettant de réduire sa consommation. « Nous menons actuellement des phases de test avec les Services industriels de Lausanne », poursuit Stéphane Lecorney. Ensuite, l'objectif sera de diffuser l'outil auprès des entreprises.



De la consommation aux conflits familiaux, de nombreux comportements problématiques sont la conséquence de besoins mal définis. La Communication non violente permet justement de les clarifier. Deux sociologues ont décortiqué ces techniques dans le cadre d'une recherche.

Interroger ses besoins pour mieux les dépasser

TEXTE | Lionel Pousaz

Dans les années 1960, le psychologue américain Marshall Rosenberg développait la Communication non violente (CNV), un ensemble de techniques pour mieux interagir avec autrui. Anne Perriard et Laurence Bachmann, sociologues à la Haute école de travail social de Genève – HETS-GE - HES-SO, se sont immergées dans des stages de formation dans le cadre d'un projet du Fonds national suisse de la recherche baptisé *Le développement personnel: une analyse sociologique transversale du succès et de la portée des techniques de soi*. Elles ont découvert une approche subversive, qui plonge à la racine des besoins humains pour, peut-être, dépasser le consumérisme et réinventer notre rapport à l'environnement.

Vous étudiez la CNV. De quoi s'agit-il?

ANNE PERRIARD Elle part du postulat que la communication normale est issue d'une

culture de domination. Selon la formatrice Liv Larsson, la violence réside dans plusieurs types de pratiques langagières. Premièrement, on utilise souvent un langage statique et binaire. On sépare le juste du faux, le bon du mauvais, ce qui produit une image de l'ennemi. On l'a vu avec la pandémie, entre les vaccinés et les non-vaccinés. Deuxièmement, on dénie à autrui sa liberté d'action avec l'usage de termes comme « nous devons » ou « il faut ». On se refuse à ce que les autres puissent agir autrement que nous-mêmes. Enfin, notre langage est marqué par l'idée du mérite, sur la punition et la récompense. On le voit souvent dans les énoncés politiques, par exemple avec le pass sanitaire, où il s'agit de fixer des sanctions et des privilèges.

LAURENCE BACHMANN La pandémie a rendu très visible la classification binaire à l'œuvre dans la société actuelle. Cela permet de stig-

matiser et de hiérarchiser. Des chercheuses féministes ont montré comment, à partir d'individualités singulières, on crée des groupes sociaux, par exemple le groupe des hommes et celui des femmes. Les hommes sont considérés comme différents et supérieurs aux femmes. Leur supériorité se fonde sur des processus de catégorisation et de différenciation.

AP Et cette différenciation est essentiellement binaire. Les Blancs et les Non-Blancs, les hommes et les femmes, le masculin et le non-masculin... Les catégorisations reposent sur soi et sur l'autre. Ou plutôt sur la construction d'un autre. Dans le sexisme, c'est le masculin qui est la norme et le non-masculin qui représente l'altérité. Idem avec le racisme, où le Blanc sert de norme.

Comment la CNV se propose-t-elle de dépasser cette binarité ?

AP Elle propose une distinction majeure entre l'observation et le jugement. Cela ressemble d'ailleurs à la démarche scientifique que l'on cherche à appliquer avec ma collègue. Qu'est-ce qu'on observe, et quand est-ce qu'on émet un jugement ? Cette distinction permet de se distancier des croyances qui perpétuent la domination.

LB Le simple fait de réaliser qu'il s'agit de croyances plutôt que de vérités objectives et absolues, permet déjà de prendre de la distance.

AP La CNV permet d'avoir conscience de ses jugements. Si tu renverses un verre et que je te traite de maladroit, je te colle une étiquette. C'est un jugement, alors que l'observation elle-même s'arrête au verre renversé. Même dans les interactions les plus quotidiennes, il s'agit de revenir au stade de la simple observation.

On entend parfois des critiques à propos de la CNV, qui pourrait être utilisée à des fins de manipulation.

Que répondez-vous à cela ?

AP Si j'utilise cet outil parce que je veux que quelqu'un fasse quelque chose pour moi, il peut y avoir manipulation. La clarté sur l'intention est fondamentale dans la perspective de la CNV. Qu'est-ce que je cherche à nourrir en m'adressant à cette personne ? Est-ce que



THIERRY PAREL

Pour les chercheuses Laurence Bachmann (à g.) et Anne Perriard, la Communication non violente permet de distinguer les besoins des moyens à disposition pour les satisfaire. Ce faisant, on peut trouver des stratégies qui satisfont les besoins de chacun dans un groupe.

je désire qu'on m'obéisse ou est-ce que je cherche à être en lien de manière plus authentique, en prenant en compte à la fois mes besoins et ceux de l'autre ? En même temps, lorsqu'on utilise le processus dans le seul but d'obtenir quelque chose, ça génère chez l'autre un sentiment de malaise qui pose aussi une limite aux possibilités de manipulation.

Dans quels contextes la CNV est-elle appliquée ?

LB On l'utilise dans différents domaines et à différentes échelles. Par exemple, autour des questions de couple et de famille, mais aussi dans le domaine de l'éducation, du travail social, en médiation, et même dans les relations internationales. Nous avons observé des stages de CNV en tant que participantes. Sur le terrain, nous avons pu constater que cela concerne toutes les dimensions de la vie des personnes, de leur travail aux rapports qu'elles entretiennent avec leurs enfants.

AP En participant à ces stages, nous nous sommes focalisées sur les processus de transformation. Comment remanient-ils les rapports de pouvoir ? Comment est-ce qu'on produit du changement ?

LB Les recherches scientifiques francophones se posent souvent en détractrices des techniques dites de « développement personnel », en les qualifiant de « néolibérales » ou parce qu'elles seraient susceptibles d'« individualiser le social ». Nous ne voulions pas à notre tour émettre une critique de l'extérieur, mais plutôt nous immerger dans notre terrain d'enquête et comprendre pourquoi tant de gens apprécient ces techniques. Nous avons pris part à ces stages pour mesurer leurs effets sur les autres autant que sur nous-mêmes. Parce que non seulement les enjeux se situent au niveau mental, mais qu'ils impliquent aussi le corps et les émotions.

AP Quand un besoin n'est pas satisfait, on le sent dans le corps. On éprouve des émotions désagréables comme de la tension, de la souffrance ou de l'anxiété. Et quand un besoin est satisfait, c'est aussi perceptible dans le corps. Si on fait la démarche d'interroger ses besoins, on réalise que l'on a besoin de partage ou d'empathie, par exemple, et on se détend. Ça se joue au niveau physique.

Vous tirez notamment des parallèles entre votre analyse de la CNV et l'approche de l'économiste chilien Manfred Max-Neef, selon qui les besoins humains sont essentiellement finis et universels.

AP Max-Neef a proposé de distinguer moyens et besoins. Par exemple, si j'ai besoin de détente, je vais peut-être choisir d'aller marcher en montagne, de sortir au restaurant... Nous avons une pléthore de moyens à disposition pour satisfaire un même besoin. On retrouve cette même distinction dans la CNV. Elle permet de trouver des stratégies qui satisfont les besoins de chacun, sans s'oublier soi-même.

LB Imaginons par exemple une famille traditionnelle patriarcale, où le père décide un peu de tout. Il veut aller marcher en montagne et emmène tous les membres de sa famille. La mère n'est pas contente, les enfants non plus. La CNV les inciterait à clarifier leurs besoins, sans privilégier la voix du père. Mettons que le père veuille se ressourcer et que sa stratégie, ce soit la marche en montagne. Quels sont les besoins des autres membres de la famille ?

Comment trouver une autre stratégie qui satisfasse tout le monde ?

AP Ce père pourrait même se demander s'il a envie de passer un moment privilégié avec sa famille, ou s'il a simplement besoin de mouvement. S'il se dit « j'ai besoin de mouvement », pourquoi ne pas partir seul ? Et s'il veut nourrir le lien avec sa famille, il peut s'adapter aux envies de la mère et des enfants. Mais, pour y parvenir, il lui faut atteindre une certaine clarté sur ses propres besoins.

Contrairement à Max-Neef, de nombreux économistes définissent les besoins comme infinis. Ce serait précisément à cause de cet appétit sans fin que nous détruisons la planète...

AP Encore une fois, c'est parce que l'on confond les stratégies, infinies, avec les besoins, finis. La CNV apprend à se poser des questions telles que « si tu achètes ça, qu'est-ce qui sera nourri chez toi ? » Dans une perspective écologique, cela permet de satisfaire les besoins humains en affectant le moins possible les autres espèces. Les stratégies actuelles ont plutôt un impact maximum sur l'environnement. Dans ce domaine, la CNV ouvre des pistes intéressantes.

Il y a des forces qui émanent de l'industrie et du marketing, dont le but est précisément de nous faire croire que l'on va satisfaire nos besoins par la consommation. Peut-on s'y opposer ?

LB La CNV offre des outils de conscientisation pour développer un regard critique. Face à une publicité pour un téléphone portable, cette technique nous incite à nous demander pourquoi nous en avons envie. En d'autres termes, quel est le besoin derrière cette stratégie qui consiste à s'acheter un mobile ? Ça pourrait être l'appartenance. En achetant cet objet, j'affirme faire partie d'un groupe. Ensuite seulement, nous sommes en mesure de déployer d'autres stratégies, plus écologiques peut-être, pour nourrir notre besoin d'appartenance. La CNV représente une technique subversive non seulement sur des questions de féminisme ou de racisme, mais aussi de consumérisme. ◀

Les indicateurs économiques peuvent-ils chiffrer la quête de bien-être, une notion aussi philosophique qu'indéfinissable ? L'exercice s'avère d'autant plus délicat que les besoins et leur satisfaction ne contribuent pas tous à une vie heureuse.

Le PIB ne fait pas le bonheur (mais il y contribue)

TEXTE | Lionel Pousaz

Les économistes ont pour ambition de mesurer davantage que des flux financiers. Parce que les échanges commerciaux sont quantifiables, ils permettent de chiffrer des réalités plus fuyantes : le bien-être, la confiance, la satisfaction des besoins ou des désirs, la possibilité de se réaliser en tant qu'individu... Ces courbes et formules peuvent-elles nous informer sur une question aussi fondamentale – et subjective – que le bonheur ?

Parce qu'elle constitue une science pratique, l'économie fournit des indicateurs. Parmi ceux-ci, le produit intérieur brut (PIB) règne en maître. Cette mesure de l'activité économique est censée distiller des milliers de facteurs complexes en un chiffre unique. On la cite un peu partout et pas toujours à bon escient, fait remarquer Giovanni Ferro-Luzzi, professeur à la Haute école de gestion de

Genève (HEG-Genève) – HES-SO ainsi qu'à l'Université de Genève : « Le raisonnement se résume à quelque chose du genre “ plus votre PIB est élevé, plus vous pouvez consommer et plus vous êtes heureux ”. Les politiques ou les journalistes usent et abusent de ce raccourci, mais les économistes ne sont pas dupes. »

À l'origine, un calcul pour estimer les taxes

Un détour historique s'impose pour mieux comprendre les limites du PIB. Il tire son origine dans l'Angleterre du XVII^e siècle, quand le conseiller de Charles II, William Petty¹, avait élaboré un savant calcul pour évaluer les revenus du pays. Il s'agissait d'estimer quelles taxes l'État pouvait raisonnablement prélever pour financer sa guerre contre les Pays-Bas. On était loin de se préoccuper de la satisfaction des besoins ou du bien-être du peuple. La version moderne de l'indicateur-roi voit le jour aux

¹ Le Britannique William Petty (1623-1687) était polymathe, soit économiste, scientifique, médecin, philosophe, homme d'affaires, membre du Parlement... Il est reconnu pour ses *Essais d'arithmétique politique* dans lesquels il a posé les bases de l'économie politique, de la démographie, ainsi que de l'utilisation des statistiques comme outils de gestion publique.

États-Unis, dans la foulée de la crise de 1929. L'économiste Simon Kuznets définit une marche à suivre pour calculer la valeur totale des biens et services produits sur le sol américain. D'entrée de jeu, il met en garde ceux qui souhaiteraient utiliser le PIB comme une mesure du bien-être : « [Le bien-être] ne peut être mesuré de manière adéquate que si l'on connaît la répartition personnelle des revenus. Et aucune mesure du revenu n'entreprend d'estimer sa contrepartie, c'est-à-dire l'intensité et le caractère pénible de l'effort fourni pour gagner ce revenu. » Malgré ces avertissements, le PIB deviendra la mesure étalon du degré de civilisation et de bonheur des peuples. Cité comme marque de la montée en puissance chinoise ou du déclin européen, revendiqué à tue-tête par Donald Trump comme preuve du succès de sa présidence, feu vert ou lanterne rouge des pays émergents, il est souvent rattaché à l'idée de niveau de vie.

À côté des activités non rémunérées

Or les relations entre PIB par habitant et bien-être sont moins directes qu'on ne le pense. Dans le sillage de Simon Kuznets, la plupart des économistes relèvent qu'il n'est qu'une moyenne, qui ne dit rien sur la question de la répartition. Les racines du problème sont toutefois plus profondes. Le PIB ne comptabilise pas toutes les valeurs produites. Or, certaines d'entre elles contribuent de manière notable au bonheur humain. Giovanni Ferro-Luzzi cite l'exemple d'un repas à la maison entre amis, comparé à une sortie au restaurant : « Seule la valeur marchande de la seconde est répertoriée. » Le PIB passe ainsi à côté de toutes les activités non rémunérées, par exemple, celles des proches aidants et des proches aidés, qui représenteraient d'énormes coûts si elles devaient être déléguées à des professionnel·les. Il ignore également le travail non déclaré. « La donne s'avère faussée, par exemple en Grèce ou en Italie, où on estime le travail au noir à 30% de l'activité totale. »

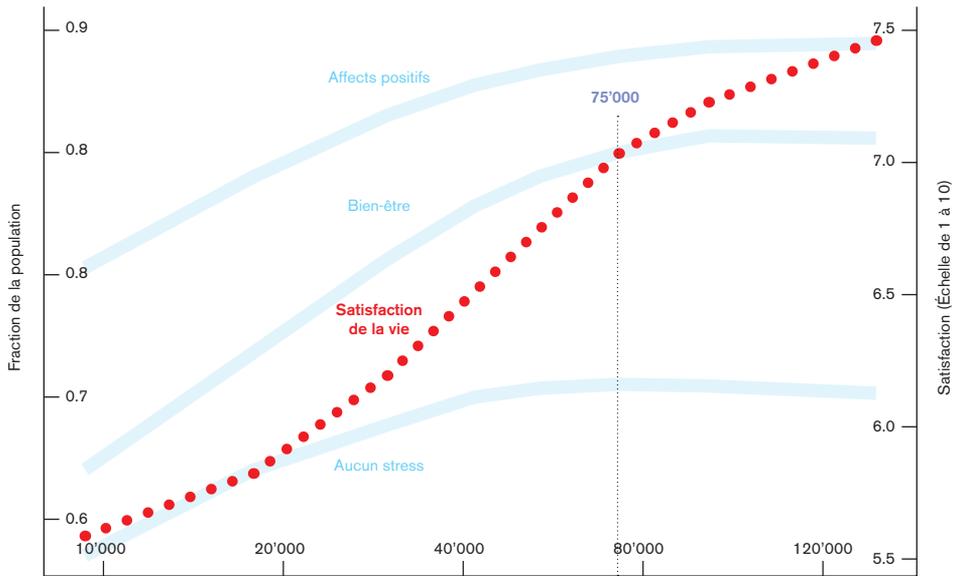
Même en réduisant le bien-être à une perspective purement consumériste, le PIB est imparfait. Le décalage reste temporel : « En 1980, un ordinateur qui servait tout juste au

traitement de texte coûtait 4'000 francs, explique Giovanni Ferro-Luzzi. Aujourd'hui votre téléphone portable vous offre des jeux et de la vidéo pour moins de 200 francs. » Au-delà de la satisfaction des besoins essentiels, la consommation revêt aussi une dimension psychologique et sociale. Par exemple, le bonheur matériel dépend en grande partie de celui des autres. « Si vous êtes la personne la plus pauvre de votre entourage, vous risquez de ne pas être heureux, quelle que soit la quantité de biens auxquels vous avez accès. » Enfin, la cherté des biens représente en soi un facteur de satisfaction, comme l'a théorisé l'économiste américain Thorstein Veblen² avec son concept de consommation ostentatoire.

Pas de différence entre besoins et désirs

On objectera aussi que les besoins et leur satisfaction ne contribuent pas tous de manière égale au bien-être. Peut-on comparer des besoins fondamentaux – affectifs, nutritionnels, médicaux – au désir impérieux d'un yuppie pour une épingle de cravate en or ? « Il existe diverses théories qui hiérarchisent les besoins, explique Sylvain Weber, professeur à la HEG-Genève. Mais l'économie reste fondamentalement une science amoralisée, au sens où l'on essaie de déterminer quelle est la logique d'action des individus sans émettre de jugement. On ne fait pas de différence entre les business de la construction, de la vente, de la criminalité organisée ou de la prostitution. » Le PIB peine sans aucun doute à saisir le bonheur dans toute sa complexité. Il n'en reste pas moins que les indicateurs économiques, même imparfaits et réducteurs, sont indispensables. « Sans eux, les responsables de la politique budgétaire et monétaire ne pourraient pas faire leur travail », explique Sylvain Weber. Depuis quelques décennies, de nouveaux indicateurs sont par ailleurs apparus pour pallier les manquements du PIB. L'exemple le plus connu est probablement l'indice de développement humain (IDH). Créé en 1990 par le Programme des Nations unies pour le développement, il englobe le PIB et lui ajoute les dimensions d'éducation et de santé. Mais dans les faits, l'IDH est peu utilisé. Et pour cause : son évolution est fortement corrélée avec celle du PIB.

² Thorstein Veblen (1857-1929) est un économiste, sociologue et critique social américain. Dans son ouvrage *Théorie de la classe de loisir*, il souligne la fonction sociale de prestige que joue la consommation ostentatoire et met en évidence « l'effet Veblen » : lorsqu'on baisse le prix d'un produit de luxe, son intérêt auprès des acheteurs baisse également.



Selon Angus Deaton et Daniel Kahneman, professeurs à l'Université de Princeton, 75'000 dollars par an et par ménage, c'est le seuil de salaire au-delà duquel le bien-être n'augmenterait plus. Si le sentiment de bonheur continue de croître au-delà de 75'000 dollars de revenus, la mesure du bien-être plafonne, ainsi que le montrent les courbes de ce graphique.

Autant dire qu'il n'apporte pas grand-chose au quotidien des décideuses et des décideurs, explique Sylvain Weber. Par contre, cet indice montre qu'il existe un seuil de revenu au-dessus duquel le bien-être cesse d'augmenter: «L'IDH permet de tirer une importante conclusion. Il vaut mieux diriger la croissance vers les pays émergents, puisque c'est là qu'elle génère plus de bien-être par franc.»

Intégrer davantage de paramètres

Les dommages à l'environnement représentent un autre facteur que les indicateurs économiques tentent de prendre en compte. Ses liens avec le bien-être sont de plus en plus évidents. «Si vous détruisez la nature, vous risquez de compromettre le bonheur humain», résume Sylvain Weber. Le PIB vert représente une tentative de chiffrer les dégâts à la nature. Il s'agit de retrancher du PIB une somme équivalente à la valeur du patrimoine naturel détruit. «Le problème, c'est qu'il faut se mettre d'accord sur une valeur monétaire du capital environnemental, explique Sylvain Weber. Combien coûte une forêt rasée en francs?»

D'autres indicateurs combinent encore plus de paramètres – économie, environnement, santé physique et mentale, travail, gouvernance.

C'est le cas du très médiatique Bonheur national brut (BNB). Élaboré au Bhoutan, inscrit dans la Constitution du petit royaume bouddhiste, il fournit les bases du World Happiness Report publié chaque année par les Nations unies. Le BNB s'appuie en grande partie sur des sondages. Selon Giovanni Ferro-Luzzi, cette démarche subjective entrave les comparaisons entre pays, en raison des interprétations culturelles et sociales très diverses du bonheur. «On expose son bonheur ou l'on cache ses malheurs avec plus ou moins de pudeur selon les cultures. Et puis, comment mettre en parallèle le malheur d'un millionnaire américain qui a perdu en Bourse avec la joie d'un paysan brésilien à qui sa fille a rapporté un papillon trouvé sur le chemin de l'école?» Au final, le problème du bien-être reste en grande partie de nature anthropologique et philosophique. À l'échelle d'une population, le produit intérieur brut et les autres indicateurs économiques permettent tout au plus d'en saisir les contours ou de prédire des tendances. De plus, quand un indice mesure un aspect de la réalité avec une précision accrue, c'est toujours au détriment d'un autre aspect. En d'autres termes, l'indicateur universel est sans doute une chimère, et comme le résume Sylvain Weber, «le PIB ne devrait plus être qu'un indice parmi d'autres». ◀

Gregory Stauffer, performeur et chorégraphe, applique les principes de la permaculture au travail de création. Il expérimente des partitions où les corps et les âmes s'ensauvagent dans une forêt. Une manière selon lui de s'émanciper de l'opposition stérile entre besoin et désir.

Danser avec le vivant

TEXTE | *Marco Danesi*

¹ Bill Mollison (1928-2016) est biologiste et David Holmgren, né en 1955, est essayiste. Ensemble, ils ont théorisé le concept de permaculture dans les années 1970, en se basant sur les travaux du Japonais Masanobu Fukuoka (1913-2008). Le mot-valise permaculture provient de la contraction de « permanent » et « culture ». Il se réfère à des méthodes qui permettent aux terres de maintenir leur fertilité.

Le chorégraphe Gregory Stauffer danse comme on cultive en permaculture. Depuis juin 2021, dans une forêt près de Biemme, il mène une recherche dans le cadre de la Mission recherche de La Manufacture – Haute école des arts de la scène à Lausanne – HES-SO. Y sont inclus d'autres créatrices et créateurs, des chercheur-es ou des groupes d'étudiant-es. Ici, danser est à prendre au sens large. Il s'agit de « faire du mouvement » avec la nature pour façonner « des modes de travail créatifs autonomes, durables et résilients », énonce le performeur.

En l'écouter raconter les virées corps-à-corps dans les bois, le projet s'éclaire d'une sorte d'évidence. La permaculture, théorisée dans les années 1970 par les Australiens Bill Mollison et David Holmgren¹, a pour aspiration de créer des habitats humains plus auto-

nomes, durables et résilients. Elle s'apparente à un appel à l'essentiel et à une certaine sobriété, tant spirituelle que matérielle. On prend soin de la nature (les sols, les forêts, l'eau et l'air), de l'humain (soi-même, la communauté et les générations futures), on limite la consommation et la reproduction et on partage. Dans le travail de la terre, en particulier, sont bannis les engrais chimiques, les pesticides, les machines lourdes. On se cale sur les cycles naturels des saisons et des jours.

La permaculture s'applique certes aux potagers, aux jardins. Mais, précise Gregory Stauffer, « elle traduit en même temps un désir de transformation éco-social ». Autrement dit, la permaculture est une invitation à changer l'agriculture et le monde, à l'affranchir « de l'idéologie capitaliste et de ses desseins d'expansions transhumanistes et spatiales ». Dès



Au croisement du land art et de la chorégraphie, la pratique de l'artiste Gregory Stauffer se déploie toujours en étroite relation avec un lieu. Ici, les participants se trouvent dans la forêt de Malvaux, près de Bienne. Ils se placent dans l'environnement les yeux fermés, à l'écoute, disponibles. Ils vont vers le monde et laissent venir le monde.



lors, quoi de plus « naturel » pour Gregory Stauffer que d'engager la danse sur les chemins de la permaculture où le corps devient l'égal du sol.

La permaculture comme méthode

Son projet de recherche vient de loin. Au début des années 2000, Gregory Stauffer fréquente l'école des Beaux-Arts de Genève, ancêtre de l'actuelle Haute école d'art et de design (HEAD-Genève) – HES-SO. À cette époque, se souvient-il, il vit pendant un hiver en ermite dans une forêt du Jura. Il s'intéresse aux plantes sauvages et médicinales. Il découvre le land art, notamment les travaux d'Andy Goldsworthy, auteur de sculptures éphémères dans des sites naturels ou urbains.

Rétroagir pour un engagement artistique durable

Le performeur et chorégraphe Gregory Stauffer tient beaucoup au principe numéro quatre de la permaculture, « Autorégulation/rétroaction ». Il considère que revenir sur ce que l'on a fait, le *feed-back*, représente un moment clé du processus créatif, surtout en groupe. Il regrette d'ailleurs qu'on ne lui prête pas l'attention qu'il mérite. « On consacre beaucoup de temps à l'avant, au réchauffement, à la mise en route, et peu à l'après », estime-t-il. Alors qu'il est fondamental, de son point de vue, de se demander : « Comment terminer une session de travail ? »

La permaculture vise la création de jardins autonomes qui requièrent le moins de travail humain. L'artiste aspire au même cercle vertueux. Dans la pratique, on génère des *feed-back* dirigés – lister ce que l'on voit, ce que l'on entend, ce que l'on ressent et ce que l'on imagine ; lister ce qui a fonctionné ou pas – ou plus spontanés – rêves, rencontres imprévues, accidents. On pourra ensuite les partager, les communiquer par la parole, le texte, le dessin, le mouvement. Le but consiste « à conserver une mémoire active des ressentis, des imaginaires suscités par les sensations traversées, et rester en lien avec ce travail lorsque nous quittons le site », explique Gregory Stauffer. En un mot : aller vers un engagement artistique durable.

Gregory Stauffer s'initie également au potager. « J'observais une espèce de synchronicité entre les deux : travailler en plein air, utiliser des objets trouvés, composer avec la météo, appréhender les rythmes du vivant entre le jour et la nuit », décrit-il.

De fil en aiguille, le jeune étudiant d'alors expérimente un retour aux besoins essentiels avec l'éco-jardinage, « la vie de la terre, la graine qui pousse, le compost... » jusqu'à en faire le terreau de son travail artistique du point de vue conceptuel, philosophique et éthique. Vingt ans plus tard, land art, permaculture, danse, performance confluent dans cette recherche au long cours en dehors des cadres institutionnels habituels, sans l'objectif de se matérialiser en spectacle. Juste être, être juste, paraphrasant une exclamation célèbre du cinéaste Jean-Luc Godard.

Douze principes² fondent la permaculture. En termes chorégraphiques, ces principes renvoient aux « scores » (partitions). Ils peuvent donc servir à susciter, créer les mouvements. « On peut s'y référer tels quels, explique Gregory Stauffer, à l'image du premier – observer et interagir – qui peut donner lieu à des improvisations dans un espace ou un site donnés. » Ces principes-partitions demeurent très ouverts et laissent beaucoup de place à l'inspiration du moment, à l'interprétation, ce qui s'avère fondamental pour le chorégraphe. « Il s'agit d'invitations à se mettre au travail », formule-t-il. La permaculture devient ainsi le procédé de recherche. Elle fournit les outils et les protocoles de travail, entre art et science, apprendre et créer, faire et réfléchir.

Créer du corps

Le corps est ici primordial. Il est un et multiple : physique, émotionnel et mental, à la fois individuel et collectif. Comme dans la permaculture où l'on crée du sol, il s'agit de créer ici du corps, la matière première du travail. On va l'enrichir en moyens et matériaux pour la création. Soigné, labouré, mis en mouvement, le corps se régénère, œuvre en constant devenir. En citant Perrine et Charles

² David Holmgren théorise les 12 principes de la permaculture dans son livre *Permaculture: Principles and Pathways Beyond Sustainability* (2002) : observer et interagir, capter et stocker l'énergie, obtenir une production, appliquer l'autorégulation et accepter la rétroaction, utiliser les ressources et les services renouvelables, ne produire aucun déchet, la conception des motifs aux détails, intégrer au lieu de séparer, utiliser des solutions lentes et à petite échelle, se servir de la diversité, utiliser les bordures, être inventif face au changement.

Hervé-Gruyer (*Permaculture, guérir la terre, nourrir les hommes*), Gregory Stauffer vise le non-agir, soit « un positionnement intérieur parfaitement ajusté ». Voilà pourquoi les participant·es se placent dans l'environnement les yeux fermés, à l'écoute, disponibles. Ils vont vers le monde et laissent venir le monde. Au croisement du land art et de la chorégraphie, la pratique de Gregory Stauffer se déploie toujours en étroite relation avec un lieu, ici la forêt de Malvaux dans les environs de Bienne.

« La forêt représente un espace de résistance et d'apprentissage », répond le chorégraphe quand on lui demande pourquoi un tel lieu. La forêt n'est pas un simple décor. Elle est considérée comme un partenaire actif qui contribue à la création artistique. Elle contient déjà en partie les possibles. C'est un lieu de désir(s), de perception(s), d'expérience(s). Pour ce faire, rappelle Gregory Stauffer, il faut accepter l'incertitude, et par là éveiller l'attention, épouser littéralement le sol, les fourrés, les arbres, les réticules de racines pour en palper les matières, savourer les parfums, se frotter aux aspérités, se caler sur les tempos des métabolismes végétaux et animaux. Des photos montrent les participant·es qui font corps avec la forêt. Ils rampent, ils grimpent, ils glissent, puis s'immobilisent avant de se mettre en mouvement suivant des chorégraphies invisibles et spontanées. À force, le corps « devient voyant ». Sa sensibilité se délie, s'amplifie. Au bout du compte, « on s'entraîne à la présence », récapitule Gregory Stauffer.

Une invitation à entrer en contact avec le monde

Pour en arriver là, la recherche avance à la lumière d'une question essentielle : « Où suis-je ? », évacuant le trop nombriliste « Qui suis-je », s'émancipant également de l'opposition stérile entre besoin et désir. La question constitue une invitation à se situer, à entrer en contact avec le monde, à se demander « où est mon corps, où j'en suis dans mon travail de créateur, quelle place j'occupe au milieu des flux de relations et d'interactions avec mon environnement, humain, animal, végétal, spirituel, affectif, cognitif... ».



GUILLAUME PERRET | LUNDI13

Le chorégraphe Gregory Stauffer explique comment les principes de la permaculture peuvent servir à susciter ou créer les mouvements. Très ouverts, ceux-ci laissent beaucoup de place à l'inspiration et à l'interprétation du moment.

Le questionnement alimente des cartographies qui proposent des systèmes d'orientation. Comme un panneau signalétique qui regroupe des ressources, des suggestions, des modes d'emploi qui n'ont rien de figé ni rien d'une recette.

Ces cartographies sont ouvertes, évolutives dans certains cas, éphémères. Elles insistent sur la prise de conscience. Elles génèrent des savoirs. Elles engendrent les conditions – l'humus – de la création. À la manière dont on prépare le sol de la permaculture. « Afin que ça pousse », se réjouit Gregory Stauffer. ◀



Un projet mené par des chercheurs en travail social développe une interface inédite entre les demandeurs d'emploi et les entreprises. Son but: contourner les facteurs discriminants comme l'âge ou l'origine.

Objectif: éradiquer le chômage de longue durée

TEXTE | *Geneviève Ruiz*

« Tout le monde peut à un moment donné de sa vie être confronté au chômage de longue durée, observe Michel Cornut, ancien chef du Service social de la Ville de Lausanne et secrétaire général de l'association " Cantons zéro chômeur de très longue durée ". Car pour décrocher un emploi, il faut parvenir à cocher les différentes cases exigées durant un processus de recrutement. Parmi elles, il y a celles, souvent explicitées par l'entreprise, en lien avec un diplôme ou une expérience professionnelle. Et il y en a de nombreuses autres, souvent tacites, liées à l'origine, au parcours de vie, à la santé ou encore à l'âge. Or même les individus qui parviennent à se former ou à échapper à un problème de santé finissent tous par atteindre la cinquantaine... »

Une étude récente de l'Institut sociologique de l'Université de Zurich et du groupe Adecco Suisse a constaté que parmi les chô-

meuses et les chômeurs, près de la moitié des plus de 50 ans recherchait un travail depuis plus d'un an, contre moins d'un tiers chez les 25-49 ans. Une autre recherche menée par l'EPFZ en 2017 était arrivée à la conclusion qu'une candidate ou un candidat originaire d'un pays asiatique avait 18,5% moins de probabilités de décrocher un entretien qu'une personne suisse. Ce même taux s'élevait à 17,1% pour les candidats d'Afrique subsaharienne et à 13,5% pour ceux provenant des Balkans. « Un autre problème est que, dans le domaine du chômage, la durée crée de la durée, dans le sens où plus on passe de temps au chômage, plus les chances de décrocher un entretien s'amenuisent », relève Michel Cornut.

La Suisse n'est pas le pays du plein-emploi

Certains secteurs économiques, comme la santé ou l'ingénierie, connaissent des pénuries

et ne parviennent pas à recruter de personnel qualifié. Pourtant, contrairement à une croyance répandue, la Suisse n'est pas le pays du plein-emploi. Fin 2021, l'OFS comptabilisait plus de 220'000 personnes au chômage selon la définition du Bureau international du travail (BIT¹), soit 4,4% de la population active. « Ce pourcentage ne prend pas en compte les personnes en sous-emploi, soit 7% de la population active selon les derniers chiffres disponibles, l'un des taux les plus élevés de l'Union européenne », précise Michel Cornut.

Dans une étude publiée en 2020 intitulée *Le chômage en Suisse, quatre vérités pour un défi*, Michel Cornut observe que sur environ 30'000 personnes qui entrent mensuellement au chômage en Suisse, 3'000 ne retrouveront pas d'emploi pendant la période d'indemnisation de dix-huit mois, et un peu plus de 1'000 seront définitivement privées d'emploi. Pourquoi des chiffres si élevés face à un marché de l'emploi dynamique ? Selon l'étude précitée, moins de deux emplois sur dix seraient pourvus par des chômeurs locaux. Les entreprises sont nombreuses à recruter leurs candidats, plus jeunes et plus diplômés, dans l'Union européenne. Cela concerne tous les secteurs, y compris la construction, le transport ou la restauration. Résultat : trop de demandeuses et demandeurs d'emploi locaux restent sur la touche.

Les conséquences pour l'ensemble de la société ne sont pas des moindres : cela fait tout d'abord gonfler la note des services sociaux. Et la souffrance des individus concernés est immense. Ils sont nombreux à connaître des problèmes de santé physiques et psychiques. « Ils vivent une déqualification sociale et tendent à perdre confiance en eux », souligne Michel Cornut. Parce que le travail représente une condition d'appartenance à notre société, il s'agit d'un besoin social fondamental. Pour Stéphane Rullac, professeur en innovation sociale à la Haute école de travail social et de la santé Lausanne - HETSLS - HES-SO, notre culture est profondément imprégnée par l'idéologie du mérite : « Il s'agit d'une fable tenue pour vraie, alors que le mérite est inégalement distribué et qu'il se transmet aussi par héritage.

Ceux qui ne parviennent pas à apporter leur "contribution" par le travail rémunéré sont déconsidérés, exclus, invisibilisés. L'État apporte des réponses cliniques à leurs difficultés, dans le sens où leurs parcours individuels sont pathologisés. Or il s'agit d'un problème structurel. »

Une agence de placement inclusive

Michel Cornut en est convaincu, il n'existe pas de chômage incompressible et des solutions existent pour que chaque demandeur d'emploi puisse travailler. Les associations Caritas de Suisse romande ont fait appel à lui et ont créé l'association Cantons zéro chômeur de très longue durée en 2020. Son objectif consiste à créer une agence de placement inclusive, basée sur des procédés contournant les discriminations et obstacles présents dans les processus de recrutement traditionnels. « Nous proposons un modèle basé sur les activités maîtrisées par le candidat versus les activités à maîtriser pour un emploi », explique Michel Cornut. Aux oubliettes, le CV qui contient trop d'éléments discriminants et les annonces d'emplois aux concepts flous et souvent peu chargés de sens comme « autonomie et esprit d'équipe ».

Pour chaque demandeur d'emploi, une agente ou un agent d'insertion définira non pas une liste de compétences, mais un profil expérimentiel. « Il comprend toutes les activités que le candidat maîtrise en lien avec son parcours professionnel et de vie », explique Stéphane Rullac. « Gérer l'agenda des réunions de travail », « alimenter les machines en barres de métal », ou « communiquer aisément avec autrui » : les activités maîtrisées sont relevées de manière factuelle et neutre. Les expériences associatives ou privées sont tout aussi importantes que celles liées à un travail rémunéré. Une prostituée va ainsi maîtriser la négociation des prix, le trésorier d'une association la gestion d'une petite comptabilité ou un proche aidant une relation de soin. Le dernier volet du profil expérimentiel comprend aussi les activités implicites, dont le candidat n'a souvent pas conscience et qu'il omettrait de mentionner dans un curriculum ou un entretien : une coiffeuse ou un coiffeur sait par exemple adopter une attitude en conformité

¹ Le BIT considère comme chômeurs les personnes âgées de 15 à 74 ans sans emploi au cours de la semaine de référence de l'enquête, disponibles pour travailler, activement à la recherche d'un emploi ou qui ont trouvé un emploi pour une date ultérieure, qu'elles soient inscrites ou non dans un Office régional de placement.

avec une relation de service, ainsi que manipuler des ustensiles (ciseaux, etc.) selon un art. « Les activités implicites sont particulièrement importantes en termes de transférabilités, car elles se retrouvent dans plusieurs métiers, précise Stéphane Rullac. Un coiffeur maîtrise souvent des activités implicites exigées dans le domaine de l'horlogerie. Cela ouvre de nouveaux champs des possibles. »

L'agent d'insertion va également conduire un travail avec l'entreprise pour traduire un poste en activités maîtrisées. Il s'agira de rencontrer non seulement le personnel des ressources humaines, mais aussi le chef de bureau ou d'atelier ou les collègues, souvent mieux à même de décrire les tâches avec précision. « Au final, cette analyse s'avérera utile à l'employeur, considère Michel Cornut. Car l'objectif d'un recrutement consiste à trouver la perle qui sera en mesure d'accomplir une liste de tâches avec satisfaction et à long terme. Peut-être que pour tel poste de secrétaire de direction, la personne qui maîtrise le mieux les activités est un homme d'origine africaine de 53 ans ? Il serait dommage de passer à côté de son potentiel. » Avoir obtenu un diplôme il y a quinze ans ou occupé tel poste dans une entreprise ne prédit pas forcément que la personne va maîtriser la liste d'activités propres à un certain poste dans une autre organisation. De plus, de nombreuses annonces d'emploi ne décrivent pas précisément les activités à maîtriser pour un emploi et utilisent des concepts relevant davantage du marketing. Michel Cornut donne l'exemple d'une annonce pour un poste de magasinier au rayon d'un grand supermarché. Elle exige un CFC, de l'expérience, ainsi que de l'autonomie, du dynamisme, un bon esprit d'équipe, ainsi que six autres *soft skills*. « Mais il n'est même pas fait mention de la maîtrise du transpalette, activité essentielle au poste et sans laquelle la sécurité des clientes et des clients ne serait pas garantie ! » L'agent d'insertion précisera aussi avec l'entreprise à travers quel comportement, ou quelles activités, le candidat démontrerait, selon elle, son autonomie. Au final, la nouvelle annonce produite comprendra une liste d'activités à maîtriser sans mention de diplômes,

d'années d'expérience ou de *soft skills*. « Ces derniers dépendent beaucoup de la structure de l'entreprise, si elle favorise l'autonomie ou le travail en équipe par exemple, souligne Stéphane Rullac. Ce n'est pas parce qu'une personne a démontré de l'autonomie dans un précédent travail qu'elle le sera aussi dans une nouvelle entreprise. »

Développement d'un système d'appariement intelligent

Pour développer sa méthode, l'association Cantons zéro chômeur de très longue durée a fait appel à une équipe multidisciplinaire de la HES-SO. Le projet est dirigé par Stéphane Rullac, avec la collaboration de Pascal Maeder, coordinateur du Centre suisse de compétence en recherche sur les parcours de vie et les vulnérabilités LIVES, Nathalie Gey de l'Institut de ressources en intervention sociale (IRIS), ainsi que d'une équipe de la Haute École Arc – HES-SO composée d'informaticien·nes et d'ingénieur·es. Baptisé *Activities-Based Job Matching System*, il a reçu un financement d'Innosuisse. Son objectif consiste à développer un système d'information (SI) permettant un appariement entre un candidat et une annonce d'emploi basé sur des algorithmes. « Nous avons constitué une base de données avec une sorte d'ADN des activités à maîtriser pour chaque métier, raconte Stéphane Rullac. Il a fallu être rigoureux pour garantir que les mêmes activités soient explicitées dans les mêmes termes, qu'elles décrivent une offre ou une demande d'emploi. » Le SI permettra de pondérer chaque tâche d'un emploi donné selon son importance, de même que l'appétence du candidat pour l'effectuer. Il indiquera également les activités que le candidat ne maîtrise pas et avec quel degré de facilité ce manque peut être comblé, en fonction notamment des ressources de l'entreprise.

Loïc Ray, adjoint scientifique au Groupe Conception de Produits Centrée Utilisateurs de la HE-Arc Ingénierie, a de son côté analysé les besoins des futur·es utilisatrices et utilisateurs du SI : « Il s'agit d'une interface complexe devant répondre à la fois aux besoins des recruteuses et des recruteurs, des

candidats et des agents d'insertion. Il a fallu analyser leurs manières actuelles de travailler et de réfléchir pour concevoir une ergonomie qui prenne en compte ces logiques au niveau de la localisation de l'information ou de la présentation des fonctions. Pour que cela reste intuitif et accessible. » Le chercheur et son équipe ont aussi souligné l'importance du rôle et de la formation des agents d'insertion pour le bon développement de ce système basé sur l'intelligence artificielle: « Ils devront acquérir une bonne compréhension de ses limites dans le cadre d'un processus aussi relationnel que le recrutement. » Leur analyse et leur expérience seront essentielles pour évaluer, par exemple, si dans un cas précis il est suffisant qu'un demandeur d'emploi corresponde à 60% à un poste. « Parallèlement, tout en restant critiques avec ses résultats, ils devront faire confiance au système, relève Loïc Ray. Notamment en cas d'appariement non traditionnel, comme lorsqu'un poste dans le secteur horloger est proposé à un coiffeur. »

Actuellement en phase de test, le SI présente un outil innovant qui offrira de nouvelles possibilités aux demandeurs d'emploi et pas seulement pour les chômeurs de longue durée. C'est ce qu'espèrent ses concepteurs, qui tablent sur un taux de placement durable de 75% des candidats. Et pour ceux qui restent sur la touche, des emplois adaptés seront proposés avec un réseau d'entreprises partenaires, dont l'objectif sera de maîtriser les activités qui leur manquent pour obtenir un emploi. ◀

« C'est révoltant d'être privé de travail contre son gré »

Thierry Faux, 63 ans, Travers (NE)

« Cela fait dix ans que je me suis fait licencié, témoigne Thierry Faux, habitant de Travers dans le canton de Neuchâtel, où il est arrivé de Paris durant la quarantaine. Je travaillais dans un call center. J'ai envoyé des centaines de dossiers de postulation sans jamais être convoqué à un entretien. Je frappais à toutes les portes, tentais d'activer mon réseau. C'est révoltant. Le plus dur est de ne jamais avoir l'opportunité de prouver sa valeur. »

Sans diplôme, Thierry Faux a pourtant cumulé les expériences professionnelles et toujours montré une grande motivation au travail. « J'ai commencé ma carrière dans un centre de tri de La Poste française, puis j'ai travaillé comme assistant à la Sofres, un institut national de sondages. Lorsque je suis arrivé en Suisse, j'étais père célibataire d'un adolescent. J'ai travaillé comme jardinier sans jamais obtenir de contrat. J'ai ensuite trouvé un poste dans un call center avant de me faire licencié. Après de nombreux mois de chômage, le directeur d'un supermarché local a accepté de me rencontrer sur recommandation de deux connaissances. Il m'a engagé comme magasinier à 18 francs de l'heure. Mais cela n'a duré que quelques mois. » Durant son parcours, Thierry Faux ne s'est pas senti soutenu par l'Office régional de placement. « Après des mois de chômage, les entretiens mensuels avec mon conseiller se résumaient à dix minutes de contrôle administratif. »

Les engagements associatifs ont permis à Thierry Faux de tenir. Il s'occupe notamment du journal de la Joliette, le programme d'insertion sociale et professionnelle du Centre social protestant de Neuchâtel. Actuellement sur le point d'entrer en préretraite, le sexagénaire a participé au comité de pilotage du projet d'agence inclusive de l'Association Cantons zéro chômeur de très longue durée. « Je ne le fais plus pour moi, mais pour tous les autres. J'ai vu tant de personnes tomber en dépression et avoir leur vie détruite par le chômage. » Il confie être admiratif du travail de l'équipe de recherche, « même si je dois parfois leur demander de me traduire leur langage spécifiquement "recherche sociale" et que je dois m'accrocher pour étudier les documents pointus. J'ai bon espoir qu'il apporte enfin une solution aux personnes privées de travail contre leur gré. »

À l'heure de la transition écologique,
le luxe a-t-il encore droit de cité ?
L'univers du superflu, de l'exclusif,
de l'unique, de la distinction sociale,
de l'ostentatoire et des grandes marques
cherche à marier le profit au durable
au prix de quelques paradoxes.

Le luxe à l'épreuve de la sobriété

TEXTE | *Marco Danesi*

Commençons par des définitions, même sommaires. Luxe: « Mode de vie, écrit le Petit Robert, caractérisé par de grandes dépenses consacrées au superflu. » « L'étymologie (du latin *luxus*), complète l'Encyclopédie Universalis, renvoie à l'idée de ce qui est séparé, démis, déboîté, et qui, ainsi déplacé, est marqué par son excès, signe de désordre ou de volupté. » Plus tard dans l'imaginaire occidental, le luxe sera associé à l'éclat de ce qui brille. « Le luxe, c'est la promesse d'appartenir à un monde exclusif », suggère encore Dinie van den Heuvel, intervenante à la Haute école d'art et de design (HEAD – Genève) – HES-SO dans la section Design Mode. « Dans le domaine de la mode, le luxe est synonyme de haute couture, indique Aude Fellay, maître d'enseignement à la HEAD également. Les pièces sont cousues à la main sur mesure avec des matériaux précieux dans des ateliers à Paris et à Milan. De ce fait, elles

sont chères. » Quant à la déconsommation, le néologisme se réfère à la simplicité, à la sobriété partagée, à la lutte contre le gaspillage, à l'austérité, voire l'ascétisme pour certains. Autrement dit, les deux univers sont à première vue aux antipodes. Mais au fil du temps et également à la suite de la crise provoquée par la pandémie de Covid-19, une autre conception du luxe a commencé à se répandre et à s'imposer: le luxe serait par nature durable, rare, privilégiant les matières de qualité, les savoir-faire artisanaux, une certaine lenteur et une certaine frugalité. Bref, en se focalisant sur certaines caractéristiques du luxe tout en occultant les aspects plus bling-bling, une définition plus proche de la déconsommation voit le jour. Dinie van den Heuvel précise: « Le luxe actuellement, c'est prendre le temps de faire les choses, de vivre des expériences uniques et extraordinaires, plutôt que de posséder quelque chose. »



Presse-papier ou cale-porte galet avec sangle, en crocodile Niloticus, 720 euros. Utile ou pas, ce cale-porte galet a été produit par l'atelier Petit h, l'une des premières initiatives circulaires du luxe, créé en 2010. Les artisans qui y travaillent récupèrent des matériaux inutilisés provenant de tous les univers d'Hermès et des autres marques du groupe pour en faire des objets nouveaux ou en série limitée.

SUZIE AND LEO POUR PETIT H



Seulement 1% des vêtements en circulation serait recyclé. Dans le désert d'Atacama, au Chili, des dunes se forment à partir de vêtements invendus provenant du monde entier. Remplis de toxines et de colorants, ils ne sont pas biodégradables et provoquent un désastre environnemental.

KEYSTONE / AFP / MARTIN BERNETTI

Pour la styliste Dinie van den Heuvel, le luxe, c'est prendre le temps de faire les choses, de vivre des expériences uniques et extraordinaires, plutôt que de posséder quelque chose.

Évolution des préférences des consommateurs

Cette définition renvoie évidemment aux enjeux écologiques et climatiques qui exercent une forte pression sur la production du luxe depuis une vingtaine d'années. On peut même avancer qu'elle en découle. D'autant plus que les clientes et les clients expriment une forte envie de produits de luxe durables et responsables. En opposition aux pratiques de la *fast fashion* qui produit des vêtements très vite, très souvent, bon marché, et serait responsable de 2% des émissions annuelles de gaz à effet de serre.

Selon une étude menée en 2019 par le Boston Consulting Group, un cabinet international de conseil en stratégie, plus de 60% des consommatrices et consommateurs du luxe déclaraient « préférer une marque soucieuse de son impact social et environnemental », soit 10 points de plus qu'en 2013. En deux mots, dès la fin des années 1990, le luxe, malgré son impact environnemental réduit comparé à d'autres secteurs industriels – mais cependant symboliquement emblématique –, se réinvente en fonction des impératifs écologiques et du développement durable, sans parler de la révolution numérique qui rebat les cartes du secteur. À titre d'exemple, deux grands groupes français – Kering (propriétaire de plusieurs marques, dont Gucci et Yves Saint Laurent) et LVMH (Louis Vuitton-Moët-Hennessy) s'engagent désormais, et le font savoir, sur la voie de la neutralité carbone.

La durabilité comme argument de vente

L'offensive se déploie alors sur le terrain du marketing. Le côté durable – qui ferait partie de l'ADN du luxe – devient un argument de vente. « Réduire son empreinte environnementale, optimiser sa chaîne d'approvisionnement, recycler des produits en fin de vie, réduire les principaux postes d'émission de gaz à effet de serre... constituent un axe de développement des marques qui redonnent un sens au luxe. Une utilité au rêve », résumait récemment Frank Belaich, directeur de l'Institut supérieur de gestion, Luxury Geneva, sur son blog.



THIERRY PAREL

En somme, l'industrie du luxe, portée par des groupes cotés en Bourse, se pare de vert. « Mais la recherche du profit reste dominante », tempère Aude Fellay. Déconsommer pour consommer plus, le paradoxe est évident. Dans ce contexte, le respect de critères écologiques et durables certifiés constitue le nerf de la guerre. Car, de la part des consommateurs, ou d'une partie du moins, il existe une réelle demande de transparence. À défaut de labels indépendants et objectifs, malgré l'existence de plateformes citoyennes qui classent les marques en fonction de leurs pratiques environnementales, telles que Fashion Revolution, « les marques, poursuit Aude Fellay, s'autorégulent et proposent elles-mêmes des objectifs et des critères, non contraignants cependant, en termes de durabilité. Ce qui rend difficile le changement véritable, c'est que l'industrie du luxe est dominée par des conglomérats au pouvoir immense, difficiles à réguler. » Toujours soupçonnés d'ailleurs d'être les champions du *greenwashing*.

Vers un luxe plus dématérialisé

Pourtant, d'autres pistes s'ouvrent pour consommer – si ce n'est pas déconsommer – autrement, voire mieux, en démocratisant le luxe, et donc en attirant de nouveaux clients.



PA IMAGES / ALAMY STOCK PHOTO

Des activistes du changement climatique participent à une manifestation d'Extinction Rebellion pour dénoncer l'impact environnemental de l'industrie du prêt-à-porter durant la Semaine de la mode de Londres en 2019. Cet événement massif réunit stars, designers, influenceurs et mannequins.

Des modes de consommation dématérialisée voient le jour (via des locations, des souscriptions ou des abonnements) où il s'agit de jouir d'un objet plutôt que de le posséder. On peut ainsi louer pendant un certain temps un tableau de maître autrement inaccessible; ou s'abonner à une marque de montres réputée pour essayer à tour de rôle différents modèles du catalogue. Par ailleurs, le « seconde main » s'impose; même si ce marché en forte expansion, investi également par les grandes marques, suscite la critique. En effet, seulement 1% des vêtements en circulation serait recyclé. Le reste est détruit loin des paillettes des défilés. Si bien que des tonnes d'habits invendus, le plus souvent issus de la *fast fashion*, atterrissent, notamment, dans le désert Atacama au Chili formant un immense dépotoir à ciel ouvert.

De nouvelles entreprises apparaissent avec pour objectif premier de produire du luxe durable et responsable. C'est le cas, notamment, d'Infantium Victoria, marque de vêtements véganes et organiques pour enfants, créée par Dinie van den Heuvel en 2015. « Le côté luxe

de notre marque réside, non pas dans le prix, mais dans la manière – responsable, durable, équitable, intégrant la valeur du travail – dont les vêtements sont fabriqués. » Par ailleurs, sur le versant de la formation, on interroge de plus en plus souvent les pratiques liées au monde du luxe. Comment recycler, comment expérimenter des matières et des approches durables? Comment valoriser le luxe artisanal, responsable au milieu d'une surconsommation de biens jetables, périssables et de piètre qualité? « À la HEAD, note Dinie van den Heuvel, tout en stimulant leur créativité, nous encourageons les étudiant-es à réaliser leurs collections eux-mêmes de façon à ce qu'ils prennent conscience de la valeur du travail et des différents corps de métier que nécessite la création de vêtements. Cela leur permettra également de définir un prix juste pour leurs créations. » ◀

Durant la pandémie, les arts et la culture ont été classés, au même titre que de nombreux commerces, dans les domaines « non essentiels » par les autorités. Que penser de cette expression et comment a-t-elle été interprétée par les intéressés ? Retour sur un vocabulaire discuté et discutable.

L'art essentiel ou pas, telle est la question

TEXTE | *Virginie Jobé-Truffer*

Depuis le 16 mars 2020, jour où l'état de nécessité a été décrété en Suisse à la suite de la pandémie, les deux mots « non essentiel » sont devenus viraux. Ils ont d'abord caractérisé certains commerces. Puis se sont attaqués aux « lieux de loisirs et de divertissement », pour reprendre la formulation du gouvernement, qui désigne les parcs d'attraction autant que les arts. « Ces termes non essentiel émerge par contraste avec essentiel quand l'État doit opposer ce qui est nécessaire à la survie de la société et ce qui est accessoire, commente Laura Delaloye Saillen, chargée de cours au Centre de linguistique et des sciences du langage de l'Université de Lausanne. Associer accessoire à divertissement a été reproché au Conseil fédéral. Économiquement, la pression était semblable sur tous les milieux considérés comme accessoires. Mais le terme non essentiel a été très violent à entendre pour les milieux de la

culture, car leur apport pour le futur a été passé sous silence. Ils ont été mis au même niveau que les casinos. » La chercheuse relève que le slogan « No culture, no future », vu durant les manifestations en 2021 contre les restrictions sanitaires, se base sur une rhétorique qui ouvre un champ de réflexion et un champ d'action. Il fonctionne comme un argument dont les prémisses seraient à reconstruire : « S'il n'y a pas de futur pour la culture, et que la culture est essentielle pour la société, alors, première conclusion, la société n'a pas de futur, et seconde conclusion, il faut des aides d'urgence pour la culture. Cette seconde conclusion a trouvé davantage d'écho dans l'espace politique et médiatique. Mais Anne Bisang, directrice du Théâtre populaire romand, a dû rappeler, lors d'un débat radiophonique début 2022 face au conseiller fédéral Alain Berset, la contribution fondamentale de la culture à



© PATRICE CARTIER, 2022/BRIDGEMAN IMAGES

Durant la Première Guerre mondiale, Émile Fabre, administrateur général de la Comédie-Française, eut l'idée de créer un Théâtre aux Armées. Trois cents volontaires issus de tous les milieux du spectacle ont ainsi effectué plus de 1'200 représentations avec le soutien des autorités civiles et militaires. Ces artistes parisiens ont

risqué leur vie et leur santé pour aller distraire quelques heures durant des soldats qui vivaient l'enfer dans les tranchées. Articles de presse, photographies, dessins, programmes et menus, lettres ou encore cette carte postale datant de 1917 : de nombreux documents témoignent de cette aventure singulière.

la responsabilisation des citoyennes et des citoyens et son rôle de ciment de la société. »

Les participant·es aux manifestations ont sorti d'autres arguments durant les micros-trottoirs. Comme « La culture est une bouée de sauvetage dont on ne peut plus se passer », « Citez-moi une personne confinée sans livre, sans film, sans musique ». Ainsi, la culture s'inscrit dans une temporalité. « On ne propose pas de la rendre valide

à travers les âges, mais on l'ancre dans le temps d'incertitude du Covid-19, souligne Laura Delaloye Saillen. Alors qu'elle subit des pressions, c'est maintenant qu'elle apparaît essentielle. » Si les punks crient « No future », en gommant les lendemains qui chantent, qu'advient-il de l'art jugé non essentiel ? Il perdurera sous d'autres formes, affirment aujourd'hui avec optimisme les artistes interviewés ci-contre. ◀

La musique, force motrice universelle

Non essentielle, la musique ? Les activités musicales stimulent le cerveau. Leur rôle est tout aussi important pour le développement de l'enfant que pour contrecarrer le déclin lié à l'âge.

« La musique constitue un outil puissant pour stimuler le développement de l'enfant ou encore contrecarrer le déclin lié à l'âge », affirme Clara James, professeure à la Haute école de santé de Genève (HEdS) – HES-SO, doyenne de la recherche et privat-docent à la Faculté de psychologie et des sciences de l'éducation de l'Université de Genève. Les études de cette violoniste devenue chercheuse en neurosciences cognitives démontrent que la pratique d'un instrument, mais aussi, à moindre degré, son écoute attentive, peuvent améliorer certaines capacités cognitives et sensorimotrices. L'analyse du cerveau, grâce à l'utilisation de scanners IRM, démontre notamment que la matière grise, qui contient nos neurones, prend du volume lors de l'apprentissage de la musique. Tout comme la matière blanche, qui permet la communication entre les différentes régions du cerveau.

« J'ai codirigé une étude en Suisse et en Allemagne avec plus de 150 participantes et participants en bonne santé de 64 à 78 ans, raconte la chercheuse. Durant un an, une heure par semaine, certains participant·es ont appris le piano en binôme quand d'autres ont suivi des cours de culture musicale en petit groupe. Toutes les interventions étaient dispensées

par des musiciennes et des musiciens professionnels. Au-delà du plaisir que les aînées et les aînés ont éprouvé lors de cette expérience, ils ont tous renforcé ou stabilisé leurs capacités cérébrales. » Dans les deux groupes, la perception de la parole dans le bruit s'est fortifiée. Mener une conversation au milieu du brouhaha, un moment souvent difficile pour les personnes âgées, est devenu un exercice moins pénalisant. « Chez les pianistes, l'épaisseur du cortex auditif primaire s'est épaissi par l'apprentissage de la production des notes musicales de façon structurée. En outre, la matière grise motrice, qui contrôle la main gauche, avec laquelle les droitiers font plus rarement des mouvements de dextérité fine, s'est renforcée. »

Les résultats d'une étude réalisée avec des enfants de 10 à 12 ans ont même dépassé ses attentes. Certains groupes ont participé à l'« Orchestre en classe », à savoir deux ans de cours d'instrument avec des professionnel·les en groupe, tandis que d'autres ont suivi un cursus scolaire normal. « Les musiciens ont amélioré leur attention, leur mémoire de travail, leur pensée abstraite et leur dextérité. Je dirais donc aux parents : donnez la possibilité à votre enfant de jouer de l'instrument de son choix. Cela l'aidera dans son parcours scolaire. En outre, quand on est stressé et qu'on écoute une musique qu'on aime, le cortisol (hormone du stress) diminue et la sérotonine croît. Et elle le fait conjointement à la dopamine, qui augmente également notre endurance. La musique représente une force motrice universelle ! »

« Le cinéma est intimement lié à la marche du monde puisqu'il le raconte »

Pauline Gyax est responsable du Bachelor Cinéma de l'ECAL/ École cantonale d'art de Lausanne – HES-SO et productrice, notamment du film d'animation *Ma vie de courgette* de Claude Barras. Féministe, elle a participé à la création du *Collectif 50/50*, qui lutte pour la parité et l'égalité dans le cinéma, ainsi que de l'association *Swan* en Suisse.

L'acteur Mathieu Kassovitz pense que les salles obscures ne sont plus essentielles, qu'on peut tout voir sur sa télé et que ses collègues ont un ego mal placé face au Covid-19. Qu'en dites-vous ?

Ces oppositions sont vaines. Évidemment, l'arrivée des plateformes de streaming mêlée à une pandémie mondiale a remis en question l'industrie du cinéma dans toutes ses étapes. Les séries elles-mêmes ont obligé le cinéma à se redéfinir. Mais cela représente aussi l'occasion de s'interroger sur ce qui est essentiel. Et l'expérience collective de la salle reste essentielle à mes yeux. Télévision et cinéma sont complémentaires. De la même manière qu'il reste complémentaire d'écouter un disque et d'aller à un concert, de lire et d'aller au théâtre...

Comment avez-vous vécu le fait d'être dans la catégorie des non-essentiels ?

Cette polarisation existe depuis longtemps. Une certaine frange de la classe politique a toujours discuté les subventions culturelles et considéré la culture comme non essentielle. Je ne suis donc pas surprise. Je crois d'autant plus fort que, au contraire, la culture reste absolument vitale pour décrypter le monde. En temps de crise, de pandémie ou de guerre, elle porte une responsabilité encore plus grande. Le cinéma est intimement lié à la marche du monde puisqu'il le raconte. Quand les périodes se durcissent, il est d'autant plus nécessaire.

Qu'avez-vous réussi à créer durant la pandémie et dont vous êtes fière ?

Avec ma société de production (Rita Productions, ndlr), nous avons tourné deux longs-métrages et une série. Cela relève de l'exploit. Notre travail collectif, avec mon associé et toute l'équipe, nous a permis d'éviter la faillite. Nous ne nous sommes pas sentis seuls, car les pouvoirs publics nous ont aidés. Une solidarité générale s'est ressentie à différents niveaux de la société. Je suis fière de cet élan collectif.

« Pour faire exister l'art, on doit toujours lutter contre des obstacles »

Laurent Berger est metteur en scène, dramaturge et chercheur associé à La Manufacture – Haute école des arts de la scène de Lausanne – HES-SO. Il est aussi maître de conférences à l'Université de Montpellier III.

Quand l'État a décrété que l'art n'était pas essentiel, qu'est-ce qui a changé dans votre vie ?

Rien. Pour faire exister l'art, on doit toujours lutter contre le confort, les fausses audaces, l'asservissement aux conventions, au pouvoir institutionnel, des virus presque indétectables et pas moins dévastateurs que le coronavirus. Le théâtre par nature s'appuie sur des moyens dérisoires, mais le pouvoir de l'imaginaire se réactualise à la lumière des événements. L'adversaire change, mais la détermination reste la même. J'irai jusqu'à dire que la pandémie a rendu les choses plus claires. Soudain, on a compris qu'aujourd'hui les invisibles du théâtre sont les artistes.

Qu'avez-vous inventé durant la pandémie ?

Il fallait continuer, inventer des dispositifs qui passent entre les mailles du filet des règles sanitaires. J'avais prévu la réalisation d'une web-série pour des étudiant·es du Master Création de Montpellier en 2020. Quand la pandémie est arrivée, nous avons juste intégré cette contrainte. En utilisant les moyens du bord, et malgré les circonstances, en faisant certains épisodes en direct en visioconférence. C'était un projet de cinéma au départ. Mais qu'on nous ait empêchés d'être sur un plateau nous a conduits à utiliser cet outil pour faire du théâtre malgré tout.

Comment aider les comédiens ?

Les jeunes artistes ont vécu un calvaire, en termes d'expérience et d'insertion alors que les grosses structures ont été très soutenues. Cela montre à quel point il est urgent de créer et de soutenir des espaces alternatifs, non seulement parce que c'est là que surgissent les formes les plus disruptives, mais parce qu'ils sont vitaux à l'écosystème de la création. En Suisse, ces espaces de création indépendants manquent, alors qu'ils constituent le catalyseur indispensable d'un environnement artistique vivant. Quand la création n'est plus essentielle, c'est le pouvoir et l'argent qui s'imposent au théâtre. On peut l'observer dès maintenant : les choses reprennent sans avoir appris beaucoup de cette période. *Business, as usual.*





« Le capitalisme engendre des besoins artificiels toujours nouveaux », explique le sociologue Razmig Keucheyan dans son ouvrage *Les besoins artificiels. Comment sortir du consumérisme*. Selon lui, ces besoins artificiels aliènent la personne et détruisent l'environnement. Il faut donc lutter contre le consumérisme en définissant collectivement nos besoins authentiques. Avec la destruction de l'environnement et le réchauffement climatique, on peut effectivement se désespérer face à la prolifération des derniers smartphones, des 4x4 ou des collections individuelles de baskets de marque, pour ne prendre que quelques exemples parmi les plus voyants. Ces objets, pour superflus qu'ils paraissent à certains, constituent de puissants marqueurs d'appartenance sociale. Et cette dernière n'a rien d'artificiel pour un être humain.

Dans une interview parue dans *Libération*, Razmig Keucheyan définit le besoin artificiel comme « un besoin qui n'est pas vital ». Mais il admet rapidement qu'il existe des besoins essentiels qui ne sont pas pour autant vitaux en mentionnant l'exemple du voyage : « Quelqu'un qui n'aurait jamais voyagé à notre époque serait privé d'une dimension essentielle de la vie moderne. » On le voit bien, la définition collective des besoins essentiels est ambiguë, surtout lorsqu'il s'agit de définir ceux des autres.

P O S T F A C E

Le besoin de vêtements de marque

Geneviève Ruiz, responsable éditoriale d'*Hémisphères*

Dans son essai *Où va l'argent des pauvres*, Denis Colombi, sociologue, observe de son côté à quel point la vindicte sociale est forte envers les personnes pauvres ou assistées qui s'achètent des habits de marque. Car il existe dans notre société une représentation dominante qui voudrait qu'ils consacrent le peu d'argent à disposition pour des biens essentiels à leur survie. Or de nombreux pauvres ne le font pas et s'achètent téléphones sophistiqués, TV dernier cri ou vêtements à la mode. Ils tentent par ce biais de conjurer le stigmate violent de la pauvreté. Pour eux, la consommation constitue un lien vital avec le monde et leur statut social un bien de première nécessité.

On peut critiquer cela ou accuser la publicité, mais c'est un fait. N'est-il pas présomptueux d'affirmer que certaines personnes n'ont pas le droit d'aspirer à un statut social ou que leur désir d'appartenance est artificiel ? Avant de se concentrer sur la définition des besoins d'autrui, il faudrait peut-être réfléchir à nos liens collectifs. Et se demander s'ils ne pourraient pas être matérialisés sous une autre forme qu'une montre de luxe ou un 4x4. C'est compliqué, j'en conviens. ◀

DESIGN ET ARTS VISUELS

74 | Du sublime au vulgaire,
la fable de la denim mania

SANTÉ

77 | Le paradoxe infirmier face
à la sexualité en oncologie

INGÉNIERIE - TRAVAIL SOCIAL

80 | La technologie à l'écoute
des handicaps

FOCUS SUR SIX RECHERCHES HES-SO

MUSIQUE - SANTÉ - INGÉNIERIE

83 | Le pouvoir de la musique
en psychiatrie

TRAVAIL SOCIAL

86 | Malgré les réglementations,
le travail du sexe reste risqué

ÉCONOMIE ET SERVICES

89 | Chauffeurs de poids lourds :
la fin d'un mythe ?

Texte Marco Danesi

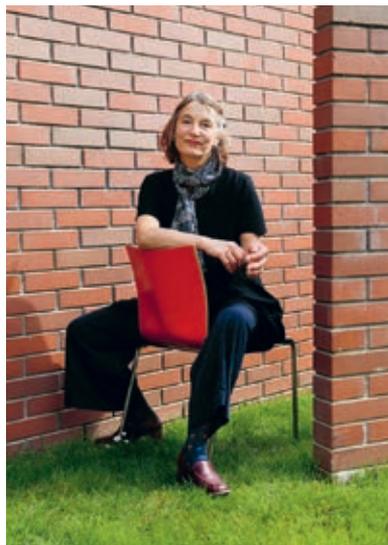
Du sublime au vulgaire, la fable de la denim mania

Une collection de pas moins de 500 objets recouverts du tissu de sergé en coton s'est transformée en terrain d'études et de réflexions. Ce fonds ouvre d'innombrables perspectives sur la société de consommation, sur l'évolution de l'art et du design et jusqu'aux récits qui fondent notre monde.

Le bureau de Katharina Hohmann ressemble à une caverne d'Ali Baba. Il est rempli d'objets en jeans. Des briquets, des sacs, des appareils photo, des cahiers, des assiettes, des tubes de crème, des fauteuils... Depuis vingt ans, cette artiste et enseignante à la Haute école d'art et de design Genève (HEAD – Genève) – HES-SO récolte des échantillons recouverts de denim en compagnie de Katharina Tietze, professeure à la Zürcher Hochschule der Künste – ZHdK. Ce tissu – originaire de la ville de Nîmes – a été utilisé notamment pour confectionner les jeans dès 1873.

Aujourd'hui, ce fonds alimente un projet de recherche. Il sert de terrain d'études et de création pour des sociologues, des designers, des artistes, des cinéastes, des écrivaines et des écrivains ou des étudiant-es. «L'ensemble d'objets hétéroclites, raconte Katharina Hohmann, représente un champ d'interrogations fabuleux qui agit à la manière d'un révélateur de notre monde où se croisent le sublime et le vulgaire.»

Un symposium et une exposition tenus en mars 2022 à Genève dans les locaux de la



THIERRY PAREL

Pour l'artiste Katharina Hohmann, le jeans représente un vecteur de métaphores, un puits à imaginaire. Il renvoie à la mythologie du rêve américain empreint de liberté et d'indépendance.

HEAD – présentant au public pour la première fois la totalité de la collection – ont constitué le point d'orgue des opérations. Une palette d'invitées et invités de tous bords a malaxé ce bric-à-brac indigo pour en examiner les secrets de fabrication, les ressorts anthropologiques, les valeurs symboliques et ses liens troubles avec l'art.

Un laboratoire de culture du quotidien

C'est en 2001 que les deux Katharina commencent à rassembler ces « choses en jeans ». Le constat de la prolifération de ce tissu, qui se répand sans un dessein précis, sans une tête pensante, les intrigue. Sans hésiter, elles s'en saisissent, les classent et les archivent. Une année plus tard, cet intérêt pour les productions à la fois anonymes et populaires se matérialise : Katharina Hohmann fonde le K&K, Centre pour l'art et la mode, un espace d'art et de culture du quotidien lié à la mode dans un ancien kiosque à Weimar en Allemagne. Le lieu de 6 m² devient un laboratoire de culture du quotidien dans lequel la collection s'enrichit au fil du temps, également grâce aux trouvailles de connaissances qui ont eu vent du projet. Elle compte désormais plus de 500 objets. «Le jeans, suggère Katharina



C'est en 2001 que Katharina Hohmann a pris conscience de l'étrange phénomène de la multiplication des objets en jeans et qu'elle a commencé à les collectionner.

Chaussures en denim brodé, taille 44.

Hohmann, représente un vecteur de métaphores, un puits à imaginaire. Il renvoie surtout à la mythologie du Far West, du rêve américain empreint de liberté et d'indépendance.»

Justement, si le jean colle tellement à la peau de la ruée vers la côte pacifique, c'est que le pantalon mondialement célèbre a été inventé entre la Californie et le Nevada. À San Francisco, Levi Strauss, marchand de tissus allemand émigré aux États-Unis en 1847, fait commerce des toiles en denim. Jacob Davis, transfuge letton établi à Reno dans le Nevada, lui en achète pour les transformer en pantalons de travail destinés aux bûcherons et aux mineurs. Il a par ailleurs la bonne idée de les renforcer avec des rivets là où l'usure intervient le plus fréquemment. Levi Strauss, qui dispose de l'argent

nécessaire, finance leur production industrielle : le blue-jean est né. Le brevet est déposé le 20 mai 1873. Le vêtement connaît un certain succès. Les fabricants se multiplient. D'un siècle à l'autre, le port du jean se répand dans toutes les régions du globe et dans toutes les couches sociales. La haute couture s'en empare également pour en faire des pièces de luxe vendues au prix fort. Et puis, un jour, on commence à recouvrir de denim des objets ordinaires, du quotidien, totalement étrangers à l'univers du tissu indigo et écri. On les rhabille, on leur fabrique une nouvelle peau en coton.

Un parlement des objets

L'équipe de recherche qui étudie ces objets aujourd'hui – composée de Camille Farrah Buhler, Aude Fellay, Lorelei Regamey et



Valise en papier avec imprimé patchwork de jeans, fin 1970.

Appareil photo jetable, pellicule de 24 images, plastique bleu, papier imprimé, 1990.

Casque de moto recouvert de denim bleu foncé, surpiqûres blanches, deux petites poches plaquées. Ne convient pas comme protection de la tête en cas de pluie, car devient trop lourd.



Chaim Vischel – veut « leur donner une voix » et mentionne, comme exemple, le Parlement des choses du sociologue Bruno Latour. Il s'agit d'un hémicycle où siègeraient les représentantes et les représentants des océans, des forêts, des animaux et des objets inanimés. En un mot, les délégués des non-humains. Ils joueraient le rôle de porte-voix. Ils les rendraient visibles et éloquents par procuration.

L'idée consiste donc à proposer à des expert-es de se confronter à des spécimens de la collection. Il s'agit de porter un regard sur ces bizarreries susceptibles de leur faire « acquérir une identité, une personnalité, de les confronter aux champs de lectures théoriques, sociaux, politiques et de la culture populaire », précise Katharina Hohmann. Et comme il s'agit de nommer une famille

d'objets jusque-là clandestins, dépourvus de noms, voilà le néologisme : *Jeansdinge*, mot-valise qui conjugue le tissu aux choses, renvoyant d'un côté au gadget, au bibelot, au « truc » un peu inutile, un peu passe-partout, mais aussi au *Althing*, l'appellation du Parlement islandais, probablement le plus ancien du monde, institué en 930.

Entre art et science

Bien entendu, Katharina Hohmann est aussi, et probablement avant tout, artiste et curatrice d'exposition. « La collection a démarré sur une perception esthétique, pas exclusivement philosophique et scientifique », précise-t-elle. Elle est ainsi à la fois objet de connaissance et mobile pour la création. On peut alors appréhender ce bric-à-brac en menant l'enquête avec les méthodes et les instruments de la science. Mais on peut aussi la mettre à l'épreuve de mots, de gestes, de mouvements, d'actions pour en manufacturer de nouveaux récits, des narrations inédites et inattendues dont les objets en jeans demeurent à la fois les vecteurs et les destinataires.

À titre d'exemple, Katharina Hohmann prend à parti le bleu si caractéristique du denim et du jeans. On peut en faire l'exégèse, en étudier la sociologie, en répertorier les expressions symboliques : « Ce bleu du pantalon des cow-boys qui reflète le ciel et se détache du jaune du désert des paysages arides de centaines de westerns. » Mais le bleu denim peut à son tour devenir la matière, l'occasion d'une œuvre artistique. « Le denim, observe Katharina Hohmann, représente un catalyseur, un incubateur à histoires. Sa porosité, au propre comme au figuré, peut tout absorber et tout expulser. » Comment s'étonner alors que l'exposition accompagnant le symposium *Jeansdinge*, à la manière d'un contrepoint, décline une série d'assemblages d'objets de la collection façonnés par l'équipe de recherche. Ces

pièces montées constituent autant de remises en jeu – comme lorsqu'on réintroduit le ballon de football sorti du terrain – des significations et des projections dont la collection est à la fois la dépositaire et le fantôme. ▶

Texte Geneviève Ruiz

Le paradoxe infirmier face à la sexualité en oncologie

La plupart des traitements contre le cancer entraînent des effets importants sur la sexualité des patients. Les soignants sont nombreux à considérer qu'apporter un soutien dans ce domaine relève de leur rôle. Mais, dans la pratique, ils n'y parviennent pas souvent.

Les infirmier-ères en oncologie n'abordent que peu le sujet de la santé sexuelle avec leurs patient-es. C'est ce que montre une récente étude basée sur des entretiens approfondis avec 29 soignant-es des services oncologiques de deux hôpitaux romands. La maladie, tout comme les effets secondaires des traitements

contre le cancer, a pourtant des conséquences directes sur la sexualité des patient-es au niveau physique : sécheresse vaginale, dysfonction érectile, perte de libido ou douleurs, sans parler des conséquences potentielles sur la fertilité, tant masculine que féminine. Les effets psychiques sont également importants et sont liés à des modifications de l'apparence comme l'alopécie ou une baisse de l'estime de soi.



FRANÇOIS WAÏRE | LUNDI 3

Le sociologue Kevin Toffel explique que le manque de connaissances des soignants en matière de sexualité laisse le champ libre aux représentations sociales dominantes, ainsi qu'aux rapports de force, notamment genrés, qu'elles véhiculent.

« Les infirmier-ères que nous avons interrogés considéraient qu'aborder la sexualité faisait partie de leur rôle et de leur approche globale prenant en compte les facteurs biologiques, psychologiques et sociaux de la santé, explique Kevin Toffel, sociologue, adjoint scientifique à la Haute École de Santé Vaud (HESAV) – HES-SO et coauteur de

l'étude *SexoOnco : Les infirmières face à l'abord de la sexualité en oncologie* avec Marion Braizaz et Angélick Schweizer. Mais ils nous ont confié rarement parler de sexualité avec leurs patient-es. Cette situation paradoxale peut être expliquée de plusieurs manières. Elle révèle à la fois les tensions qui touchent la profession infirmière et les représentations dominantes liées à la sexualité dans le monde social. »

La sexualité absente des cursus de formation

Tout d'abord, les soignant-es ne se sentent pas suffisamment formés pour aborder la thématique. « On a l'impression qu'on n'a pas assez de ressources pour en parler, souligne une infirmière. Parce qu'on ne peut pas répondre à toutes ces questions. C'est hyper-spécifique et on n'aborde pas vraiment ça à l'école. On ne nous donne pas de clés pour

aborder la sexualité.» Il est vrai que l'abord de la sexualité est une thématique largement absente des cursus de formation infirmiers, hormis des modules à options proposés depuis quelques années.

Le résultat est que, dans les rares cas où un patient-e posera frontalement une question, l'infirmier-ère aura

tendance à y répondre selon ses valeurs ou son parcours personnel. «C'est problématique car une thématique aussi transversale nécessiterait des réponses structurées basées sur la littérature scientifique, observe Kevin Toffel. Notre étude a montré que ce manque de connaissances laissait le champ libre aux représentations sociales dominantes sur la sexualité, ainsi qu'aux rapports de force, notamment genrés, qu'elles véhiculent. Les soignant-es ne parlent pas de sexualité de la même manière avec un homme qu'avec une femme, ni avec une personne en âge de procréer qu'avec une autre du quatrième âge.»

Les différents témoignages des soignant-es montrent qu'ils conçoivent la sexualité féminine avant tout en termes d'affectivité, de conjugalité et de séduction, pendant que la sexualité masculine relève du désir et de ses manifestations physiques. Ils n'abordent la plupart du temps pas la sexualité avec des femmes âgées de plus de 50 ans, alors qu'ils le font avec les hommes jusqu'à un âge bien plus avancé. De manière générale, la sexualité est davantage abordée chez les patient-es en âge de procréer. Mais là encore, on se focalisera sur la conservation des gamètes chez les femmes en ayant tendance à mettre de côté le plaisir ou le bien-être.

«La vision de la sexualité qui domine est hétéronormée et centrée autour de la pénétration phallique, souligne Kevin Toffel. On abordera plus facilement les dysfonctionnements érectiles d'un homme de

70 ans que la baisse de la libido d'une femme de 50 ans. On passe souvent à côté de toutes les autres expressions de la sexualité, comme la tendresse ou la masturbation. De manière générale, c'est l'approche biomédicale qui prime. Pourtant, le rôle des infirmier-ères est précisément de s'occuper aussi des aspects sociaux et psychologiques liés à la qualité de vie des patient-es. N'oublions pas que pour l'OMS la santé sexuelle représente un droit et qu'elle est fondamentale pour la santé et le bien-être général des personnes, des couples et des familles.»

Contre-la-montre permanent et déqualification du relationnel

Le chercheur appelle donc à renforcer la formation des infirmier-ères dans le domaine de la sexualité, afin de leur donner des outils, mais aussi de leur permettre de déconstruire les représentations sociales de la sexualité. Nécessaire, cette étape ne serait pourtant pas suffisante pour faire évoluer les choses. L'étude menée par Kevin Toffel et ses collègues a en effet montré que le nœud du problème résidait également dans le temps à disposition. Les soignant-es évoquent un volume de patient-es qui a fortement augmenté et un contre-la-montre permanent pour effectuer des soins techniques chronométrés. Dans un tel contexte, parler de sexualité fait figure d'impensable pour certains professionnel·les. «J'ai l'impression que je n'ai pas grand-chose à dire à ce sujet parce que je n'ai pas le temps de grand-chose, confie une infirmière. Avec mes patient-es, j'ai l'impression qu'à part les soins que je dois leur faire, je n'ai le temps de rien faire d'autre. C'est frustrant.» Comment discuter de sujets intimes lorsqu'on est constamment interrompu et qu'on n'a même pas le temps de faire connaissance ?

L'organisation des soins est aussi mentionnée comme un obstacle, avec des sorties d'hôpital précipitées et des parcours thérapeutiques si parcellisés qu'un infirmier-ère ne s'occupe pratiquement jamais des mêmes patient-es plusieurs jours de suite. Quant à la promiscuité dans les chambres, elle ne permet évidemment pas les discussions sur des sujets intimes.

GUILLAUME PERRET | LUNDI 13

Le photographe neuchâtelois Guillaume Perret a reçu le Swiss Press Photo en 2018 pour son travail *Daniela, la traversée du cancer*. Il a capté l'intimité de cette femme de 67 ans atteinte d'un cancer du sein. Celle-ci a décidé de montrer son corps pour faire passer le message que le cancer peut être vaincu.



« Tous ces obstacles à l'abord de la sexualité avec les patient-es relèvent en particulier des politiques de *New public management* qui ont entraîné une "rationalisation" des soins, désormais minutés et où la part de relationnel est reléguée au second plan, considère Kevin Toffel. Là aussi, on peut faire le lien avec les idéologies dominantes de notre société, qui survalorisent l'efficacité de soins techniques, quantifiables et donc tarifables. Cela se fait aux dépens d'approches relationnelles, pour ne pas dire humanistes, forcément moins maîtrisées d'un point de vue budgétaire. »

Pour le sociologue, cette situation pose problème à la profession infirmière et à son approche globale où les gestes de soins techniques sont indissociables du relationnel. « L'exemple de l'abord de la sexualité en

oncologie révèle les tensions plus générales qui traversent la profession infirmière et plus largement le champ sanitaire. Elles sont liées au manque de reconnaissance économique du travail du *care*. » Avec des conséquences bien plus qu'anodines : alors que beaucoup de problèmes de santé sexuelle des patient-es en oncologie pourraient être améliorés par les informations et les conseils des soignant-es, la majorité des patient-es ne reçoivent pas ce soutien. À long terme, cela peut péjorer leur qualité de vie, ainsi que celle de leur entourage. Quant aux patient-es dont les problèmes deviendraient aigus en raison de cette non-prise en charge, ils se verront prescrire des anxiolytiques ou une consultation psychologique par un médecin. Des mesures plus coûteuses qu'un court entretien avec un soignant-e bien formé. ▀

Texte Clément Etter

La technologie à l'écoute des handicaps

Un programme soutient des projets d'innovations technologiques pour permettre aux personnes en situation de handicap de gagner en autonomie. Dans cette optique, ces dernières participent à l'entier du processus.

Afin que les personnes en situation de handicap puissent intégrer pleinement la société et y contribuer, elles ont besoin de gagner en autonomie sur le plan public, personnel et professionnel. Dans cette optique, le *Living Lab Handicap*, un réseau d'innovation autour des technologies d'assistance fondé par la HES-SO Valais-Wallis et la Fondation pour la recherche en faveur des personnes handicapées, ainsi que la Haute École Arc, ont bénéficié du programme de financement Innosuisse *NTN Innovation Booster* d'environ 2 millions de francs sur quatre ans. Celui-ci, appelé *Technology and Special Needs*, est destiné à soutenir des projets d'innovation de produits et services en lien avec les handicaps.

Une innovation participative et inclusive

« Un point important du programme est d'inclure les personnes concernées par un handicap avant même le début d'un projet et tout au long du processus, afin que l'innovation se concrétise avec et pour elles, déclare Benjamin Nanchen, responsable du *Living Lab Handicap*. C'est pourquoi nous organisons des ateliers de discussion avec différentes institu-

L'objectif du projet *Ifestus* consiste à fournir une ceinture et un corset à la mode qui soutiennent le bras d'une personne souffrant d'un handicap à ce membre. Outre le soutien qu'il offre, cet objet aide aussi à placer le bras près de la taille pour pouvoir utiliser les deux mains dans des gestes de la vie quotidienne.

Willift est un accouoir motorisé qui s'intègre facilement et de manière non stigmatisante dans les différents environnements d'une personne en situation de handicap. Fixée sur un fauteuil roulant ou un lit, cette solution technique permet de gagner en indépendance pour boire, manger ou fumer, par exemple, car elle permet d'atteindre le visage avec la main.

IFESTUS / KENNY POLYZOIS



WILIFT / CLÉMENT LHÖSTE





SILVIAN ROTH

Le projet *Touch-control Cooktops* a utilisé la méthode du design thinking pour concevoir des solutions permettant de rendre les tables de cuisson à commande tactile accessibles aux utilisateurs malvoyants.



MAXIME SCHERTENLEIB



Un livre interactif pour promouvoir la santé

Le projet intitulé *Ma santé: je m'informe et je choisis* a été proposé afin de concevoir un prototype de livre interactif favorisant l'accès à la promotion de la santé et la prévention aux personnes vivant en institution. Il fait suite à une première recherche exploratoire mettant en avant ce manque d'informations auprès des personnes concernées. Deux personnes avec handicap ont participé et aidé à sa réalisation. À la fin du projet, une double page de brochure a été créée sur la thématique du mouvement, avec des illustrations et du texte, ainsi qu'un stylo interactif contenant des messages oraux. « En pointant sur l'illustration, la personne obtient des questions sur son comportement ou ses connaissances, des explications sonores de spécialistes et des anecdotes racontées par des personnes concernées, explique Linda Charvoz, professeure associée à la Haute école de travail social et de la santé Lausanne - HETSL - HES-SO et responsable du projet. L'objectif est de rendre les informations accessibles à un maximum de personnes et ainsi de favoriser leur autonomie et leur autodétermination. » Le prototype de stylo ergonomique a été conçu pour être adapté à l'utilisation par les personnes concernées. « Pour la suite, nous aimerions réaliser une brochure entière, puis sur différentes thématiques de santé. »

Le responsable du Living Lab Handicap Benjamin Nanchen précise qu'un point important du programme *Technology and Special Needs*, consiste à inclure les personnes concernées par un handicap avant même le début d'un projet et tout au long du processus.

tions et associations afin d'identifier les problèmes des personnes concernées. Par la suite, toutes les personnes intéressées (chercheur-es, personnes avec handicap, etc.) sont réunies dans le but de trouver des solutions et de créer des équipes interdisciplinaires et diversifiées. Une journée de formation est aussi organisée autour des méthodes de conception participative. « Au cours d'un appel à projets lancé deux fois par an, toute équipe peut ensuite soumettre son idée pour réaliser une étude de faisabilité, une recherche exploratoire ou un prototype, poursuit Benjamin Nanchen. Les propositions sont analysées par une commission composée d'expert-es scientifiques ainsi que de personnes en situation de handicap. » Les projets retenus bénéficient d'un montant de 5'000 ou 10'000 CHF selon leur type. Lorsqu'ils se terminent, les équipes qui le souhaitent peuvent à nouveau postuler pour développer leur travail.

« Pour 2022, nous avons des thématiques prioritaires, en accord avec le Bureau fédéral de l'égalité pour les personnes handicapées : l'égalité au travail, l'autonomie et l'accessibilité numérique, détaille Benjamin Nanchen. Mais les projets sont aussi ouverts à d'autres thèmes. » Le mot « technologie » est à interpréter au sens large. Les innovations peuvent être des services ou des produits digitaux, mécaniques ou encore matérielles, comme la création d'accessoires : « Une équipe pilotée par un étudiant de la Haute école d'art et de design Genève (HEAD) – HES-SO a conçu une ceinture et un bracelet en cuir permettant de soutenir et mobiliser un bras chez une

personne ayant un handicap à ce membre. C'est un objet *low-tech* en soi mais qui est fonctionnel, pratique et élégant. » Une appli qui génère des idées de tourisme compatible avec des handicaps, des boutons de cuisinière faciles à utiliser pour les personnes malvoyantes ou encore du sous-titrage en direct, les projets foisonnent de créativité. Les deux encadrés ci-contre permettent d'en découvrir deux. ►



BERTRAND REY

Prévoir l'environnement sonore des lieux de loisirs

De nombreuses personnes présentant un profil sensoriel ou cognitif particulier, notamment en cas de troubles du spectre de l'autisme, se trouvent dans une situation inconfortable lorsqu'elles souhaitent réaliser des activités de loisirs. Le projet *Des plans pour ce soir* a eu pour objectif de créer une application qui décrit l'environnement sonore des lieux de loisirs. « Au cours d'une recherche exploratoire, nous avons constaté que pour organiser leurs loisirs et se rendre sur les lieux, les personnes concernées avaient besoin d'informations sensorielles sur l'environnement, telles que le niveau sonore ou l'intensité lumineuse, explique Aline Veyre, professeure associée à la Haute école de travail social et de la santé Lausanne - HETSL – HES-SO et responsable du projet. Ne pas avoir ces informations au préalable freine les personnes dans leur participation aux loisirs. » Pour répondre à ce problème, une équipe formée notamment d'une personne avec autisme a d'abord récolté des sons sur le terrain. « Les personnes concernées nous ont aidés à identifier les sons dérangeants et permis d'ajouter des sons qui pourraient arriver par surprise, comme des travaux dans un parc public. » Par la suite, l'équipe a créé un prototype d'application qui offre une « bande-annonce » de sons afin de se familiariser et se projeter dans certains lieux, comme une gare, un musée ou un restaurant. Les personnes peuvent ainsi construire un trajet sonore et rendre l'environnement prévisible. « Dans le futur, l'idée est de développer l'application et d'ajouter d'autres types d'informations sensorielles. »

Texte Muriel Sudano

Le pouvoir de la musique en psychiatrie

Développé par une équipe de recherche pluridisciplinaire, composée de soignants, de musiciens, de sociologues et d'ingénieurs, un dispositif d'écoute musicale améliore le vécu des patients en soins intensifs de psychiatrie.

En psychiatrie, les chambres de soins intensifs (CSI) sont des espaces fermés et aménagés avec du mobilier sécurisé. On y place des patient-es en état de décompensation psychique et de dangerosité pour soi-même ou pour les autres. Impliquant une restriction de liberté, le recours temporaire à ce type de structure est non seulement sujet à controverse, mais aussi souvent mal vécu par les patient-es. En outre, il a été constaté que la contention rendait difficile toute relation de dialogue et de confiance. Dans ce contexte, des équipes soignantes ont souhaité imaginer des solutions pour contribuer à un mieux-être. Ainsi, au Centre de psychiatrie du Nord vaudois, on a imaginé déposer une radio derrière la porte de la chambre. L'idée est bonne et appréciée, mais comporte une faille: le patient-e n'a aucun contrôle sur l'écoute et dépend du bon vouloir du personnel. Pour réfléchir à cette problématique, une équipe de recherche pluridisciplinaire se constitue en 2012 autour de Gilles Bangerter, infirmier en psychiatrie et maître d'enseignement à la Haute École de

Santé Vaud (HESAV) – HES-SO, et de sa collègue de l'époque, Alexia Stantzios. Quatre ans plus tard, avec l'aide de Cédric Bornand, ingénieur à la Haute École d'Ingénierie et de Gestion du Canton de Vaud - HEIG-VD et d'Angelika Güsewell, musicienne et psychologue à l'HEMU - Haute École de Musique, d'Émilie Bovet, socio-anthropologue à HESAV et de Matthieu Thomas, sociologue à l'Université de Lausanne, un dispositif d'écoute musicale, spécialement conçu pour s'intégrer dans le mur des CSI et permettre au patient-e d'en avoir le contrôle, voit le jour. Une recherche-action menée entre 2018 et 2020 s'est ensuite concentrée sur l'accueil réservé à ce dispositif par les patient-es en CSI, sur son effet sur les patient-es en crise et sur l'éventuel impact du dispositif sur la communication entre patient-es et soignant-es.

La musique pour faire taire des pensées envahissantes

« Nous avons tous fait l'expérience d'écouter de la musique pour réguler notre vie affective, pour souligner ou prendre le contre-pied d'une émotion, relève Angelika Güsewell. Pour notre *playlist*, nous avons donc choisi des morceaux instrumentaux répondant à quatre catégories émotionnelles : le calme, la joie, la tension et la nostalgie. » Des musiques aux styles variés et pas forcément connues, ce qui pour Gilles Bangerter a son importance car « si le patient-e écoutait sa propre *playlist*, il pourrait s'enfermer dans son propre monde, ce qui restreindrait les opportunités de dialogue ». Malgré un choix audacieux, les chercheur-es ont constaté que le dispositif musical était apprécié par la majorité d'entre eux. Durées et moments d'écoute, catégories musicales privilégiées et même le volume sonore, tout a soigneusement été enregistré et analysé par l'équipe de recherche. À ces données quantitatives, se sont ajoutés des éléments qualitatifs recueillis lors d'entretiens individuels menés après le passage en CSI.



« Les résultats, extrêmement variés d'une personne à l'autre, sont très positifs, relève Angelika Güsewell. Les patient-es ont utilisé le dispositif selon leurs besoins et leur ressenti, pour passer le temps, se défouler ou faire de l'exercice, mais aussi pour se calmer, se détendre, combler le vide ou faire taire des pensées envahissantes. » Les chercheur-es ont en particulier observé une amélioration sur le plan de l'autonomie : « Les patient-es ont le sentiment d'avoir le contrôle sur quelque chose, ce qui les aide à ne pas perdre pied, souligne Gilles Bangerter. Ils ont souvent fait une lecture très fine de leur écoute et de leur expérience, alors que sur d'autres aspects de leur vécu en CSI, les propos étaient confus. »

Des échanges mitigés

Les chercheur-es espéraient que la musique dans les CSI devienne davantage qu'une distraction et qu'elle facilite les échanges. Mais l'objectif n'a pas été atteint. La raison ? La réticence des patient-es, parfois en crise de paranoïa, à se confier ou à partager une expérience qu'ils ou elles désirent garder pour eux. « Les soins infirmiers représentent un métier de chevet, commente Gilles Bangerter. Il faut être créatif car la rencontre favorise la prise en charge. J'aime dire aux étudiant-es qu'ils sont des ingénieur-es de la santé, qu'ils se doivent d'être ingénieux pour entrer en relation avec les patient-es. En psychiatrie, il est difficile d'entrer en relation avec les patient-es, de poser des questions

Le dispositif d'écoute musicale a été spécialement conçu pour s'intégrer dans le mur des chambres de soins intensifs de psychiatrie. Il permet au patient de choisir des morceaux dans une playlist.



Les patients ont utilisé le dispositif pour passer le temps, se défouler, se calmer, combler le vide ou faire taire des pensées envahissantes. Il les a parfois aidés à ne pas perdre pied.

directes. Nous avons postulé que la musique pouvait servir de support au dialogue, mais cela n'a fonctionné qu'avec les soignant-es les plus expérimentés.»

Malgré ces limites, la plus-value du dispositif d'écoute musicale a été reconnue. Plusieurs unités de psychiatrie, en Suisse et en France, s'en équipent petit à petit.

Pour les chercheur-es, il est important que les équipes soignantes soient formées à l'utilisation de ce nouvel outil et se l'approprient complètement : des tutoriels et des rencontres pour échanger conseils et bonnes pratiques

sont donc en cours de mise en place. Et l'histoire ne s'arrête pas là. En janvier 2022, le groupe de recherche a présenté un ouvrage collectif qui rend compte de réflexions et de pratiques innovantes sur l'utilisation de la musique en psychiatrie. Dans la perspective d'un soutien par Innosuisse, l'équipe travaille également à la création d'un jeu permettant aux adolescent-es et jeunes adultes confrontés à un premier épisode de maladie mentale d'entrer en contact via la musique. Enfin, Gilles Bangerter espère que le dispositif d'écoute musicale développé pour les CSI puisse trouver sa place dans d'autres institutions de soins, notamment dans les EMS. ►

Texte Stéphanie Gardier

Malgré les réglementations, le travail du sexe reste risqué

Les travailleurs du sexe suisses demeurent vulnérables face à l'exploitation abusive et aux agressions. Des études suggèrent de leur proposer des infrastructures de travail plus sûres.



THIERRY PAREL

La chercheuse Milena Chimienti pointe que si l'activité des travailleurs du sexe est moins criminalisée en Suisse qu'ailleurs, on constate clairement ici une inégalité de traitement et un manque de proportionnalité de la peine promues par le cadre légal.

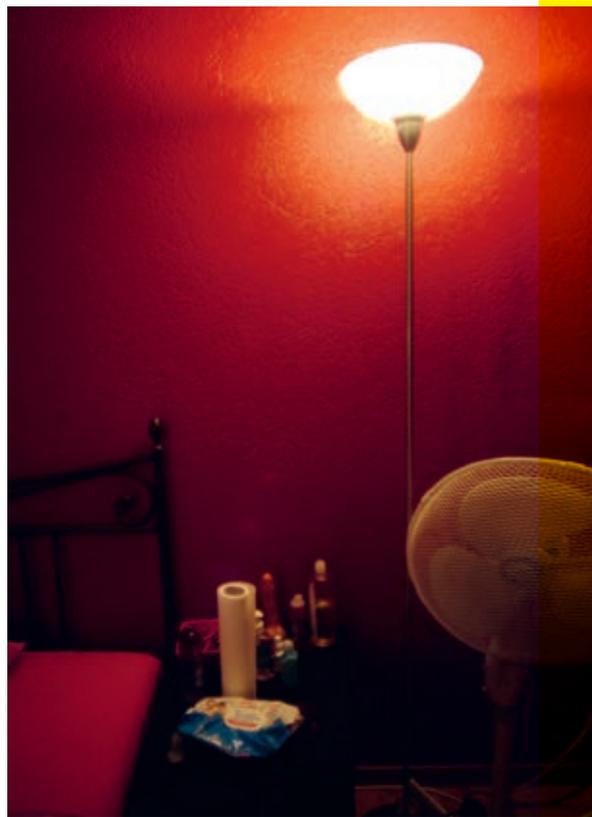
Le photographe Philippe Curchod a réalisé l'ouvrage *Putain de portraits* en 2015 avec l'ancien maire de Genève Patrice Mugny et l'association de défense des prostituées Aspasie. Ses portraits, toujours anonymes à la demande des personnes photographiées, ont pour vocation de raconter des bribes de vies.



Autorisé et réglementé, le travail du sexe peut paraître bien plus sûr en Suisse que dans d'autres pays. La situation est cependant loin d'être idéale et une majorité de travailleuses et travailleurs du sexe (TdS) demeurent dans des situations de vulnérabilité qui augmentent grandement les risques liés à leur activité. Des recherches menées en Suisse romande ont permis de mieux identifier leurs besoins spécifiques. Des propositions d'intervention ont été faites pour y répondre, notamment avec la création d'un lieu d'expérimentation dont le projet de faisabilité est actuellement à l'étude dans le canton de Vaud.

L'espace d'accueil du salon de massages érotiques, d'escortes et hôtessees Venusia, l'un des plus grands de Genève.

« La recherche-action que nous avons menée avec l'association Fleur de Pavé (qui offre un accompagnement aux personnes qui exercent la prostitution en ville de Lausanne et dans le canton de Vaud, ndlr) avait pour but de valider par une méthode scientifique des hypothèses formulées suite à des observations faites sur le terrain », explique Jenny



Ros, collaboratrice scientifique à la Haute école de travail social et de la santé Lausanne – HETSL - HES-SO. Dans ce cadre, des entretiens menés avec des TdS qui fréquentent Fleur de Pavé ont permis de mieux cerner les contraintes et les risques auxquels restent confrontées ces personnes. « Il est important de souligner que les personnes qui ont recours aux services de cette association sont les plus précaires, précise la chercheuse. On ne peut donc pas généraliser ces données à tous les TdS qui constituent une population très hétérogène. »

Des risques d'agressions

Les données recueillies lors des entretiens confirment l'importance des problèmes d'insécurité, avec des risques d'agressions physiques et verbales toujours très importants. Mais alors que ces risques sont connus pour être plus élevés dans la prostitution de rue, beaucoup de TdS soulignent l'importance de pouvoir continuer à y travailler. « Cela peut paraître paradoxal, mais la rue représente

un espace qui leur permet de garder une certaine liberté dans leur pratique », commente Jenny Ros. De même, la réglementation vaudoise qui n'autorise le travail du sexe dans la rue que de 22h à 5h pourrait constituer un problème. Mais beaucoup de TdS ont exprimé préférer le travail de nuit, malgré encore une fois des risques augmentés durant cette période. Ils avancent une moindre exposition et une meilleure protection de leur anonymat. « Ce paradoxe revient souvent quand on parle de travail du sexe : rendre plus visibles les TdS et leur activité est important économiquement pour attirer leur clientèle et améliorer leur reconnaissance dans l'espace public, relève Milena Chimienti, professeure au Centre de recherches sociales de la Haute école de travail social de Genève (HETS) – HES-SO, qui entame le projet *Politiques, espaces et prostitutions en Suisse. Les enjeux de l'(in)visibilité*. Mais leur visibilité comprend aussi des risques dans un contexte où la stigmatisation de cette activité demeure très importante. »

Une soirée le long du boulevard Helvétique, zone où la prostitution est autorisée à Genève.

L'appartement d'une travailleuse du sexe, qui lui sert aussi de lieu de travail.

Légale, la prostitution n'en reste pas moins stigmatisée. « Cette activité est plus ou moins criminalisée selon les pays, pointe Milena Chimienti. Si elle l'est moins en Suisse qu'en France, on constate, ici aussi, une accumulation des limitations et des contrôles à l'égard du travail du sexe. Il existe clairement une inégalité de traitement et un manque de proportionnalité de la peine promues par le cadre légal suisse à l'égard des TdS et de leur activité. » On observe aussi dans plusieurs villes des transformations profondes dans l'aménagement du territoire qui ont pour effet de limiter la prostitution. À Lausanne, le projet de régénération urbaine « Sévelin Demain » a conduit à restreindre la zone autorisée de prostitution de rue. Mais à Lausanne, comme à Genève, il y a aussi un devoir d'annoncer l'activité prostitutionnelle à la police cantonale. « Les propriétaires de "salons de prostitution" doivent depuis 2021 obtenir un bail commercial au risque de devoir fermer », mentionne Milena Chimienti. Ce qui pourrait être vu comme une « normalisation » de l'activité constitue un frein au travail d'une grande partie des TdS, car ces normes ne prennent pas en compte la réalité de leur travail. « Ces lois récentes semblent favoriser l'institutionnalisation de salons de massage de grande envergure plus aptes à répondre aux demandes administratives. Mais elles ne donnent pas les outils pour éviter l'exploitation abusive. »

Créer un lieu de travail sûr

Selon l'équipe de recherche, une piste d'amélioration de ces conditions de travail passe par l'adaptation des infrastructures. La mise à disposition de sanitaires à proximité des lieux de prostitution représente un exemple de préconisation simple. Un projet plus ambitieux a également été proposé : la création d'un lieu innovant qui permettrait de réduire les risques liés au travail du sexe. « Les TdS devraient avoir accès à des lieux qui pratiquent des tarifs de location corrects, afin de limiter les passes dans les voitures ou à domicile, détaille Jenny Ros. Aujourd'hui, la seule alternative consiste à travailler en salon, mais les loyers sont parfois exorbitants. Et ce lieu devrait aussi permettre de proposer aux TdS des prestations sociales plus larges que celles offertes actuellement par les associations, notamment pour les aider à sortir de l'isolement dont beaucoup disent souffrir. »

La santé mentale constitue par exemple un levier majeur pour améliorer la qualité de vie des TdS : alors qu'ils sont plus à risques de souffrir de troubles psychiques, ils accèdent peu aux soins. « Il n'y a malheureusement pas assez de professionnel·les formés pour prendre en charge ces patient·es et répondre à des besoins aussi spécifiques », indique Jenny Ros. La chercheuse espère à l'avenir une meilleure collaboration entre associations et soignant·es, peut-être au sein de ce futur lieu expérimental, dont le projet est encore à l'étude. Le chemin promet cependant un certain nombre d'embûches selon elle : « La stigmatisation peut aussi porter sur les projets liés au travail du sexe. Il n'est pas toujours aisé d'obtenir des fonds de recherche sur ces sujets, ni des financements publics. On constate parfois une peur des institutions d'être associées à cette thématique sensible. » ▶

Des aides covid pas assez adaptées

La pandémie de Covid-19 a eu des conséquences majeures sur l'activité des travailleuses et travailleurs du sexe (TdS), auxquels il a été interdit d'exercer dans toute la Suisse durant la première période de confinement au printemps 2020 puis, selon les cantons, de nouveau à l'automne suivant. Cette crise sanitaire a encore aggravé la situation de celles et ceux qui se trouvaient déjà dans des situations précaires. Les TdS qui tirent leurs revenus uniquement de la prostitution ont été les plus touchés. Pourtant, de nombreuses aides ont été mises en place par la Confédération et les cantons pour pallier les pertes de revenus. Des aides qui seraient cependant peu adaptées aux TdS. « Pour demander une aide financière, les travailleuses et travailleurs indépendants devaient, par exemple, disposer d'une comptabilité à jour avec des déclarations de revenus des années précédentes, illustre Jenny Ros, collaboratrice scientifique à la HETSL. Or les TdS les plus précaires n'ont pas forcément tout cela. De plus, la fermeture des administrations a contraint les usagères et les usagers à faire toutes les démarches

en ligne, ce qui constitue un frein pour une partie des personnes, à cause de la barrière de la langue ou par manque de connaissance des outils numériques. » Une inadéquation entre les aides et la population concernée qui les a donc rendues en partie inefficaces. « Les associations de soutien aux TdS, comme Fleur de Pavé, n'ont cessé d'innover durant cette période pour s'adapter aux besoins de leurs bénéficiaires malgré des moyens limités. Durant le confinement, elles se sont mobilisées pour parer au plus pressé, ont distribué de la nourriture et des vêtements, mais également organisé des levées de fonds pour soutenir les TdS les plus démunis », rappelle Milena Chimienti, professeure à la HETS-GE.

Au-delà de sa phase aiguë, la pandémie risque d'avoir un impact à plus long terme sur le travail du sexe. Depuis 2020, le télétravail a pris de l'ampleur, la vie nocturne a été bouleversée, des établissements ont fermé : autant de changements qui pourraient concourir à réduire de manière significative l'activité des TdS et augmenter encore la vulnérabilité des plus précaires.

Texte Geneviève Ruiz

Chauffeurs de poids lourds : la fin d'un mythe ?

Autrefois archétypes de virilité et de liberté, les chauffeurs de poids lourds ont vu leurs conditions de travail se dégrader. Une recherche tente de comprendre comment ils composent avec ces contraintes.

Le photographe lucernois Fabian Biasio a réalisé en 2018 le reportage multimédia *Vivre en cabine* avec la journaliste Susan Boos.





Plaque à son nom bien visible sur le tableau de bord, fanions des pays traversés, photos de femmes nues : la cabine de certains chauffeurs de poids lourds reflète une identité professionnelle qui a longtemps été associée à celle d'un mâle alpha libre et aventurier sur les routes. « Ce mythe s'est forgé entre les années 1950 et 1990 et il correspondait à une certaine réalité », explique Patrick Ischer, professeur assistant à la Haute école de gestion Arc – HES-SO, qui travaille actuellement sur un projet du Fonds national suisse (FNS) consacré aux enjeux de la profession de camionneur en Suisse. Cette dernière a connu de profonds changements depuis 20 ans : « L'écologisation de la société – qui a terni l'image des chauffeurs – a conduit à la mise en place d'une forte taxe poids lourds qui limite leur liberté de mouvement. De plus, la libéralisation du marché du travail à l'échelle européenne a amené un afflux de personnel étranger, avec lequel les chauffeurs helvétiques se trouvent désormais en concurrence. » Pour finir, des technologies embarquées de plus en plus sophistiquées, couplées à des exigences de sécurité concernant le temps de conduite et de repos, ont eu pour conséquence un contrôle accru.

Terminé, les détours librement choisis pour admirer le paysage ou pour retrouver ses collègues dans des relais de légende. La forte solidarité qui prévalait au sein de la profession – on s'arrêterait facilement pour aider un collègue en panne – s'est effritée. Cerise sur le gâteau, certaines entreprises interdisent désormais à leurs chauffeurs de personnaliser leurs cabines, ces petites maisons portables dans lesquelles ils pouvaient exprimer leur identité, mais aussi se reposer ou manger. Pour saisir cette évolution, certains chercheur-es désignent désormais les routiers comme des « agents de véhiculage ».

Il va sans dire, la plupart des conditions du métier se sont durcies ces dernières années, même si les chauffeurs suisses ont désormais plus d'opportunités de rentrer chez eux le soir et le week-end. Les perspectives d'augmentation du salaire médian, qui oscillerait actuellement aux alentours des 5'200 CHF mensuels, sont plutôt faibles. Face à cette situation, l'association Routiers suisses a lancé en décembre 2021 la récolte de signatures pour une initiative populaire dont l'objectif principal consiste à améliorer leurs condi-

Le reportage
Vivre en cabine, dévoile les conditions inhumaines qui règnent dans le secteur du transport à travers l'Europe, en particulier parmi les chauffeurs originaires de l'Est. Travaillant loin de chez eux, ils sont contraints de dormir sur des aires d'autoroute pour un salaire dérisoire.



GUILLAUME PERRET | LUNDI 13

tions de travail. *Les routiers sont sympas* de la RTL, une émission radiophonique à succès diffusée de 1972 à 1983, sont-ils en voie de disparition ? Décrits, jugés polluants, voire dangereux, les chauffeurs sont-ils condamnés à travailler avec une image dégradée ? C'est ce que Patrick Ischer, lui-même chauffeur professionnel à temps partiel, tentera de comprendre dans sa recherche financée par l'instrument d'encouragement Practice-to-Science du FNS. Ce dernier vise à valoriser les parcours qui associent une expérience pratique avérée à une expérience académique. L'objectif du projet sera également de fournir des recommandations aux entreprises et aux conductrices et conducteurs. Les résultats sont prévus pour 2024.

Le chercheur dévoile quelques pistes en attendant : « L'identité professionnelle historique des chauffeurs de poids lourds, qui représentent tout de même plus de 55'000 personnes en Suisse et assurent les deux tiers du transport des marchandises, est sur le déclin, même si elle reste forte. Les camionneurs se défendent face aux élites ou face à un certain racisme de classe dont ils peuvent être la cible. » La profession se féminise, pendant que ses hiérarchies internes évoluent : autrefois, les distances parcourues et la taille du véhiculent donnaient du prestige. Avec l'arrivée des GPS et des dépôts proches des autoroutes, ce sont plutôt les conducteurs qui transportent des convois exceptionnels sur le territoire régional qui l'emportent. Quant aux livreuses et livreurs en camion solo, ils demeurent les moins considérés. ▸

Le chercheur Patrick Ischer explique que les chauffeurs de poids lourds représentent plus de 55'000 personnes en Suisse et qu'ils assurent les deux tiers du transport de marchandises. Leur identité professionnelle historique est sur le déclin, même si elle reste forte.



DR

L'affiche de la campagne de recrutement de 2016 de la Police cantonale vaudoise valorise l'image héroïque d'un policier « au cœur de l'action ».

Les policiers en quête d'identité

Comme les chauffeurs de poids lourds, les policiers sont sujets à divers stéréotypes. Du héros en action au médiateur social, ils sont parfois éloignés de leur réalité quotidienne.

L'image des policières et des policiers véhiculée dans la société – grandement influencée par le cinéma et les séries – ne correspond pas beaucoup à la réalité quotidienne du métier, selon David Pichonnaz, professeur assistant à la HES-SO Valais-Wallis - Haute École et École Supérieure de Travail Social – HESTS et auteur de l'ouvrage *Devenirs policiers* : « L'image héroïque du policier toujours en action, qui effectue des courses-poursuites en voiture, traque les grands délinquants et a la gâchette facile ne correspond pas au quotidien de la majorité des professionnel·les. Ils sont la plupart du temps confrontés à des situations relationnelles complexes de détresse sociale, de troubles psychiques, de conflit domestique ou de voisinage, dans lesquelles il n'existe pas forcément de délit clair. Pourtant, lors des campagnes de recrutement aussi bien que durant la formation, la répression, l'usage de la force et les arrestations demeurent en bonne place. »

D'où la frustration de nombreux agents et agents, dont les tâches professionnelles ne correspondent pas à la vocation. « On constate deux pôles marqués chez les policiers, poursuit le sociologue. Ceux qui ont une conception conservatrice et ceux qui valorisent le côté relationnel du métier. On trouve davantage de femmes dans ce dernier groupe. Comme dans les métiers des soins, on constate que les compétences techniques sont toujours davantage valorisées que les compétences relationnelles. » Des représentations conciliables ? « Elles le sont difficilement car, pour les policiers orthodoxes, ce qui ne relève pas de la répression ou de l'arrestation ne fait pas partie de leur métier. »

HES - SO

Nominations



Nouveau directeur à l'Institut et Haute École de la Santé La Source

Stéphane Cosandey a repris la direction de l'Institut et Haute École de la Santé

La Source le 1^{er} mai 2022. Il a été désigné par le Conseil de fondation de La Source pour succéder à Jacques Chapuis, parti à la retraite et vivement remercié pour son immense contribution. Stéphane Cosandey a entamé sa carrière en tant qu'infirmier spécialisé en psychiatrie avant de rejoindre l'École de soins infirmiers de Bois-Cerf comme enseignant. Par la suite, il a rallié le domaine industriel et occupé plusieurs fonctions chez Nestlé dans le champ de la santé au travail. Détenteur d'un CAS en sciences de l'éducation et d'une licence en santé publique, il a suivi de nombreuses formations en matière de management, de stratégie institutionnelle et de promotion de la santé.

www.ecolelasource.ch



Nouveau directeur à la Haute école de travail social de Genève

Jean-Félix Savary a été nommé directeur de la Haute école de travail social de

Genève – HETS-GE. Actuellement secrétaire général du Groupement romand d'étude des addictions, cette personnalité engagée et dotée d'un important réseau endossera ses nouvelles fonctions le 1^{er} septembre 2022. Il succédera à Joëlle Libois, qui prendra sa retraite et à qui la direction de la HES-SO Genève adresse ses vifs remerciements. Jean-Félix Savary a obtenu une licence en sciences politiques à l'Université de Lausanne en 1995, qu'il a complétée par un Master in Public Administration à l'Idheap en 2014.

www.hesge.ch

HES - SO

Nominations



Nouveau directeur à la Haute École de Gestion de la HES-SO Valais-Wallis

Le Conseil d'État a nommé Dominique Fumeaux au poste de directeur de la

Haute École de Gestion (HEG) de la HES-SO Valais-Wallis. Ce dernier prendra ses fonctions le 1^{er} septembre 2022. Il succède à Bruno Montani qui a fait valoir son droit à la retraite après trente-quatre années au service de l'institution et qui a été chaleureusement remercié. Actuellement responsable de la filière Tourisme au sein de la HES-SO Valais-Wallis, Dominique Fumeaux a acquis une importante expertise en gestion académique, avec notamment la conduite de la refonte du plan d'études de la filière Tourisme. Titulaire d'un Master en Business Administration, expert en communication et en gestion de projet, il s'est fortement engagé pour intégrer les missions de la HES dans le tissu économique du secteur touristique.

www.hevs.ch



Nouvelle responsable pour HES-SO Master

Actuellement responsable de la filière Master of Arts HES-SO en travail social, Sophie Tapparel prendra la

fonction de responsable de HES-SO Master le 1^{er} août 2022. Elle succédera à Sophie Barbaza Simonot qui quittera la HES-SO pour une retraite anticipée et qui a été chaleureusement remerciée par le Rectorat. Sophie Tapparel est titulaire d'un doctorat en psychologie de l'Université de Lausanne. Elle dispense des enseignements au sein de l'École supérieure en éducation de l'enfance à Lausanne ainsi qu'à la Haute école de travail social et de la santé Lausanne – HETSL. Elle a été responsable d'une unité de recherche au sein de l'Institut de recherche et de documentation pédagogique à Neuchâtel.

www.hes-so.ch

**COOPÉRATION
INTERNATIONALE**

Collaboration fructueuse de la HES-SO avec la Tunisie et le Liban

Trois projets de recherche menés par des équipes de la HES-SO ont obtenu un financement lors du dernier appel à projets de la Leading House MENA. Créée en 2017, cette dernière vise à soutenir la coopération scientifique entre la Suisse et les pays du Moyen-Orient et d'Afrique du Nord. Il s'agit d'un mandat confié par le Secrétariat d'État à l'éducation, la recherche et l'innovation à la HES-SO. Les trois projets de recherche concernent des collaborations avec des hautes écoles tunisiennes et libanaises et relèvent des domaines du traitement des personnes amputées, de l'*additive manufacturing* et du recyclage plastique.

www.hes-so.ch

**RECHERCHE
ET INNOVATION**

Nouveau centre d'innovation en Valais

Un nouveau centre d'innovation et de recherche baptisé « The Sense » a été créé par la HES-SO Valais-Wallis, l'Université de Lausanne (UNIL) et le Centre hospitalier universitaire vaudois (CHUV). Depuis janvier 2022, les trois partenaires académiques ont réuni leurs activités de recherche appliquée, fondamentale et clinique afin de développer et promouvoir l'étude des sciences sensorielles. La mission de The Sense se focalise sur la création et la diffusion des connaissances sur les sens, la cognition et le comportement humain au bénéfice de la société. La synergie entre les différentes institutions fondatrices ainsi que les différents domaines de recherche développés permettront d'améliorer les connaissances et d'apporter de nouvelles innovations liées aux sciences sensorielles.

www.hevs.ch

CONCOURS

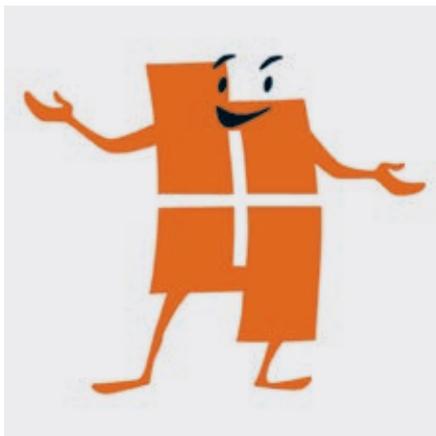


Des minisatellites lancés par 80 élèves

Le 4 avril 2022, plus de 80 élèves romands et tessinois du secondaire I et II se sont réunis à Payerne à la station de sondage aérologique de MétéoSuisse pour participer à la première édition du concours SwissCanSat. Il a été organisé par la HES-SO ainsi que cinq hautes écoles du domaine Ingénierie et Architecture. Les 14 équipes ont lancé des CanSats, des minisatellites de la taille d'une canette de boisson, qu'elles avaient au préalable minutieusement conçus et construits. Les CanSats ont dû accomplir trois missions : mesurer la température et la pression de l'air, ainsi qu'une mission libre. L'équipe YesWeCan du Gymnase français de Bienne a remporté le concours. Elle participera à la finale européenne du concours CanSat, organisé par l'Agence spatiale européenne (ESA) en Italie.

www.hes-so.ch

RECHERCHE
ET INNOVATION



Première plateforme vaudoise d'innovation dédiée aux soins et à la santé

Le système de santé doit faire face à de multiples défis qui demandent de modifier en profondeur les pratiques. L'innovation devient à la fois une nécessité et un moyen pour y parvenir. Mais si le marché de la santé attire de multiples porteuses et porteurs d'idées et start-up, rares sont les succès. Les échecs fréquemment observés au démarrage de nouveaux projets entrepreneuriaux attestent qu'innover dans ce domaine exige la prise en compte d'aspects techniques et humains difficiles à appréhender pour des non-initiés. À cette difficulté s'ajoute un manque de culture en matière d'innovation chez les soignant-es. C'est pour répondre à ces lacunes que l'Institut et Haute École de la Santé La Source, sous l'égide de la Fondation La Source, a lancé le H4, «Hands-on Human Health Hub» en novembre 2021. Il s'agit de la première plateforme collaborative dédiée à l'innovation dans les soins et en santé dans le canton de Vaud. Soutenue financièrement par l'État de Vaud, cette entité accompagnera les entreprises vaudoises qui innoveront dans ce champ à toutes les étapes du développement de leurs projets.

www.ecolelasource.ch

RECHERCHE
ET INNOVATION

Numérique et insertion socioprofessionnelle

La transition numérique dans le champ du travail social interroge à la fois l'autonomie des bénéficiaires, le métier des travailleuses et des travailleurs sociaux, ainsi que les résultats de leur accompagnement en matière de débouchés et de chances d'insertion. Menée à la Haute école de travail social Fribourg – HETS-FR, la recherche exploratoire *Quel accompagnement vers l'insertion socioprofessionnelle dans une société numérique? Opportunités et défis pour le professionnel-les* se focalise sur les pratiques et représentations des professionnel-les de l'insertion, qui ont peu été étudiées à ce jour. Elle vise, d'une part, à mettre en lumière les atouts de la transition numérique ainsi que ses limites dans ce champ d'activité. D'autre part, elle souhaite documenter les «épreuves de professionnalité», caractéristiques de situations marquées par des injonctions contradictoires et des écarts entre travail prescrit et travail réel que traversent ces professionnel-les, afin d'identifier les compétences nécessaires à l'exercice de l'activité dans un contexte numérique et de repérer des lignes de force quant à l'évolution envisagée de leurs profils de compétences. La recherche croise les points de vue des professionnel-les en contact direct avec les bénéficiaires et ceux de leurs supérieur-es. Grâce à un partenariat avec l'association faîtière nationale Insertion Suisse, elle a l'ambition de couvrir l'ensemble du territoire national.

www.hets-fr.ch

Recherche trans- disciplinaire en durabilité

Le dicastère Recherche et Innovation de la HES-SO a consacré son appel à projets du printemps 2022 à la thématique de la recherche transdisciplinaire en durabilité. Son objectif consiste à renforcer les compétences et l'expertise des chercheur-es de la HES-SO afin qu'ils puissent contribuer à répondre aux nombreux défis posés par cette problématique. Huit à dix projets exploratoires seront financés pour permettre aux chercheur-es de se profiler de manière pertinente sur d'autres appels à projets ou auprès de bailleurs de fonds externes.

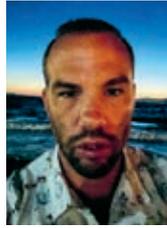
www.hes-so.ch



Aurélie Toninato

Aurélie Toninato est journaliste pour un média local depuis plus de dix ans. Son moteur : une insatiable curiosité, un goût pour le décryptage, l'équation découvrir-apprendre-faire partager. Son carburant : une pratique régulière du grand écart – au sens littéral – entre les sujets société ou scientifiques, les enquêtes, reportages ou portraits. Sa contribution à ce numéro se concentre sur la consommation de viande. Une problématique passionnante qui amène à questionner ses habitudes et leurs impacts à l'heure de la crise climatique.

P . 28



Hervé Annen

Hervé Annen réalise des images pour diverses enseignes et publications, notamment magazine *T*, Hermès, Globus ou le magazine des HUG *Pulsations*. Il expose actuellement des polaroids réalisés à Rome à la Bowie Gallery. Pour ce numéro, il a rencontré et photographié les cinq profils que l'on trouve dans l'article *À chacun ses priorités*. Selon lui, ses propres désirs superflus sont des besoins essentiels !

P . 34



Martine Brocard

Martine Brocard est journaliste freelance. Elle a assuré la relecture factuelle de ce numéro d'*Hémisphères*. Pour mener à bien cette mission, elle a dû décider si l'impression sur papier de la centaine de pages à relire relevait du besoin essentiel ou du désir superflu. Elle a tranché pour le premier, mais s'est promis, ainsi qu'à son entourage, de dûment recycler chaque page en papier brouillon !



Lionel Pousaz

Sommes-nous condamnés à dévorer la planète pour satisfaire mille et un désirs sans cesse renouvelés ? Dans ce numéro, le journaliste Lionel Pousaz a abordé cette question selon deux angles différents. Avec les économistes Giovanni Ferro-Luzzi et Sylvain Weber, il est question de fixer un prix à la nature, pour dévier les assauts de nos appétits sans bornes. Avec les sociologues Anne Perriard et Laurence Bachmann, il s'agit de distinguer nos besoins, finis de nos pulsions consuméristes. Deux perspectives divergentes, mais construites sur un même souci : préserver l'environnement sans renier notre nature profonde.

P P . 46 et 49

CONTRIBUTIONS

S'ABONNER À

H É M I S P H È R E S

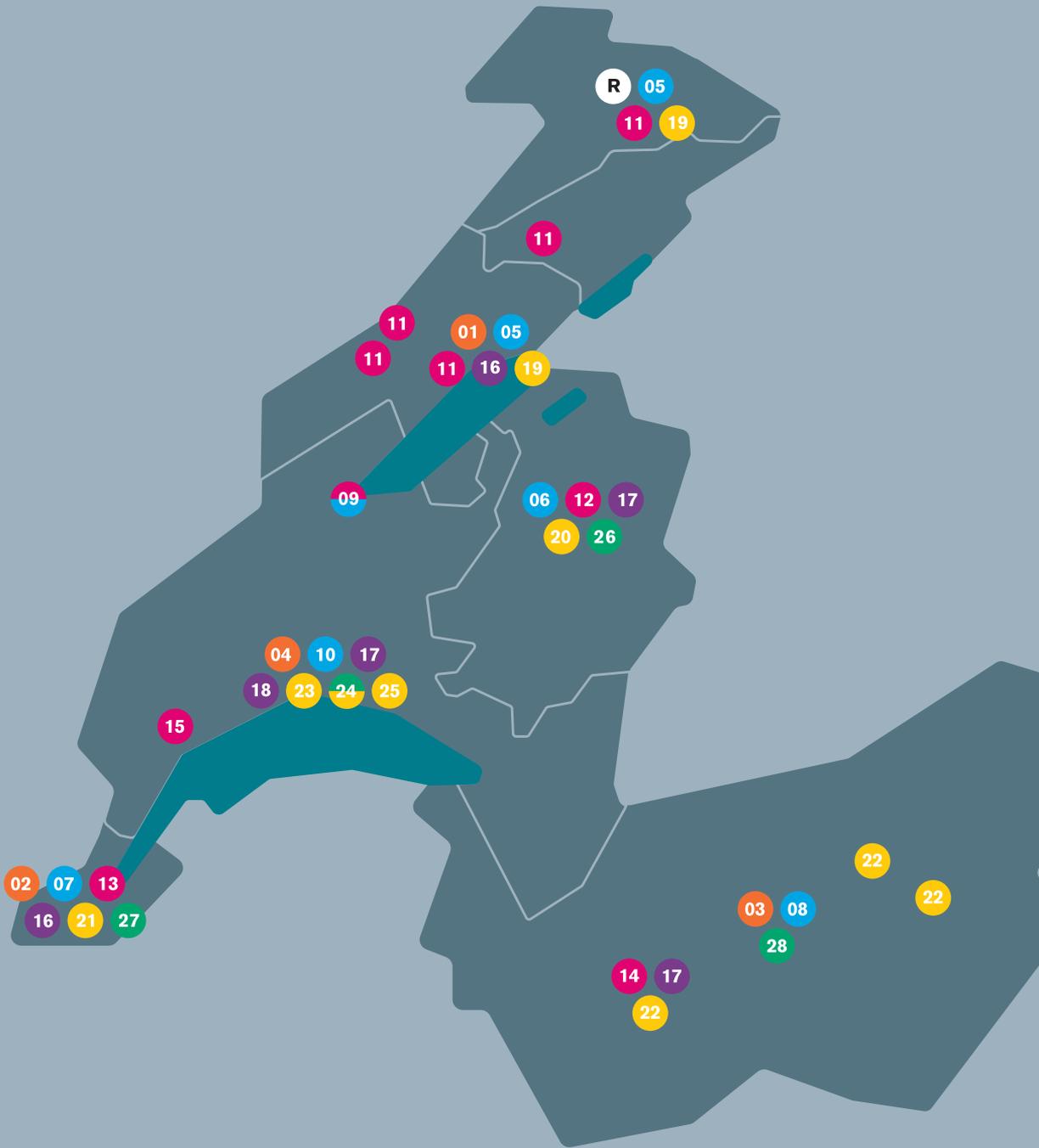
Hémisphères explore deux fois par année une thématique actuelle.

La revue est en vente dans les kiosques de Suisse romande au prix de CHF 9.–
Vous pouvez recevoir les six prochaines éditions à domicile au prix de CHF 45.–
Abonnez-vous sur internet à l'adresse revuehemispheres.ch

L'abonnement est gratuit pour les étudiant-es ainsi que le personnel de la HES-SO. Pour s'abonner, merci d'envoyer un e-mail à hemispheres@hes-so.ch en indiquant votre titre, filière, année d'études, ainsi que votre adresse privée.

Les anciens numéros d'*Hémisphères* peuvent être commandés sur revuehemispheres.ch







Rectorat HES-SO



Design et Arts visuels

- 01 HE-Arc Conservation-restauration
- 02 Haute école d'art et de design - Genève (HEAD - Genève)
- 03 HES-SO Valais-Wallis - Ecole de design et haute école d'art - EDHEA
- 04 ECAL/Ecole cantonale d'art de Lausanne



Économie et Services

- 05 HE-Arc Gestion (HEG Arc)
- 06 Haute école de gestion Fribourg - HEG-FR
Hochschule für Wirtschaft Freiburg - HSW-FR
- 07 Haute école de gestion de Genève (HEG-Genève)
- 08 HES-SO Valais-Wallis - Haute Ecole de Gestion - HEG
- 09 Haute Ecole d'Ingénierie et de Gestion du Canton de Vaud - HEIG-VD
- 10 EHL Hospitality Business School



Ingénierie et Architecture

- 09 Haute Ecole d'Ingénierie et de Gestion du Canton de Vaud - HEIG-VD
- 11 HE-Arc Ingénierie
- 12 Haute école d'ingénierie et d'architecture de Fribourg - HEIA-FR
Hochschule für Technik und Architektur Freiburg - HTA-FR
- 13 Haute école du paysage, d'ingénierie et d'architecture de Genève (HEPIA)
- 14 HES-SO Valais-Wallis - Haute Ecole d'Ingénierie - HEI
- 15 CHANGINS - Haute école de viticulture et œnologie



Musique et Arts de la scène

- 16 Haute école de musique de Genève (HEM-Genève) - avec site décentralisé à Neuchâtel
- 17 HEMU - Haute École de Musique avec sites décentralisés à Fribourg et à Sion
- 18 La Manufacture - Haute école des arts de la scène



Santé

- 19 HE-Arc Santé
- 20 Haute école de santé Fribourg - Hochschule für Gesundheit Freiburg - HEdS-FR
- 21 Haute école de santé de Genève (HEdS-Genève)
- 22 HES-SO Valais-Wallis - Haute Ecole de Santé - HEdS
- 23 Haute Ecole de Santé Vaud (HESAV)
- 24 Haute école de travail social et de la santé Lausanne - HETSL
- 25 Institut et Haute Ecole de la Santé La Source



Travail social

- 26 Haute école de travail social Fribourg - HETS-FR
Hochschule für Soziale Arbeit Freiburg - HSA-FR
- 27 Haute école de travail social de Genève (HETS-Genève)
- 28 HES-SO Valais-Wallis - Haute Ecole et Ecole Supérieure de Travail Social - HESTS
- 24 Haute école de travail social et de la santé Lausanne - HETSL

PYRAMIDE DES BESOINS

Colombi D., *Où va l'argent des pauvres. Fantômes politiques, réalités sociologiques*, Payot, 2020

Crettaz E., *La pauvreté laborieuse en Suisse: étendue et mécanismes*, Social change in Switzerland, 15, 2018

Galtung J. & al., *Il faut manger pour vivre... Controverses sur les besoins fondamentaux et le développement*, Cahiers de l'IUED 11, 1980

Gidick K., *Is Finland really the happiest country in the world?*, Washington Post, 2022

Keucheyan R., *Les besoins artificiels. Comment sortir du consumérisme*, Zones, 2019

Mouillot P., *Comment le coronavirus réhabilite la pyramide des besoins de Maslow*, The Conversation, 2020

GRAND ENTRETIEN

Di Giulio A. & al., *Consumption corridors: Living a good life within sustainable limits*, Routledge, 2021

PORTFOLIO

www.greggsegal.com

RENONCEMENT AUX SOINS

Guinchard B., Schmittler M., Gally M. L., Amiguet M. & Barry A., *Imperfections du système d'assurances sociales: l'exemple de l'accès aux soins des jeunes retraité·e·s à revenu modeste*, Revue suisse de sociologie, 41(3), 2015

Guinchard B., Schmittler M. & Gerber C., *Renoncement aux soins et petits arrangements*, REISO, 2019

CONSOMMATION CARNÉE

Bevilacqua S. (dir.), *Malley, ville animale*, Les Cahiers de l'Ouest, 4, Infolio, 2021

Bevilacqua S., *Historical / anthropological / philosophical aspects of vegan diets*, in Baumer B. & Darioli R. (dir), *Vegan diets: review of nutritional benefits and risks*, Expert report of the FCN, 2018

Singer P., *Animal Liberation*, Harper Collins, 1975

www.malleyenquartiers.ch

TRAVAIL HYBRIDE

Gratton L., *How to do hybrid right*, Harvard Business Review, 2021

Karamustafa G., Lupina-Wegener A. & Elliott, K., *Comment instaurer une culture de l'innovation au travail?*, HR Today, 2021

Van Dick R. & al., *Identity leadership, employee burnout, and the mediating role of team identification: evidence from the global identity leadership development project*, International Journal of Environmental Research and Public Health, à paraître

NUMÉRIQUE

Efoui-Hess M., *Climat: l'insoutenable usage de la vidéo en ligne – Un cas pratique pour la sobriété numérique*, The Shift Project, 2019

DÉVELOPPEMENT PERSONNEL

Max-Neef M., *Development and human needs*, in Ekins P. & Max-Neef M. (dir), *Real-Life Economics: Understanding Wealth Creation*, Routledge, 2010

Macy J. & Johnstone C., *L'espérance en mouvement: Comment faire face au triste état de notre monde sans devenir fous*, Labor et Fides, 2018

Rosenberg M. B., *Les mots sont des fenêtres (ou des murs): Introduction à la communication non violente*, Jouvence, 1999

PIB ET BONHEUR

Ferro Luzzi G. & Sylvain W., *Le bien-être durable: Quelle croissance pour Genève?* Institut de recherche appliquée en économie et gestion, 2021

Ferro Luzzi G. & Sylvain W., *Quelle croissance pour Genève? Le point de vue des entreprises*, Institut de recherche appliquée en économie et gestion, 2021

DANSER AVEC LE VIVANT

Hervé-Gruyer C. & Hervé-Gruyer P., *Permaculture. Guérir la terre, nourrir les hommes*, Actes Sud, 2017

Stauffer G., *Processus durables en arts vivants*, Journal de la recherche 3, 2022

ÉRADIQUER LE CHÔMAGE

Cornut M. & al., *Le chômage en Suisse. Quatre vérités pour un défi*, Caritas romandes, 2020

Rullac S., *Les perspectives de l'innovation sociale en travail social*, Empan, 122, 2021

www.zerochomeur.org

LUXE ET SOBRIÉTÉ

McDonough W., *The Upcycle: Beyond Sustainability - Designing for Abundance*, North Point Press, 2013

www.fashionforgood.com

www.infantiumvictoria.com

ART ESSENTIEL

Jünemann K. & al., *Six Months of Piano Training in Healthy Elderly Stabilizes White Matter Microstructure in the Fornix, Compared to an Active Control Group*, *Frontiers in aging neuroscience*, 14, 2022

McCaw D., *Rethinking the Actor's Body, Dialogue with Neuroscience*, Methuen, 2020

Worschech F. & al., *Evidence of cortical thickness increases in bilateral auditory brain structures following piano learning in the elderly*, *Ann N Y Acad Sci.*, à paraître

DENIM MANIA

Hohmann K. & Tietze K. (dir), *Denimpop. Jeansdinge lesen*, Merve, 2013

Ngai S., *Theory of the Gimmick. Aesthetic Judgment and Capitalist Form*, Harvard University Press, 2020

SEXUALITÉ

Braizaz M., Toffel K. & Schweizer A., *Vieillir face au cancer: invisible sexualité des femmes*, *Nouvelles Questions Féministes*, 41(1), 32-47, 2022

Toffel K., Braizaz M. & Schweizer A., *Mais où est donc passée l'éthique du care? Les infirmières et l'abord de la sexualité en oncologie*, *Travail & Emploi*, 164(1), à paraître

TECHNOLOGIE ET HANDICAP

Fragnière E., Nanchen B. & Sitten M., *Performing service design experiments using ethnomethodology and theatre-based reenactment: a Swiss ski resort case study*, *Service Science*, 4(2), 2012

Weissbrodt R. & al., *Apports de l'ergonomie de l'activité à l'innovation sociale*, in Chimienti M., Cretton V., Maggiori C., Maeder P., Probst I. & Rullac S. (dir.), *Innovation et intervention sociales: impacts, méthodes et mises en œuvre dans les domaines de la santé et de l'action sociale*, Seismo, à paraître

MUSIQUE ET PSYCHIATRIE

Bovet E., Thoma, M., Gusewell A., Bangerter G., Stantzos A. & Bornand C., *Dans les coulisses d'une recherche-action: genèse et enjeux d'une recherche sur les apports de l'écoute musicale en psychiatrie*, *Recherches qualitatives* 40(1), 2021

Gusewell A., Bovet E., Stantzos A., Bangerter G., Bornand C. & Thomas, M. (dir), *Musique et santé mentale: orchestrer la rencontre*, *Champ Social*, 2021

Gusewell A., Thomas M., Bovet E., Bangerter G., Stantzos A. & Bornand C., *Un dispositif d'écoute musicale dans les chambres de soins intensifs en psychiatrie: quel impact pour quelle innovation sociale?*, in Maeder P. (dir), *Innovation et intervention sociales: impacts, méthodes et mises en œuvre dans les domaines de la santé et de l'action sociale*, Seismo, à paraître

TRAVAIL DU SEXE

Chimienti M. & Bugnon G., *Swiss policy on prostitution: a regulation system close to the ground*, in Wagenaar H. & al. (dir), *Mapping European Policies*, Routledge, 2017

Van Liempt I. & Chimienti M., *The gentrification of progressive red-light districts and new moral geographies: the case of Amsterdam and Zurich*, *Gender, Place and Culture*, 24(11), 2017

CHAUFFEURS

Courty G., *Faire voir les routiers. Les artistes et le dispositif de relégation dans les classes populaires*, *Travail-Emploi-Formation*, (12), 31-56, 2015

Ottosson M. & Wallengren H., *Truckers. A profession in change*, Malmö: Centrum för Arbetarhistoria, 2019

Pichonnaz D., *Devenir policiers*, Antipodes, 2017

Pichonnaz D., *La force des dispositions. Mobilités sociales, genre et devenir policiers*, *Champ Pénal/ Penal Field*, 2021

HÉMISPHERES

La revue suisse de la recherche
et de ses applications

www.revuehemispheres.ch

Édition

HES-SO Rectorat
Route de Moutier 14
2800 Delémont
Suisse
T. +41 58 900 00 00
hemispheres@hes-so.ch

Comité éditorial

Philippe Bonhôte, Maxime Bottel,
Élodie Brunner, Rémy Campos,
Yvane Chapuis, Annamaria Colombo
Wiget, Sabine Emad, Claude-Alexandre
Fournier, Angelika Güsewell, Pascal
Maeder, Anthony Masure, Max Monti,
Vincent Moser, Marianne Tellenbach,
Jean-Philippe Trabichet, Joël Vacheron,
Christel Varone, Séverine Vuilleumier

Réalisation éditoriale et direction de projet

Geneviève Ruiz
www.genevieveruiz.com

Direction artistique

Bogsch & Bacco
www.bogsch-bacco.ch

Rédaction

Marco Danesi, Clément Etter,
Maxime Garcia, Stéphany Gardier,
Virginie Jobé-Truffer, Patricia Michaud,
Sabine Pirolt, Lionel Pousaz,
Geneviève Ruiz, Muriel Sudano,
Aurélié Toninato, Nic Ulmi

Maquette & mise en page

Bogsch & Bacco

Couverture

Mauro Serra, Lucia Del Pasqua /
Laterarte

Rabats

© akg-images, National Portrait Gallery
plainpicture/Massimo Giovannini

Relecture

Martine Brocard

Corrections

Samira Payot
www.lepetitcorrecteur.com

Impression

PCL Presses Centrales SA
Renens
Suisse
6'500 exemplaires

Juin 2022

N° ISSN 2235-0330

L'identité de genre, un besoin ?

Deux portraits, une seule personne, deux genres : c'est l'objectif du projet *Henko* (du japonais « changement / lumière variable ») mené en 2016 par le photographe italien Massimo Giovannini. Selon lui, si un simple changement de lumière et un léger maquillage suffisent à modifier notre perception d'une personne, c'est peut-être que nos définitions du genre sont trop rigides par rapport à la complexité de ses incarnations. Sur ces portraits, l'identité de genre apparaît comme un concept fluide et modulable.



Dans sa chanson *Si seul*, même le rappeur Orelsan en a « marre d'escalader la pyramide de Maslow », ce célèbre triangle qui hiérarchise nos besoins, des plus physiologiques aux plus spirituels. L'être humain peut-il être réduit à ses besoins ? N'est-il pas souvent prêt à sacrifier ses besoins physiologiques par besoin d'appartenance et d'amour ? Ce sont quelques-unes des questions que traite ce dossier du numéro 23 d'*Hémisphères*. On y parle entre autres d'art essentiel, d'addictions au smartphone ou encore de consommation carnée.

CHF 9.- €9.-

N°ISSN 2235-0330



9 772235 033924 23